FAITS NOUV'EAUX

Perspectives dans le domaine eau, assainissement et environnement

DANS CE NUMÉRO: - JOURNÉE MONDIALE DE L'EAU 1996: DE L'EAU POUR LES VILLES QUI ONT SOIF
- NOUVELLES DU CONSEIL DE CONCERTATION
- RECHERCHE FORMATIVE POUR LA PROMOTION DE L'HYGIÈNE
- BAMAKO, N'DJAMENA, PARAKOU: UN PARTENARIAT POUR L'ASSAINISSEMENT

NUMÉRO 239, FÉVRIER 1996

Journée Mondiale de l'Eau 1996: De l'eau pour les villes qui ont soif

La troisième Journée Mondiale de l'Eau, qui, comme chaque année, aura lieu le 22 mars, aura pour thème "de l'eau pour les villes qui ont soif". En effet, de nombreuses villes du monde entier sont aux prises avec une crise d'eau grandissante qui menace la viabilité de leur développement social et économique. Le besoin d'une approche globale dans la gestion des ressources en eau des villes se fait de plus en plus urgent. Une telle approche devrait permettre de répondre efficacement et équitablement aux besoins en eau actuels de ces villes qui ne cessent de croître, sans pour autant nuire à la capacité des générations futures à gérer leurs besoins en eau. A l'issue de la Journée Mondiale de l'Eau 1996, un message vigoureux sera formulé à l'adresse du "Sommet Ville et Cité", la Deuxième Conférence des Nations Unies sur les Etablissements Humains (Habitat II) qui aura lieu en juin prochain à Istanbul.

Points clés

Les discussions autour des "villes qui ont soif" seront axées sur cinq points clés:

L'eau à la portée de tous, dans les quartiers pauvres comme dans les quartiers riches, au profit de la santé comme du développement économique. Comment trouver un équilibre entre des demandes divergentes et répondre aux besoins de tous, notamment à ceux des pauvres des villes, le groupe le plus vulnérable?

Quel est le prix d'un seau d'eau? A mesure que les villes s'étendent et que leur demande en eau augmente, il faut acheminer l'eau de sources de plus en plus éloignées. Comment faire face au prix croissant de la distribution de l'eau?

Réduire le gaspillage de l'eau dans les villes. Actuellement, presque la moitié de l'eau distribuée dans les villes est perdue à cause de fuites ou de gaspillage dûs le plus souvent à la négligence ou à l'excès. Contenir le gaspillage permettrait de désservir les personnes non approvisionnées.

Etablir un partenariat pour l'eau afin de mobiliser les vastes ressources pratiquement inutilisées des communautées, des ONG et du secteur privé dans tous les domaines de la gestion de l'eau en zone urbaine. L'efficacité et la responsabilité dans l'approvisionnement, l'utilisation et la protection de l'eau en seront renforcées.

La sauvegarde de l'eau pour le futur n'est pas un objectif vague et lointain. La raréfaction, la pollution et la dégradation des ressources en eau urbaines ont atteint des proportions alarmantes et pourraient toucher les réserves durables dans un futur proche à moins que la tendance actuelle ne soit renversée.

A l'occasion de la Journée Mondiale de l'Eau, des campagnes de sensibilisation pourraient être lancées autour de ces cinq points clés.

Préparations pour la Journée Mondiale de l'Eau 1996

Comme prévu dans les directives de l'Assemblée générale, les préparatifs et les cérémonies pour la Journée Mondiale de l'Eau se dérouleront autant que possible au niveau national. Il serait souhaitable que les campagnes de sensibilisation nationales soit menées non seulement par les principaux acteurs du secteur de l'eau - tel que les gouvernements, les administrations locales et les pourvoyeurs de services - mais aussi par tout un éventail d'intéressés, tel que des ONG, des institutions d'enseignement, des associations locales, etc..

Tous les organes des Nations unies, ainsi que les agences d'appui externes sont censées faire fonction de facilitateurs, stimulant, guidant et épaulant les initiatives nationales. Le CNUEH (Habitat) a été désigné comme l'agence centrale du système des Nations unies chargée de coordonner les activités pour la Journée Mondiale de l'Eau 1996, et s'engage à coopérer avec toutes ses organisations soeurs pour appuyer les initiatives nationales.

Activités nationales

La préparation au niveau des pays est une bonne occasion pour attirer l'attention sur les problèmes urbains de l'eau, et pour concevoir des programmes ayant un effet durable, qui s'étendrait bien au-delà de la date du 22 mars. Il faut pour cela que la campagne soit conçue de façon très précise, et fasse preuve d'une approche innovatrice et originale. Voici quelques exemples d'activités nationales:

CIR
Centre International de l'Eau et de l'Assainissement
Centre Collaborant de l'OMS

Faits nouveaux, no. 239-253
- 1996 - 2001

- introduire le thème de l'eau dans les programmes scolaires,
- organiser des concours de dissertations dans les écoles,
- organiser des concours de photos illustrant par exemple les mauvaises pratiques courantes telles que le gaspillage et la pollution de l'eau,
- diffuser des "bonnes pratiques" sur la gestion de l'eau urbaine,
- des débats, des interviews radiophoniques ou télévisés,
- des pièces de théâtre populaire,
- des activités sur le terrain, telles que le nettoyage de rivières, des campagnes anti-ordures, etc..

L'Observance Internationale de la Journée Mondiale de l'Eau en Chine

Entre le 18 et le 22 mars, le CNUEH (Habitat) et l'UNEP seront les responsables de la subvention publicitaire pour la "Conférence de l'Eau pour les villes et les villages" qui aura lieu à Beijing et d'autres événements par rapport à la Journée Mondiale de l'Eau. La conférence cherchera à porter les principaux acteurs et les intéressés du secteur de l'eau en zone urbaine pour échanger les informations et les idées comment les villes et les villages pourront rencontrer les demandes urgentes de l'eau au vingt-et-un siècle dans une manière tenable et équitable. Partager et échanger les pratiques réussies en eau de sources et la gestion d'eaux-vannes dans les plus grandes villes formeront les points spéciaux pendant la conférence. Les meilleurs pratiques sélectionnées et présentées à la conférence seront diffusées par les stations multi-media à la Conférence Habitat II à Istanbul.

Pour plus d'informations s'adresser à:
M. Kalyan Ray
UNCHS (Habitat) Focal Point
Research and Development Division
United Nations Centre for Human Settlements
PO Box 30030 Tel: 254 2 623039
Nairobi Fax: 254 2 624265
KENYA E-mail: Kalyan.Ray@unep.no

Nouvelles du Conseil de Concertation

Forum mondial à la Barbade

Le troisième Forum mondial du Conseil de Concertation s'est tenu à Bridgetown, la Barbade, du 30 octobre au 3 novembre 1995. Pendant cinq jours, 200 spécialistes du secteur de l'eau et de l'assainissement, venant de 70 pays en développement, de 6 pays d'Europe centrale et de l'est, ainsi que de 39 agences de support externes, ont discuté sur le thème ***"Les peuples et l'eau - des partenaires pour la vie"***. A l'issue de la conférence, ils ont rédigés une déclaration vigoureuse à l'adresse de la conférence Habitat II qui aura lieu à Istanbul en juin 1996. Le Conseil exhorte les délégués à la conférence Habitat II à tirer les leçons du passé en accordant une importance primordiale aux besoins et aux idées des personnes concernées par les programmes de développement dès leur plannification. La volonté politique est essentielle, dit encore le Conseil, "pour obtenir les conseils, les outils et l'appui technique permettant de mettre en oeuvre les programmes de développement qui entraîneront des avantages durables". Pour arriver à une amélioration réelle et durable du sort des pauvres des villes et des campagnes, il faut que les gouvernements contractent un *partenariat* avec les consommateurs d'eau, les propriétaires terriens, le secteur privé, les ONG et les pourvoyeurs de services (services d'eau, marchands ambulants). Il est également urgent d'augmenter considérablement les investissements dans les systèmes d'égouts, de traitement des eaux usées et de contrôle de la pollution de l'eau afin de rétablir et de protéger la qualité de l'eau de surface et de la nappe phréatique dont dépendent les habitants des agglomérations sans cesse croissantes. Par ailleurs, le Conseil est d'avis que la mobilisation et le soutien des communautés urbaines à faible revenu pour mettre en place et utiliser des installations sanitaires doit être un facteur primordial dans les projets d'aménagement urbains.

Au cours de la conférence les 200 experts ont établi 14 éléments critiques pouvant contribuer à mettre sur pied des programmes visant à améliorer l'approvisionnement en eau et l'assainissement pour les plus démunis. Des Groupes de travail et des Groupes spécialisés multinationaux devront se pencher sur ces questions, qui varient de la gestion communautaire et du partenariat avec la société civile, à la gestion de la demande et de la conservation de l'eau, en passant par les problèmes spécifiques des petits états insulaires en développement et de l'Afrique.

Selon le Conseil de Concertation, un engagement politique renouvelé lors de la conférence à Istanbul pourrait contribuer à répondre aux besoins de base de centaines de millions de personnes, et par là, à contenir la crise de l'eau qui menace de freiner le progrès économique, social et écologique dans un nombre croissant de pays avec une pénurie d'eau.

Le Conseil de Concertation pour l'Approvisionnement en Eau et l'Assainissement est ouvert aux professionnels du secteur de toutes provenances: des agences nationales d'eau et d'assainissement dans les pays en développement, des agences d'aide bilatérales et multilatérales, des ONG, et des organisations professionnelles, de recherche, d'information et de formation s'occupant de l'approvisionnement en eau potable et de l'assainissement. Le Conseil se réuni tous les deux ans afin de permettre à ses membres d'échanger des idées et des expériences, et de coordonner leurs approches en vue d'une amélioration de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement

Entre temps, des Groupes de travail et des Groupes spécialisés élaborent des propositions pour améliorer les performances dans le secteur au niveau national et international, concernant un des éléments critiques. Dans les deux années à venir, les domaines spécifiques qui seront traités dans les groupes sont: la collaboration au niveau des pays et les stratégies nationales du secteur; la gestion de la demande en eau et sa conservation; la gestion des communautés et le partenariat avec la société civile; la promotion de l'assainissement; des services pour les pauvres en milieu urbain; le fonctionnement et la maintenance; le GARNET (réseau mondial de recherche appliquée); les options institutionnelles et de gestion, dont la décentralisation; le développement des ressources humaines; la formation et l'éducation; les stratégies de plaidoyer et de diffusion, dont une page d'accueil sur Internet sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement; des mesures d'urgence pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement; les problèmes des états insulaires, le développement de l'approvisionnement en eau et l'assainissement en Afrique; l'Initiative lusophone; et les problèmes relatifs à l'Europe centrale et de l'est et à la Communauté des Etats Indépendants.

Pour plus d'informations sur les activités du Conseil, s'adresser à:
Secrétariat du Conseil de Concertation pour l'Eau et l'Assainissement
OMS
1211 Genève 27, Suisse
Tel: +41 22 791 3685
Fax: +41 22 791 4847

Recherche formative pour la promotion de l'hygiène

Les maladies liées au manque d'eau et d'assainissement continuent de tuer plus de personnes que le SIDA. Malgré les efforts récents, 3,3 millions d'enfants dans les pays en voie de développement meurent de diarrhée chaque année et un tiers de la population mondiale est infestée de vers parasites. Il est peut-être temps de réévaluer nos stratégies de lutte contre les infections gastro-intestinales.

Trois principales approches sont utilisées actuellement pour lutter contre ce fléau: l'amélioration des infrastructures pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement, la thérapie de réhydratation par voie orale et l'éducation à hygiène. Les deux premières approches ont eut de très bons résultats, mais il reste encore 1 milliard de personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable et 1,7 milliards qui n'ont pas encore accès à des infrastructures d'assainissement adéquates. En ce qui concerne le TRO, l'utilisation demeure problématique. Moins d'un quart de femmes africaines sont en mesure d'employer cette thérapie d'une manière efficace. Le succès enregistré par les programmes d'éducation à l'hygiène reste limité. Les causes sont, entre autres, un faible investissement de ressources dans ce secteur et des approches non adaptées.

Des recherches récentes ont démontré que pour prévenir des maladies transmises par voie fécale-orale des modifications de comportements d'hygiène au niveau familial sont indispensables. Inutile par exemple, d'installer des latrines sanitaires, si les enfants continuent de déféquer par terre. L'OMS a récemment conclu que la bonne évacuation des selles et le lavage des mains au savon après contact avec les selles semblent être des comportements clés à promouvoir dans la lutte contre les infections intestinales.

Si la nécessité de redoubler les efforts dans le domaine de la promotion de pratiques hygiéniques est de plus en plus évidente, le choix des approches à employer restent problématiques. Entreprendre une action qui vise à changer des comportements bien ancrés dans une société est extrêmement difficile. Les programmes classiques d'éducation à l'hygiène rencontrent plusieurs problèmes. Ils sont souvent basés sur l'hypothèse selon laquelle il suffit d'apprendre comment les maladies intestinales sont transmises pour susciter le changement de comportement approprié. Mais dans la plupart des sociétés il existe d'autres explications pour ces maladies: par exemple en Afrique Occidentale la diarrhée du nourrisson est souvent expliquée par la reprise des relations sexuelles avant le sevrage de l'enfant. Partout dans le monde les mères préfèrent attribuer une diarrhée chez leur enfant au climat ou à la consommation d'aliments inadéquats, plutôt qu'à un manque d'hygiène. Tant qu'on ne tiendra pas compte des points de vue de la population cible, l'impact des mesures reste limité.

Tout programme de promotion de la santé par les changements de comportements commence par une enquête sur les raisons des comportements existants. De même que, pour lutter contre le tabagisme, il faut d'abord savoir pourquoi les gens fument, pour monter un programme efficace de promotion de l'hygiène, il faut d'abord connaître les raisons des pratiques d'hygiène actuelles.

Si les conceptions de santé et d'hygiène sont importantes, elles ne constituent pas les seules données de base nécessaires pour concevoir d'une manière systématique et logique un programme de promotion de l'hygiène. Un programme de recherche formative devrait examiner les questions suivantes:

- quels sont les comportements précis qui permettent la transmission des agents pathogènes?
- quels sont les comportements susceptibles de changement?
- qui sont les gens qui emploient ces pratiques?
- que représente l'hygiène et la santé chez les groupes cibles?

- y-a-t-il un lien perçu entre les comportements et la santé?
- comment peut-on motiver les gens à changer de comportement?

De nombreuses techniques sont disponibles pour effectuer cette recherche formative. Les observations directes, les discussions de groupe, les entretiens avec des gens qui pratiquent les comportements désirés pourront tous contribuer à fournir des réponses à ces questions.

Un investissement relativement modeste dans la recherche formative sur une période de quelques mois avant l'élaboration d'une mesure serait un investissement fructueux. Avec les réponses à ses questions il devrait être possible de mettre en place des stratégies de promotion de l'hygiène efficaces, appropriés et désirées par la société cible.

Des documents relatifs à cette approche de promotion de l'hygiène, développés par l'équipe du Programme Saniya au Burkina Faso, sont disponibles. Pour de plus amples renseignements contacter:
Valerie Curtis
Research Fellow
Environmental Health Group
London School of Hygiene and Tropical Medicine
Keppel St
London WCLE 7HT, UK

Bamako, N'Djamena, Parakou: Un partenariat pour l'assainissement

Face aux difficultés que rencontrent les services municipaux pour assurer la collecte des ordures ménagères et d'autres travaux d'assainissement, des groupes locaux prennent des initiatives pour répondre aux besoins des populations à Bamako (Mali), N'Djamena (Tchad) et Parakou (Bénin) ainsi que dans de nombreuses autres villes en Afrique de l'Ouest.

Au départ, le Comité d'assainissement et de suivi du quartier Ardep-Djoumal (CASQA) à N'Djamena - association de résidents, locataires, propriétaires et ressortissants - a organisé, depuis 1990, avec l'adhésion de la mairie, l'éducation sanitaire de la population, l'entretien des rues, le curage des caniveaux et le remplacement des buses pour l'écoulement des eaux pluviales.
Plus récemment, le comité organise, contre rémunération, la pré-collecte des ordures ménagères par des volontaires avec des pousses, grâce à l'appui de différentes ONG pour l'acquisition du matériel.
A Parakou, les associations de jeunes sans emploi dans les quartiers de Bakinkoura et Lémanda commencent la pré-collecte des ordures. Certains des jeunes ont bénéficié d'une formation à l'animation et l'éducation sanitaire réalisée par la société des eaux. L'appui de l'administration du quartier s'est traduite au départ par une convention, puis par l'organisation de la formation de jeunes dans d'autres quartiers et la création de cinq "régies" de jeunes pour le ramassage, toujours en association avec le conseil de quartier par une convention.

Le Groupement d'intérêt économique de jeunes diplômés sans emploi au quartier Hamdallaye de Bamako (GIE Jigui) assure la pré-collecte et l'évacuation des ordures en utilisant une technologie adaptée - les charrettes à âne - afin de réduire le coût pour les habitants.

La collecte se fait par secteur, chacun étant divisé en îlots comportant des concessions adhérentes. Un contrat et un cahier de charges lient le GIE à la commune. En marge de la collecte des ordures naissent d'autres activités intégrées : fabrication et vente de poubelles, nettoyage des marchés, production organisée de compost.

Les réunions périodiques et la sensibilisation de la population par le GIE, initiées par le comité de Sages, ont permis d'identifier d'autres types d'activités utiles pour les habitants et créatrices d'emploi : évacuation des eaux usées par un système de puisards communs à plusieurs concessions, désinfection des maisons, construction et gestion de latrines à proximité des marchés, curage des caniveaux, etc.

La construction de puisards en particulier fut l'occasion d'une collaboration entre le GIE et le service d'hygiène et d'assainissement, ainsi que des artisans (puisatiers et maçons), après une consultation de l'ensemble de la population du quartier.

Ces différents projets posent le problème du rôle des collectivités locales et de l'Etat. Les citoyens, organisés dans une démarche participative, peuvent reprendre en main les services d'un Etat défaillant. Mais est-ce qu'un GIE peut assurer la permanence du service créé? La commune devrait fixer les cahiers de charges, agréer les groupements. Mais doit elle promouvoir la concurrence ou chercher à aider les groupements dont les activités dépassent le service marchand pour constituer une entité de développement local?

Source: La Lettre Municipal, Vol. 1, no. 4, août 1995, p. 5.

RÉDACTION: NICOLETTE WILDEBOER
MISE EN PAGE: LAUREN HOUTTUIN
AVEC CONTRIBUTIONS DE: VALERIE CURTIS, LSHTM, UK
KALYAN RAY, UNCHS (HABITAT), KENYA
MARC VÉZINA
TRADUCTION: SOPHIE DE BOER

IMPRIMÉE PAR: PALLAS OFFSET BV
DISTRIBUÉE PAR: EURO MAIL BV

CIR
Centre International de l'Eau et de l'Assainissement
B.P. 93190, 2509 AD La Haye, Pays-Bas
Telephone +31-70-331 41 33, Fax +31-70-381 40 34, Telex 33296

FAITS NOUVEAUX

Perspectives dans le domaine eau, assainissement et environnement

DANS CE NUMÉRO: - LE MARKETING SOCIAL ET L'AUTOPROMOTION POUR L'HYGIENE ET L'ASSAINISSEMENT À DOSSO, NIGER
- APPEL À EXEMPLES DE CAS
- EDUCATION A L'HYGIENE PAR LES PAIRS: UNE EXPERIENCE AU BURKINA FASO
- ETUDE DE PRATIQUES D'HYGIENE AU NORD DU PAKISTAN

NUMÉRO 240, JUIN 1996

Le marketing social et l'autopromotion pour l'hygiene et l'assainissement à Dosso, Niger

Introduction

Le programme Hydraulique Villageoise se déroule déjà depuis l'année 1986 dans le département de Dosso au sud du Niger. Au début le programme se dirigeait sur l'approvisionnement en eau potable. Au cours de la troisième phase (en 1994) le programme d'Hygiène et d'Assainissement (d'H&A) a été intégré. Par des activités pilotes, le programme développe des stratégies appropriées (c.a.d. efficaces et viables) pour atteindre les objectifs. Le programme est exécuté à travers une collaboration entre la Direction Départementale de l'Hydraulique et la Direction Départementale de la Santé.

Les objectifs du programme d'H&A

L'objectif général du programme d'H&A est d'améliorer les comportements des communautés et des familles en matière d'hygiène et d'assainissement dans un esprit d'autopromotion.
Les objectifs spécifiques, qui se concentrent sur les domaines d'activités qui ont la plus grande influence sur les maladies liées à l'eau et l'assainissement, sont:

* Assurer que les utilisateurs/trices conservent l'eau propre depuis le puisage jusqu'à la consommation.
* Construire, utiliser et entretenir des ouvrages pour évacuer les excrétas humains.
* Augmenter le nombre de femmes qui fabriquent le savon local afin de favoriser l'hygiène personnelle.
* Amener la population se laver les mains avant de manger ou servir à manger et après défécation.

Tandis que le projet a formulé des objectifs valables pour tous les villages dans la zone d'intervention, on trouve des objectifs ajoutés qui sont spécifiques aux conditions locales. P.e. pour les villages endémiques de la Dracunculose un des objectifs ajoutés est: Amener la population à filtrer l'eau avec le ligne ou le tamis dans les villages et notamment dans les hameaux de culture où il n'y a pas de point d'eau disponibles.

Trois stratégies

L'etape actuelle est caractérisée par la recherche d'un équilibre entre les aspects quantitatifs et de développement de capacités locales. Dans le cadre de cette recherche, le programme a mis en place trois stratégies pour des villages déjà dotés de points d'eau améliorés: le marketing social, l'autopromotion et le programme scolaire. Dans un stade ultérieur les stratégies seront évaluées, pour que le programme puisse apprécier l'efficacité et l'impact des stratégies utilisées.

L'autopromotion

Etant une approche assez nouvelle pour le programme, la stratégie d'autopromotion n'est appliquée que dans 5 villages. L'objectif ajouté pour ces villages est: Appuyer les familles et les communautés dans la planification et l'exécution des initiatives locales pour améliorer l'hygiène et l'assainissement avec la participation de tous. C'est une approche qui peut être appliquée dans les villages bien organisés.
Les équipes d'animation visitent les villages une fois par semaine pendant les premiers six mois. Si l'approche est bien accueillie par les villageois, le village sera retenu pendant toutes les quatres années, mais il sera visité avec une fréquence réduite. Au début le village fait un planning général pour toute la période à partir des objectifs pratiques et identifiés par le village même. Les structures villageoises suivirent régulièrement le progrès de la réalisation du planning et les résultats.

Le marketing social

Dans les villages moins organisés, un programme de marketing social se concentre sur les produits et comportements relatifs aux domaines identifiés comme ayant la plus grande influence sur les maladies liées à l'eau et l'assainissement (voir ci-dessus): les dalles, les louches, le savon, l'utilisation hygiénique des latrines, le lavage des mains. Les activités menées dans le cadre du marketing social se basent sur les principes du marketing commercial:

1) assurer la production et l'acquisition de ces produits et comportements à un coût (argent, travail) accessible;
2) promotion basée sur les différents bénéfices perçus par les groupes cibles (Convenance, esthétique, statut).

Après une phase d'exécution des activités de deux ans le village sera suivi durant une année afin de stimuler l'utilisation des latrines et la mise en pratique des nouveaux comportements.

Le programme scolaire

Le programme scolaire est exécuté en fonction de l'intérêt montré et la capacité du programme. Les composantes de ce programme sont:

* des cours destinés aux élèves;
* détermination des actions à entreprendre;
* détermination des tâches du comité scolaire;
* élection du comité scolaire;
* détermination du type de latrines à construire ainsi que de la participation de la population;
* décision sur le règlement d'usage des latrines et sur l'établissement d'un règlement intérieur sous forme de contrat entre le village et le programme;
* construction des latrines;
* suivi de l'entretien des latrines et des action du comité scolaire.

Nous vous tenons au courant des résultats obtenus à travers les différentes stratégies.

Appel à exemples de cas

Comme dans le programme du Dosso, de nombreux autres programmes de promotion de l'hygiène tentent de trouver le juste milieu entre les approches à faible coût t celles à coût élevé. Une approche visant à atteindre le plus grand nombre (ex. de campagne par les médias) aura un faible coût par personne visée, mais son impact sera également faible. Une approche visant à développer les capacités des communautés à résoudre leurs propres problèmes demande beaucoup plus d'efforts et est donc d'un coût beaucoup plus élevé.

L'IRC s'est donné pour tâche de rassembler le plus d'information possible sur les projets sur le terrain qui expérimentent des méthodes visant à obtenir un bon rapport rendement-prix, par exemple en combinant les deux approches et/ou en transformant les approches participatives onéreuses en approches d'un coût plus abordable. Ces informations seront compilées et analysées, et, dans la mesure où elles pourront servir d'exemple, diffusées plus largement.

Si vous avez eu des expériences intéressantes dans ce domaine, n'hésitez pas à nous en faire part à l'adresse de l'IRC, à l'attention de Mme. Eveline Bolt, ou par courrier électronique à bolt@irc.nl. En retour, vous recevrez une copie du recueil des expériences.

Education à l'hygiene par les pairs: une experience au Burkina Faso

Dans la Boucle du Mouhon, située au nord-ouest du Burkina Faso, une expérience en éducation à l'hygiène par les pairs est en train d'être menée par le Projet d'Hydraulique Villageoise de la Boucle du Mouhon.
Le Projet d'Hydraulique Villageoise est mis en oeuvre par la Direction Régionale de l'Hydraulique de la Boucle du Mouhon. Il se trouve dans sa cinquième phase, qui dure de mai 1994 à mai 1998. Le projet est financé par le gouvernement des Pays-Bas. L'appui technique est assuré par IWACO, un bureau d'études néerlandais pour l'eau et l'environnement.

L'éducation à l'hygiène est réalisée en étroite collaboration avec le Ministère de la Santé. Elle a pour but de corriger certaines pratiques non hygiéniques de la population afin de réduire la morbidité et le taux de mortalité de certaines maladies hydriques. L'éducation par les pairs dans le dit projet est une éducation faite par les villageois, pour les villageois. De septembre 1994 à décembre 1995, la phase expérimentale de l'éducation à l'hygiène a été mise en oeuvre dans 59 villages.

Les activités d'Education à l'Hygiène (EH)

Les activités d'éducation à l'hygiène sont exécutées par des Equipes Villageoises. Chaque village est divisé en secteurs et les équipes ont été constituées sur cette base. Dans chaque secteur, un homme et une femme sont choisis par et parmi la population cible. Ces équipes font des visites à domicile et organisent des réunions de secteur, au cours desquelles on discute des pratiques hygiéniques claires et simples. Pendant la phase expérimentale, 451 villageois ont ainsi été choisis dans les 59 villages, travaillant bénévolement deux demi-journées par semaine pour les activités d'EH.

Avant le démarrage des activités d'EH, une étude de l'environnement fut menée dans quelques villages de la région par le personnel du projet, les agents de formation sanitaire et la population. Cette étude a permis de recenser des pratiques à risque en matière d'hygiène. Sur la base de ces pratiques à risque, des thèmes et des messages sont élaborés avec la participation de la population. Un nombre restreint de ces messages ou recommendations sont alors propagés durant une période de 4 mois, appelée un cycle.

Pendant le cycle, chaque ménage reçoit deux visites de l'équipe. Lors de la première visite, l'équipe s'entretient avec le ménage des pratiques à risque et de leurs conséquences, puis transmet les recommandations retenues. Lors de la deuxième visite, les équipes discutent de la faisabilité des conseils. Comme outil pédagogique et d'animation, les équipes disposent d'une série d'images, élaborée sur place avant chaque cycle, avec la population.

En plus des visites à domicile, les équipes organisent des réunions de secteur, dont une réunion pour les hommes, et une pour les femmes.

Pendant les premiers cycles, l'appui et le suivi des équipes villageoises sont intensifs, car l'éducation par les pairs est une approche nouvelle. Les agents de formation sanitaire visitent chaque village d'intervention deux fois par mois, pour aider une équipe de secteur avec ses tâches. Une fois par mois, ils organisent une réunion pour toutes les équipes d'un village, afin de discuter des progrès des activités et des problèmes rencontrés.

Un élément important de l'Education à l'Hygiène dans la Boucle du Mouhon est la formation. Les équipes villageoises sont formées pendant cinq jours avant chaque cycle par les agents de formation sanitaire. La formation est simple, pratique et visuelle, et axée sur les visites à domicile et les réunions. Les agents de santé, pour leur part, ont reçu une formation en hygiène et en approche pédagogique pour former les équipes.

Les effets des activités d'éducation à l'hygiène dans les villages sont mesurés par les équipes villageoises elles-mêmes. Pour chaque cycle, un ou deux indicateurs des recommendations les plus importantes sont choisis, grâce auxquels les observations sont faites au début et à la fin d'un cycle. Comme 70% des villageois sont illettrés, une fiche visuelle est élaborée pour collecter les données. Après le dépouillement des données, on obtient une indication sur les changements opérés.

Points forts et points à améliorer

La phase expérimentale a mis en évidence les points forts suivants:

* les villageois et les équipes villageoises sont motivés pour réaliser des activités d'Education à l'Hygiène,
* la série d'images est un outil utile pour les visites à domicile et les réunions,
* la participation de la population dans les étapes d'élaboration, d'exécution et d'évaluation des cycles est efficace et effective,
* les connaissances augmentent et les comportements s'améliorent.

Il restent aussi des points à améliorer:

* les équipes villageoises doivent être mieux appuyées lors de l'évaluation des cycles,
* les femmes doivent participer plus activement dans les activités d'éducation,
* les résultats de l'évaluation des cycles doivent être partagés avec tous ceux qui sont concernés par les activités d'éducation, afin d'améliorer l'exécution des cycles futurs.

Des documents techniques sur les différents éléments de l'éducation par les pairs dans la Boucle du Mouhon ont été élaborés. Pour des échanges ou des informations supplémentaires sur l'expérience menée dans la Boucle du Mouhon, contactez:

Marjolein Dieleman / San Traoré
Projet d'Hydraulique Villageoise de la Boucle du Mouhon
BP 81
Dédougou
BURKINA FASO

Etude de pratiques d'hygiene au nord du Pakistan

A Gilgit, situé au nord du Pakistan, le personnel du projet Water, Sanitation, Health and Hygiene Studies a effectué plusieurs études sur les pratiques d'hygiène domestiques et personnelles de la population locale. Ces études comportaient une analyse globale de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, une étude approfondie d'un certain nombre de ménages, une enquête de base sur les connaissances, les attitudes et les pratiques, et une étude micro biologique du lavage des mains.

Pourquoi ces recherches?

L'analyse des résultats de recherche permet d'identifier des comportements à risque ainsi que les facteurs dits de prédisposition, de circonstances et de renforcement qui favorisent certains comportements humains. La prédisposition est surtout une question de mentalité et concerne des aspects tels que la connaissance, l'attitude, les valeurs et les croyances. Les circonstances englobent les conditions physiques de l'environnement et les capacités individuelles permettant certains comportements. Le renforcement provient de l'approbation ou de la critique d'un certain comportement par des personnes influentes, comme par exemple la belle-mère ou le maître d'école. La connaissance de ces facteurs peut expliquer les comportements humains, et si on en tient compte dans un programme d'éducation à l'hygiène, le changement des comportements à risque pourra en être facilité.

Des comportements cibles ont été sélectionnés à partir de l'analyse des données collectées et de la matrice de comportements sanitaires élaborée par Green et autres. Ensuite des messages ont été formulés pour une application éventuelle par WASEP, le Programme de vulgarisation pour l'eau et l'assainissement. Ce résumé traite surtout de la méthode de recherche utilisée, et non des résultats obtenus.

Méthodes de recherche

1. Analyse globale de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement

L'analyse s'étendit à tous les district de la région du projet. Les méthodes appliquées furent l'interview approfondi, l'observation lors de visites à domicile et des promenades à travers le village, en utilisant des questionnaires et des modèles de profil de village.
Les personnes interrogées étaient des agents de santé communautaires, des infirmières visiteuses, des médecins, des organisateurs(-trices) sociaux(-les), des membres du conseil villageois, des commerçants, des personnes actives pour la communauté, des femmes du village.

2. Etudes approfondies de ménages

Afin d'obtenir des données fiables sur les pratiques d'hygiène quotidiennes, des enquêtrices s'installèrent dans des familles pour une certaine durée (ce qui n'est pas chose aisée dans le nord du Pakistan) dans neuf villages sélectionnés. Ces séjours furent préparés quelques jours avant le commencement des recherches par des membres mâles de l'équipe de travail. Dans chaque village, une dizaine de ménages furent choisi pendant une promenade de village, selon des critères tels que la position socio-économique, la distance au point d'eau, les croyances religieuses et le désir de coopérer. Pour faciliter l'observation de toutes les activités courantes des ménages, les habitations traditionnelles à une seule pièces furent choisies de préférence aux autres. L'étude approfondie des ménages comprenait les activités suivantes:

- un exercice de représentation graphique de la consommation d'eau;
- des observations intermittentes faites à l'aide d'un modèle;
- des observations structurées, basées sur un modèle;
- des interviews, basées sur un bref questionnaire.

3. Enquête de base sur les connaissances, les attitudes et les pratiques

Cette enquête fut tenue après l'étude approfondie dans le but de :

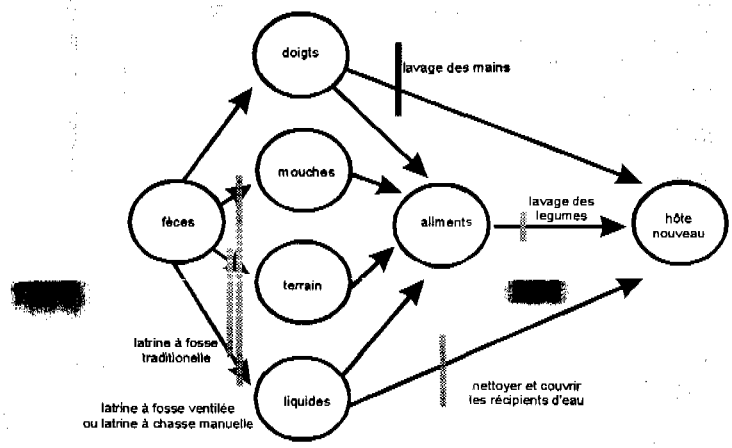
- étayer les résultats d'études antérieures et combler les lacunes des données existantes;
- fournir des données supplémentaires pour faciliter les décisions de programme quant à la voie à suivre;
- élaborer un outil de base à l'usage de WASEP;
- fournir des données cruciales sur les comportements hygiéniques et les indicateurs sociaux.

Vingt et un villages furent choisis au hasard. Pour permettre la triangulation des données, les neuf villages choisis pour l'étude approfondie, furent également inclus dans l'enquête. Dans chaque village, dix femmes et dix hommes furent interrogés.

4. Etude sur le lavage des mains

Pour vérifier la validité du message "Lavez-vous les mains à grande eau avant les repas", on mesura la diminution du nombre de bactéries E-coli sur les mains après un lavage intensif.

Les résultats de ces quatre types de recherches permirent de sélectionner des comportements cibles et fournirent l'équipe de recherche des amples informations concernant les facteurs favorisant certains comportements evoqués plus haut. L'objectif de WASEP est d'établir une barrière primaire (OMS,1993) en empêchant l'introduction des microbes dans l'environnement. A cette fin, il faut promouvoir la bonne évacuation des fèces humaines et interrompre les activités dans les parages avant le remplissage des citernes d'eau. La barrière secondaire sera établie en encourageant certains comportements précis bloquant d'autres voies de transmission de maladies.



Activités WASEP suggérées: les barrières aux voies de contamination (adaptée de l'OMS, 1993).

Source: van de Korput, J., Muneeba et Langendijk, M. (1995). Hygiene behaviour in North Pakistan, the results of a quantitative and qualitative study (Aga Khan Health Service, WSHHS-project)

LES NOUVEAUX NUMÉROS DE L'IRC SONT:
TÉLÉPHONE: 31 - 70 - 3068930
TELEFAX: 31 - 70 - 3589964
E-MAIL: GENERAL@IRC.NL

RÉDACTION: NICOLETTE WILDEBOER
MISE EN PAGE: LAUREN HOUTTUIN
AVEC CONTRIBUTIONS DE: EVELINE BOLT (IRC)
MARJOLEIN DIELEMAN / SAN TRAORÉ
(PROJET D'HYDRAULIQUE VILLAGEOISE, BURKINA FASO)
TRADUCTION: SOPHIE WELSING

IMPRIMÉE PAR: PALLAS OFFSET BV
DISTRIBUÉE PAR: EURO MAIL BV

CIR
Centre International de l'Eau et de l'Assainissement
B.P. 93190, 2509 AD La Haye, Pays-Bas
Telephone +31-70-331 41 33, Fax +31-70-381 40 34, Telex 33296

FAITS NOUVEAUX

Perspectives dans le domaine eau, assainissement et environnement

DANS CE NUMÉRO: - LA MAINTENANCE DES POMPES MANUELLES, COMPARAISON DE DEUX SYSTÈMES
- UNE NOUVELLE APPROCHE DU SUIVI
- LANCEMENT DU PARTENARIAT MONDIAL DE L'EAU (GWP)
- STAGE DE FORMATION DE COURTE DURÉE SUR L'ÉDUCATION A L'HYGIÈNE
- NOUVELLES PUBLICATIONS

NUMÉRO 241, OCTOBRE 1996

La maintenance des pompes manuelles, comparaison de deux systèmes

Un programme de fourniture d'Eau Potable, recourant à des pompes à motricité humaine, ne peut plus s'envisager sans la mise en place simultanée d'un système de maintenance. Cette idée est aujourd'hui communément admise.

En revanche, les discussions sont encore passionnées sur la forme que doit prendre ce système et par qui il doit être mis en oeuvre : l'Etat et ses services décentralisés, des projets de développement, le secteur privé ?

Un projet pilote d'approvisionnement en eau potable sur un district*, du Cambodge, auquel ont collaboré Le Ministère du Développement Rural cambodgien, l'UNICEF, La Société Vergnet, le Gret et les populations locales, a permis de tester, dans deux zones distinctes pour éviter tout chevauchement, deux systèmes de maintenance reposant sur une même architecture mais se différenciant par l'origine de l'approvisionnement en pièces de rechanges:

- l'un organisé autour d'une pompe générique de l'UNICEF, l'Afridev. La fourniture des pompes est assurée par le Ministère du Développement Rural.
- l'autre organisé autour de l'hydropompe manuelle Vergnet HPV30. La fourniture des pompes est assurée par le représentant local du fabricant.

Il faut noter que dans les deux cas ces pompes répondent aux critères VLOM tels que définis par la Banque Mondiale. Le Gret pour sa part a mis en place l'architecture des deux réseaux de maintenance, dont les différents niveaux sont présentés ci-dessous.

Les Comités de Point d'Eau (CPE) : Mise en place par une approche participative, l'une de leurs attributions est l'entretien des pompes : propreté du point d'eau et changement des pièces d'usures. Pour assurer ces opérations, un à deux pompistes sont nommés et un jeu d'outils remis. C'est le niveau de base du système de maintenance.

Le niveau suivant est celui de ***l'artisan-réparateur local***. Il est responsable d'un parc de 40 à 50 pompes réparties sur trois communes. Il a participé à une formation pour l'installation et la réparation de tous les types de pompe présents dans le district.

Une caisse à outils et un lot de pièces détachées lui sont remis, permettant d'effectuer toutes les réparations.

Dans le cadre du projet, nous avons souhaité que l'installation soit effectuée par l'artisan réparateur. Ce premier contact permet de favoriser une relation de confiance entre le pompiste villageois et l'artisan.

Les relations CPE-artisans : à la demande du CPE, l'artisan intervient en cas de panne majeure. Le prix des pièces a été fixé par le projet, il prévoit une marge d'environ 10% pour l'artisan. Le coût de la prestation est négocié entre le CPE et l'artisan.

C'est au troisième niveau, celui du ***revendeur de pièces de rechanges*** que les systèmes se différencient.

Pompe Afridev : Le projet prévoyait la revente au niveau du district par un petit commerçant doté d'un premier stock par le Bureau Provincial du Ministère du Développement Rural, le complément du stock étant acheté avec l'argent de la vente. Il s'est trouvé que ce mécanisme n'a pas pu se mettre en place. Le peu de pièces disponibles était revendu par les brigades provinciales de maintenance lors de leurs interventions.

Un jeu de pièces de rechange par pompe a été répartie entre les artisans susceptibles de réparer des Afridev. Qu'adviendra-t'il des pompes quand ce stock sera épuisé ?

HPV 30 : Un commerçant identifié par le représentant du fabricant de pompes a signé un contrat avec ce dernier pour la vente de pièces détachées. En contrepartie un stock de pièces lui a été remis en dépôt-vente, et des visites périodiques du représentant sont prévues.

Quelles leçons tirer de cette expérience ?

Le système de maintenance pour la pompe Afridev a souffert de l'aspect expérimental du projet. Dans une même administration nous voulions promouvoir un service

* Le district est une subdivision d'une province, elle-même division. Ici plus importante du territoire national. Chaque district est lui même divisé en communes puis villages. Le district du projet compte 15 communes, et 280 villages.

semi-privatisé, là où existait un service public (brigade d'installation et de réparation). Nous avons été confrontés à des intérêts économiques sur lesquels nous n'avions aucune prise. Les deux systèmes ne peuvent pas cohabiter.

Promue par des organisations d'aide au développement et distribuée par les services des Ministères, la pompe générique bien qu'appréciée par les usagers, souffre d'une carence de l'approvisionnement en pièces détachées. Malgré tous ses efforts, l'Etat ne parvient pas à recouvrir le produit des ventes de pièces détachées et ne peut donc pas racheter de stock sans faire appel à une subvention. Le système n'est pas viable sur le long terme.

Un système privatisé présente l'avantage que les relations se font sur une base d'échanges commerciaux clairement définie. Même si l'activité de vente de pièces ou de réparations de pompes ne peut être une activité principale, elle permet un complément de salaire pour un artisan villageois et un commerçant. Ils sont donc tenus de rendre un meilleur servi.

Jérôme Rihouey, de 1993-1995 responsable du programme d'Hydraulique Villageoise du Gret au Cambodge.

Note de l'éditeur: L'IRC n'entend pas se prononcer sur telle ou telle marque de pompes. L'enjeu dans cet article, correspond d'avantage à mettre en lumière la nécessité de concevoir un système de maintenance viable, en particulier en ce qui concerne la disponibilité des pièces détachées.

Une nouvelle approche du suivi

Dans les années 80, en moyenne 13 milliards de dollars par an furent dépensés dans des programmes d'eau et d'assainissement dans les pays non industrialisés. Malheureusement, un grand nombre des projets - de tous types - n'apportèrent pas les bénéfices escomptés.

Une nouvelle approche du suivi

Les objectifs que se proposent d'atteindre les projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement sont entre autres un fonctionnement et une maintenance adéquats, la viabilité des services grâce à un recouvrement des coûts suffisant, un service assuré aux plus nécessiteux et l'amélioration de la santé ainsi que de l'accessibilité des sources.

Un des moyens les plus évidents pour arriver à ces résultats est de recueillir des informations de suivi précises et pratiques et de les utiliser à tous les niveaux. Le "suivi" implique normalement le contrôle de la mise en place d'un projet et de l'utilisation des ressources. Des systèmes d'informations standardisés ont été établis à cet effet. Dans le meilleurs des cas, les informations ainsi recueillies sont utilisées pour corriger le mode d'opération et améliorer la maintenance. Dans le pire des cas, l'information obtenue est carrément laissée de côté ou transmise aux donateurs et oubliée. Le suivi, ainsi que l'évaluation, a tendance à être pris en charge par le donateur, et cadre généralement avec les soucis des gestionnaires de crédit ou d'allocation plutôt qu'avec les préoccupations des personnes concernées par le projet.

Ces considérations ont poussé l'IRC à ajouter un stage de suivi à son programme de formation. Le stage est basé sur les expériences des dix dernières années. Pendant cette période, les conceptions relatives au suivi et à l'évaluation ont considérablement évoluées. Par exemple: **plus de groupes** et de parties prenantes participent aux activités de suivi et d'évaluation; parmi ceux qui se sont vus assigner un rôle plus important, citons les bénéficiaires, les communautés, le secteur privé, le personnel des ONG et des agences à tous les niveaux. Tout un **éventail de stratégies** ont été développées dans le secteur, dont l'auto-évaluation et les stratégies qualitatives. L'**évaluation participative** est considérée comme une stratégie importante pleine de promesses. L'essentiel en est la participation de la communauté au processus de suivi et d'évaluation et la prise en charge par la communauté de leur gestion. De **nouveaux outils** d'évaluation ont été créés pour appuyer ces approches, entre autres des discussions de groupes focalisées, des méthodes de contrôle de cas, le tracer de carte, des graphiques de poche, des systèmes de tri, etc. L'accent a été mis sur le **changement de comportements** parmi les membres de la communauté aussi bien que parmi les fournisseurs de services, résultant d'une utilisation opportune des résultats du suivi et de l'évaluation. En d'autres termes, l'information recueillie pendant le suivi et l'évaluation devrait être assimilée puis réutilisée pour les activités de routine. La Banque mondiale a baptisé cette démarche la **culture d'apprentissage**.

Pour un suivi plus efficace

Pendant le nouveau stage de courte durée *Monitoring for Effectiveness in Water Supply and Sanitation Activities*, les participants étudient une série de principes, puis appliquent ceux-ci au cours de travaux pratiques individuels. Ces principes dépassent les méthodes descendantes ("top-down") de suivi habituelles gérées par un petit groupe de responsables. Voici les plus importants:

- utiliser les données du suivi pour améliorer les performances du projet à court terme;
- consulter les communautés et le personnel à tous les niveaux (pas seulement les responsables). Quels aspects du suivi touchent les communautés? Les communautés et leurs partenaires à tous les niveaux ont tendance à recueillir des données qui les intéressent directement et leur sont utiles. Les données devraient être recueillies et analysées par les groupes de personnes intéressées de près par des données judicieuses concernant l'aspect en question;
- planifier le flux de l'information dès le départ. Déterminer l'usage de l'information. A quel niveau l'information pourra-t-elle avoir des conséquences pratiques? Ceci devra être le premier niveau à recevoir cette information, le niveau le plus bas où l'information peut conduire à l'action;
- ne pas aborder tous les problèmes en même temps. Concentrer le suivi sur quelques aspects. Avoir quelques indicateurs facilement mesurables et peut coûteux;

- la collecte et l'analyse des données doit être aussi simple que possible. Les données simples sont les plus convaincantes. Parfois un petit échantillonnage suffit;
- prendre en considération les différences d'appartenance sociale lors de la collecte et de l'analyse des données s'il y a lieu: est-ce-que les informations diffèrent selon le sexe, le groupe socio-économique ou le groupe ethnique?
- effectuer des contrôles et des bilans afin d'améliorer la qualité de l'information de suivi. A cette fin il est utile d'avoir plusieurs façons de recueillir ou de contrôler les données - c'est-à-dire d'avoir plusieurs canaux d'informations. On dit aussi "triangulation";
- encourager la participation au suivi des communautés, du personnel à tous les niveaux, des ONG, du secteur privé, etc. Appliquer le suivi participatif; généraliser "l'appropriation" du suivi.

L'application de ces principes conduira à une plus grande efficacité des projets, moyennant l'utilisation constante des informations qui en proviennent en vue des objectifs convenus, par les bénéficiaires du projet.

Les projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement gagnent à utiliser cette nouvelle approche du suivi et de l'évaluation. Le stage *Monitoring for Effectiveness in Water Supply and Sanitation Activities* sera donné à nouveau à L'IRC en 1997, mais en anglais seulement. Pour plus de renseignements, adressez-vous au service de formation de l'IRC.

Lancement du Partenariat mondial de l'eau (GWP)

Des millions de gens dans les pays en développement sont menacés par la pénurie et la pollution de l'eau qui ne cessent de s'aggraver tant que les pays n'améliorent pas la gestion de leur ressource en eau. Afin de mettre en pratique les principes qui découlent des conférences internationales sur la gestion des ressources en eau, une nouvelle organisation a vu le jour.

En août 1995, la Banque mondiale et le PNUD ont proposé la création d'un Partenariat mondial de l'eau (Global Water Partnership, GWP), ouvert à toutes les parties concernées par la gestion des ressources en eau. Un an plus tard, le 9 août 1996, le Partenariat mondial de l'eau fut lancé à Stockholm, immédiatement après le Symposium de l'eau de Stockholm, dont le thème, "Sauvegarder les ressources en eau pour demain, des nouvelles solutions pour de vieux problèmes" cadrait bien avec l'occasion.

Un réseau international et apolitique

Le GWP est un réseau international, sans couleur politique, dont le but est de traduire le consensus général obtenu à Rio de Janeiro et à Dublin, en des mesures appropriées et cohérentes au profit des pays en développement. La réalisation de ces services doit être adaptée aux possibilités des usagers. N'ayant pas de structure formelle, le GWP sera rattaché à des programmes sur le terrain opérés par des membres du Partenariat.

Les quelques deux cents personnes assistant au lancement étaient de toutes provenances: pays en développement, agences internationales, banques de développement et bailleurs de fonds bilatéraux, ONG, associations professionnelles, institutions de formation et de recherche, universités. Dans son discours-programme chargé d'émotion, S.E. le professeur Kader Asmal, ministre des Eaux et Forêts de la République d'Afrique du Sud exhorta les partenaires à travailler sur un pied d'égalité et souligna la valeur d'instrument du Partenariat dans la promotion d'actions concrètes. D'autres discours suivirent: le président du GWP, M. Ismail Serageldin, vice-président de la Banque mondiale, insista sur la nécessité d'un changement dans la gestion des ressources en eau et des modalités d'investissement. M. Anders Wijkman, administrateur adjoint du PNUD suggéra d'inscrire la gestion des régions côtières et les questions maritimes au calendrier du Partenariat. M. Mats Karlsson, sous-secrétaire au ministère des Affaires étrangères de Suède, loua le principe de l'utilisation du crédit dont jouissent les organisations existantes pour influencer les question de ressources en eau. Selon lui, le GWP contribue au renouveau du multilatéralisme et incarne une nouvelle approche de la coopération internationale. M. Torkil Jonch-Clausen, président du comité consultatif technique par intérim, informa les participants des travaux effectués à ce jour par le comité, puis, M. Mahmoud Abu-Zeid, président du comité fondateur du Conseil mondial de l'eau, parla des liens et des options de coopération entre le GWP et le Conseil mondial de l'eau (voir Faits Nouv'eaux no. 243).

Le point de vue d'un pays en développement fut exposé par M. Patrick Kahangire, directeur de Water Development en Uganda. Quant à lui, le GWP représente un forum pragmatique dont les mécanismes décentralisés sont activés par la demande. Il faudrait moins d'études et plus d'activités concrètes en vue de créer les compétences nationales ou régionales nécessaires au développement durable. Par ailleurs, M. Kahangire prôna la promotion d'installations d'eau potable et d'assainissement ainsi qu'une approche holistique des problèmes.

La mission du Partenariat

Après consultations en groupes de travail, la mission et les objectifs du GWP furent résumés dans la phrase suivante:

La mission du Partenariat mondial de l'eau est d'appuyer les pays dans la gestion durable de leurs ressources en eau.

Le but du Partenariat est d'assurer d'une part que les personnes les plus démunies et d'autres groupes vulnérables puissent bénéficier des effets d'une meilleure gestion des ressources en eau, et d'autre part, la sauvegarde de l'environnement. Il veut promouvoir une approche intégrée de la gestion des ressources en eau, en accord avec les principes directeurs de Rio et de Dublin, encourager les personnes et les organisations à collaborer plus efficacement et plus étroitement, et créer la confiance et l'entente parmi

ses membres ainsi qu'entre ses membres et d'autres parties concernées par le développement des ressources en eau.

Les responsables du Partenariat furent nommés et on décida des structures administratives ainsi que de la composition du comité directeur. Puis des questions de finances et d'adhésion furent traitées.

Si vous désirez obtenir de plus amples informations concernant le Partenariat mondial de l'eau, adressez-vous à:

GWP Secrétariat Sida
S-105 25 Stockholm
Suède

Tel: +46 (0)8 698 50 00
Fax: +46 (0)8 698 56 27
E-mail: gwp@sida.se

Stage de formation de courte durée sur l'éducation a l'hygiène

Le stage *La promotion de l'hygiène: planification et gestion pour un changement de comportement* a déjà eu lieu trois fois à l'IRC aux Pays-Bas. Il a également été organisé conjointement avec CINARA (Colombie) pour les intéressés de langue espagnole à l'automne de 1995. En mars de cette année, le stage a été tenu pour la première fois au Burkina Faso, en collaboration avec le CREPA, pour des cadres francophones. Le stage sera aussi organisé au Kenya avec l'appui de NETWAS, et au Sri Lanka, en collaboration avec Sarvodaya.

Ce cours est destiné aux responsables de la planification et de la gestion de la promotion de l'hygiène. Son objectif est de munir les participants des techniques les plus récentes dans le domaine de la promotion de l'hygiène, et d'un plan d'action pour améliorer leur propre projet en cours. Un exercice d'analyse permet aux participants d'identifier les facteurs qui réduisent l'efficacité des mesures visant à changer les comportements. En partageant leurs expériences, les facilitateurs et les participants pourront trouver des solutions pour vaincre ces difficultés. Pendant le stage, les sujets suivants seront traités:

- des recherches participatives et judicieuses permettant d'identifier les comportements à risque,
- une meilleure compréhension à tous les niveaux des facteurs déterminant ces comportements.
- des approches complémentaires de la promotion à l'hygiène,
- les conditions techniques,
- fixer des objectifs et planifier de concert avec les communautés,
- dispositions institutionnelles.

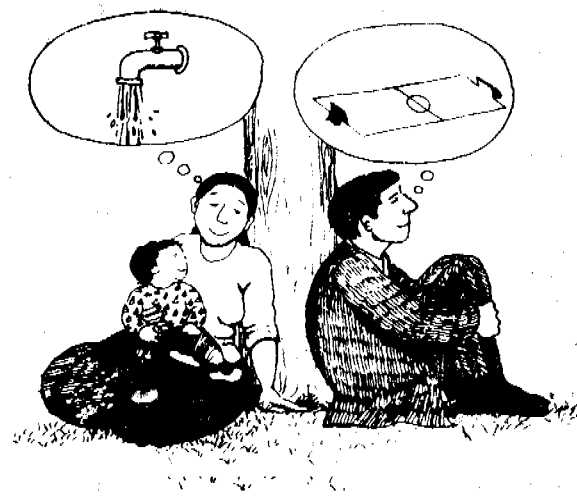
On trouvera ci-dessous, un tableau des stages pour 1997:

Dates	*Langue*	*Lieu*
27 oct.-14 nov.	anglais	IRC, Pays-Bas
à définir	français	CREPA, Burkina Faso
28 avril-16 mai	anglais	NETWAS, Kenya
7-25 juillet	anglais	Sarvodaya, Sri Lanka

Pour plus d'information, adressez-vous à l'IRC.

Nouvelles Publications

La politique du genre dans l'hydraulique villageoise, l'assainissement et la protection des ressources en eau: Un guide méthodologique et technique. Wijk-Sijbesma, Christine van. IRC, La Haye, Pays Bas, 1996. Document occasionnel 23-F, 57pp.



Cette étude porte sur les principales activités et phases décisives des projet ruraux d'approvisionnement en eau, d'assainissement et de protection des ressources en eau, qui nécessitent une approche spécifique du genre dans le domaine de la planification, l'exécution et la documentation des projets. Les contenus résumés dans ce document est le fruit de trois consultations régionales (en l'Afrique, l'Asie et l'Amérique Latin) sur les méthodes pour impliquer les femmes dans les projets ruraux d'approvisionnement en eau, d'assainissement et de protection des ressources en eau.

Le but des consultations était d'échanger les expériences relatives aux approches du genre, et de documenter ces expériences par une série de trois manuels, chacun mettant l'accent sur la situation de la région concernée, et sur la méthode de mise en application d'une approche du genre dans les projets ruraux d'approvisionnement en eau, d'assainissement et de protection des ressources en eau.

Pour de plus amples informations sur ces trois manuels de terrain, ou pour obtenir *La politique du genre* (US$11/NLG 20) contacter l'IRC, Service des Publications.

RÉDACTION:	NICOLETTE WILDEBOER
MISE EN PAGE:	LAUREN HOUTTUIN
AVEC CONTRIBUTIONS DE:	JÉRÔME RIHOUEY, GRET
	HANS VAN DAMME, IRC
	KATHLEEN SHORDT, IRC
TRADUCTION:	SOPHIE WELSING
IMPRIMÉE PAR:	PALLAS OFFSET BV
DISTRIBUÉE PAR:	EURO MAIL BV

CIR
Centre International de l'Eau et de l'Assainissement
B.P. 93190, 2509 AD La Haye, Pays-Bas
Telephone +31-70-331 41 33, Fax +31-70-381 40 34, Telex 33296

FAITS NOUV'EAUX

Perspectives dans le domaine eau, assainissement et environnement

DANS CE NUMÉRO:
- LE DROIT A L'ASSAINISSEMENT
- LES INSTALLATIONS SANITAIRES DES CAMPS EN ANGOLA
- ENLÈVEMENT ET ÉVACUATION DES DÉCHETS SOLIDES DANS LES CAMPS DE RÉFUGIÉS
- LE CONTRÔLE DES VECTEURS EN SITUATION D'URGENCE: POUR UNE APPROCHE PLUS EFFICACE
- NOUVELLES PUBLICATIONS

NUMÉRO 242, DÉCEMBRE 1996

Le droit a l'assainissement

En théorie, nous savons bien que sans mesures appropriées d'assainissement, la plupart des efforts entrepris pour la prévention des maladies liées à l'hygiène de l'environnement et pour la promotion de la santé humaine risquent d'être vains, surtout dans les moyen et long termes, et n'auront pas, en tout cas, l'impact escompté.

Force est pourtant de constater que dans pratiquement toutes les situations d'urgence, les problèmes d'assainissement perdurent, parfois même des mois après le début de l'urgence. Rappelons donc le rôle clé de ce secteur, par un survol rapide des conséquences majeures d'un environnement insalubre, à savoir:

- contamination par les déchets solides et liquides des sources superficielles ou souterraines d'eau potable;
- pullulation de vecteurs comme moustiques, mouches dont les gîtes larvaires auront augmenté en nombre et en superficie à cause d'un mauvais drainage des eaux usées dont l'eau de ruissellement;
- infestation d'un site ou d'un camp de réfugiés par des poux, punaises, puces et autres vecteurs de maladie ou agents de nuisance parce que les règles élémentaires d'hygiène corporelle et vestimentaire ne sont pas respectées;
- contamination et réduction des disponibilités en nourriture par une population excessive de rongeurs;
- contamination du sol et des réservoirs d'eau par divers déchets y compris les matières fécales qui donne lieu à toutes sortes d'helminthiases et favorise le polyparasitisme intestinal en particulier chez les enfants.

Nombreux sont ceux, parmi les lecteurs de cette revue, qui pourront reconnaître, à travers cette énumération, une, plusieurs ou encore toutes les situations d'urgence dans lesquelles ils ont été impliqués.

Il y a un concensus général sur les raisons expliquant que le secteur de l'assainissement progresse plus lentement que les autres secteurs: le manque de volonté politique, l'absence de motivation du staff qui, en plus, est soit insuffisant soit peu qualifié soit les deux (d'où peut-être son manque de motivation), les ressources matérielles et financières insuffisantes (par rapport à d'autres secteurs comme la santé, l'habitat ou encore l'approvisionnement en eau potable), le manque de participation communautaire. Ces raisons sont fréquemment avancées afin d'expliquer les déficiences du secteur de l'assainissement.

Tout le monde semble convaincu que l'assainissement est aussi vital pour l'individu -surtout en situation critique- que les soins médicaux, l'eau ou la nourriture. On peut alors s'étonner qu'une approche plus efficace des problèmes d'assainissement n'ait pas encore été proposée, adoptée et mise en oeuvre.

C'est précisément pour essayer de définir et de préciser une telle approche qu'un séminaire international s'est tenu en décembre 1995 à Oxford en Angleterre, sur l'Assainissement dans les Situations d'Urgence". Ont été abordés durant le séminaire des sujets spécifiques au secteur de l'Assainissement comme: l'évacuation des matières fécales, la gestion des déchets solides, le contrôle des vecteurs, le drainage des eaux usées domestiques, l'hygiène corporelle et vestimentaire. Ce séminaire d'une semaine a aussi débattu de thèmes plus généraux comme l'impact des activités d'assainissement sur l'environnement, les conditions sanitaires dans les prisons, la participation communautaire, la formation du personnel ou encore la gestion des projets d'assainissement.

Il ne faut pas se bercer d'illusions: beaucoup reste à faire pour promouvoir l'assainissement et amener les preneurs de décision, les bailleurs de fonds à apprécier l'importance vitale de ce secteur et à agir en conséquence. Le séminaire d'Oxford, dont l'utilité ne fait pas de doute, et auquel les auteurs des articles qui suivent ont participé, est une étape nécessaire et positive dans ce processus .

Claude Rakotomalala, Ingénieur Sanitaire Principal
UNHCR/PTSS, Suisse

Note de l'éditeur
Nous remercions vivement toutes les personnes ayant contribué à ce numéro spécial de Faits Nouv'eaux sur l'assainissement dans les situation d'urgence. Les opinions exprimées dans les articles sont celles des auteurs et ne représentent pas celles de l'éditeur ou de l'IRC.

Les installations sanitaires des camps en Angola

Le Norwegian Emergency Water and Sanitation Preparedness Team (EWSP, Equipe norvégienne d'urgence pour l'eau et l'assainissement), qui est administré par la Norwegian Church Aid (NCA, Assistance norvégienne confessionnelle) fait partie du Norwegian Emergency Preparedness System (NOREPS, Programme d'urgence norvégien).

En février 1996, le HCR (Haut Commissariat aux Réfugiés) demanda officiellement à la NCA de construire des installations sanitaires dans des camps de réfugiés dans huit zones distinctes situées dans les provinces du Zaire et d'Uige dans le nord de l'Angola et dans la province du Moxico dans l'est du pays. Dans six de ces zones, les camps accueilleront des réfugiés revenant dans leur pays en provenance du Zaïre et de Zambie. Deux zones accueilleront en outre les familles des soldats de l'UNITA qui devront être démobilisés.

Il faut bien distinguer les centres d'accueil et les camps pour les familles. Les centres d'accueil serviront de camps de passage dans lesquels les réfugiés ne resteront que quelques jours. Ils seront enregistrés et passeront un examen médical. Les camps de familles hébergeront les mêmes personnes pour une durée de six mois ou tant que durera le processus politique de démobilisation. Le choix d'une solution au problème de l'eau et de l'assainissement est étroitement lié à la durée de séjour dans le camp. Ceci est vrai pour l'assainissement en particulier.

Les travaux d'installation sont en cours depuis la fin du mois de mars. Voici un aperçu de ce qui a été fait à ce jour.

Dans les centres d'accueil, des latrines à fosse ont été construites, équipées de dalles à la turque. Elles peuvent être nettoyées et maintenues facilement. On a opté pour ce type d'équipement, car les latrines sont publiques et destinées à être utilisées par des dizaines de milliers de personnes tant que le camp sera en place. A cause du caractère transitoire des camps, les réfugiés ne se sentiront pas responsables pour l'état des latrines, et il serait abusif de leur demander de les nettoyer et de les maintenir convenablement.

En revanche, dans les camps de familles, les occupants devront construire les maisons et les infrastructures connexes eux-mêmes. Pour les installations sanitaires, les familles ont été encouragées à les construire avec des matériaux locaux. Par conséquent, des solutions modulaires telles que les dalles à la turque n'ont pas été utilisées. Un petit stock de dalles est cependant gardé en réserve en cas de nécessité.

Outre le type de matériel, l'emplacement des installations sanitaires joue un rôle important. Une étude de cas d'un camp de famille dans le nord du Zaire où l'on avait construit des latrines à fosse le montre bien: la distance des latrines à la zone d'habitation était si grande que les occupants préféraient se soulager dans d'autres endroits, plus proches. Donc si les latrines sont situées relativement loin dans un but hygiénique, elles ne seront pas utilisées et maintenues correctement.

En rapprochant les latrines des habitants, on encourage leur utilisation, mais pour maintenir des conditions d'hygiène suffisantes, des directives pour l'utilisation et le nettoyage des installations sont essentielles. Un contrôle strict et une bonne éducation sont donc cruciaux. Et peut-être que les réfugiés, une fois rentrés chez eux, garderont les habitudes hygiéniques ainsi acquises.

Pour plus de renseignements, adressez-vous à:
Andreas G. Koestler, ou Joseph Allen tel: +47 22 83 8530
The YME Foundation Fax: +47 22 83 8529
Munkedamsvelen 59, 0270 Oslo
Norvège E-mail: 100315.2435@compuserve.com

Enlèvement et évacuation des déchets solides dans les camps de réfugiés

Jusqu'à présent, le ramassage et l'évacuation des déchets solides dans les camps de réfugiés ont été pratiquement négligés, et ce pour deux raisons principales: d'une part, par le passé, l'évacuation des déchets solides n'a pas été perçu comme un problème, puisqu'ils s'agissait de petites quantités de cendres et de déchets inorganiques; d'autre part, un nombre très restreint d'agences de support ont voulu s'aventurer dans ce domaine.

Les nouvelles tendances dans l'assistance aux réfugiés en Europe de l'Est et en Afrique centrale ont changé cette situation. En effet, l'emploi de plus en plus généralisé de produits emballés et d'articles jetables a entraîné un besoin grandissant de systèmes d'évacuation des déchets solides.

Cet article se propose d'exposer les différents aspects et les problèmes de l'enlèvement et de l'évacuation des déchets solides dans les camps de réfugiés. Le cas particulier des déchets médicaux ne seront pas traités ici.

Pourquoi enlever les déchets solides?

Les déchets organiques en décomposition attirent les animaux, la vermine et les mouches, qui sont des réservoirs et des vecteurs de nombreuses maladies. En plus, des ordures saturées d'eau de pluie sont propices à la prolifération des moustiques.

Des décombres provenant de bâtiments détruits à la suite d'une guerre ou d'une catastrophe naturelle constituent également des déchets solides pouvant entraver la libre circulation dans une zone donnée. Les dégâts dûs à des inondations ou à des grands vents peuvent engendrer des débris contenant des matières organiques ou même des cadavres d'animaux.

Par ailleurs, les personnes forcées de vivre dans un environnement insalubre et délabré ont tendance à être démoralisées et sont peu motivées à améliorer leurs conditions de vie.

La gestion des déchets solides

L'enlèvement des déchets solides comporte trois phases distinctes: l'entreposage, le ramassage et l'évacuation. Les techniques et les méthodes utilisées sont amplement documentées par des auteurs tels que Davies et Lambert (1995). En voici un bref aperçu:
Les déchets domestiques et des institutions doivent être rassemblés à 50 mètres au maximum du lieu de leur production. On utilise souvent des demi-bidons à pétrole ou des sacs en plastiques à cet effet. Les déchets dangereux comme les médicaments périmés, des aiguilles et des pansements usés doivent être entreposés séparément dans un endroit sûr afin d'empêcher le vol ou la contamination.

Différents types de véhicules sont utilisés pour le ramassage des déchets, selon la quantité et les moyens financiers et technologiques disponibles. En règle générale, il vaut mieux avoir un système simple et s'appuyer sur les dispositifs existants plutôt que d'introduire un nouveau système. Le nombre de ramassages par semaine varie de un à sept, selon le volume et le type des déchets, et le climat. Il y a plusieurs façons d'évacuer les déchets. Dans les situations d'urgence, la meilleure façon est en général la décharge contrôlée.

Problèmes rencontrés

Si les systèmes d'évacuation des déchets tombent souvent en panne, c'est surtout à cause de difficultés financières ou de gestion. Les problèmes rencontrés le plus souvent dans les camps de réfugiés sont les suivants:

Les responsabilités concernant l'enlèvement et l'évacuation des déchets ne sont pas clairement définis. Tous les groupes doivent connaître ces responsabilités et savoir quel type de services sont assurés.

Les systèmes d'évacuation des déchets normalement en place dans les zones urbaines, peuvent ne pas fonctionner efficacement à cause d'un manque de ressources. Les décombres sont éventuellement enlevés par les ménages ou par des organes centralisés. Dans les camps, il n'existe pas toujours de service organisé pour l'enlèvement efficace des ordures. Par le passé, les ONG ne se sont pas occupé de ces aspects, peut-être bien parce la nécessité ne s'en était pas encore fait sentir, ou parcequ'elles n'en ont ni l'inclination, ni les capacités.

La plupart des agences d'aide travaillant avec des réfugiés n'ont pas les compétences suffisantes pour faire fonctionner un système d'enlèvement et d'évacuation des déchets solides. Une sérieuse formation supplémentaire sera nécessaire pour leur permettre d'opérer efficacement dans ce secteur dans le futur.

Contrairement à d'autres domaines d'intervention, les problèmes liés à l'évacuation des déchets semblent s'aggraver, plutôt que de s'améliorer avec le temps. Les agences désireuses de s'impliquer dans ce secteur doivent s'engager pour une durée considérable pour réussir leur entreprise. Mais elles ne doivent pas perdre de vue qu'au bout du compte les communautés elles-mêmes devront faire fonctionner le système. Il faut donc s'assurer que tout système utilisé doit être à la portée de la communauté bénéficiaire.

Référence

J. Davies, R. Lambert, 1995. *Engineering in Emergencies: A practical guide for relief workers*. IT PUblications, UK

Pour plus de renseignements, adressez-vous á:
Bob Reed
c/o WEDC
Loughborough University — Tel: +44 1509 222885
Loughborough, LEIC — Fax: +44 1509 211079
LE11 3TU, GB — E-mail: WEDC@lut.ac.uk

Le contrôle des vecteurs en situation d'urgence: pour une approche plus efficace

Les conditions résultant d'une crise de réfugiés ou d'une cessation des services sanitaires à la suite d'une catastrophe naturelle, sont optimales à la propagation d'insectes et de rongeurs, exposant les populations aux maladies portées par ces animaux. Les moyens très limités pour une hygiène personnelle, et l'extrême surpeuplement exacerbent le problème de manière dramatique. La prévention à long terme est la méthode la plus efficace pour contrôler les vecteurs, mais dans une situation d'urgence, il faut en plus appliquer des techniques de contrôle chimique pour prévenir la propagation de maladies.

Considérations préliminaires à la planification des programmes de contrôle des vecteurs

Voici quelques recommandations à considérer avant la planification d'un programme de contrôle de vecteurs:

- analyser les types et les espèces, ainsi que la prévalence des vecteurs existants.
- Déterminer le type de programme requis. Le contrôle chimique doit seulement être utilisé en conjonction avec de bonnes pratiques d'hygiène environnementale telles que l'élimination de terrains propices aux vecteurs, l'assainissement de l'environnement et l'éducation à l'hygiène. S'il y a un risque d'épidémie, l'objectif immédiat peut être le contrôle rapide et maximum des vecteurs.
- S'informer sur la disponibilité de l'équipement et des insecticides sur place; se renseigner sur place. Les produits chimiques nécessitant une manipulation professionnelle sont à éviter. Tester la réactivité des vecteurs aux produits chimiques; alterner différents produits sur de longues périodes. Assurer une bonne coordination avec les programmes de contrôle de vecteurs nationaux.
- Déterminer le type de terrain ciblé; le traitement chimique peut en être influencé. Il ne sera pas le même pour un site de reproduction des vecteurs que pour un site de repos et d'alimentation.
- Le cycle de traitement requis varie, et dépend de l'espèce du vecteur, du type et de la composition de l'insecticide, du type de site, des circonstances climatiques locales, de la durée de transmission de la maladie, et du niveau auquel la maladie doit être contrôlée. De même, le mélange d'insecticide approprié

dépend de la concentration chimique nécessaire pour éliminer le vecteur, du degré de concentration emulsifiable de la formule commerciale, et de la fréquence d'application du produit.
- Les exigences de santé et les mesures de sécurité sont extrêmement importantes. Le choix, la manipulation et l'application des produits chimiques doivent se faire avec le plus grand soin afin d'éviter tout accident parmi le personnel ou les membres de la communauté.

Des observations régulières avant le démarrage du programme de contrôle, ainsi qu'un suivi pour évaluer son efficacité et le besoin d'éventuels traitements supplémentaires (impliquant la communauté) sont nécessaires. La communauté doit être mise au courant des méthodes, des résultats attendus et du rôle qu'elle doit jouer, par des campagnes d'information.

Mise en oeuvre des programmes de contrôle des vecteurs

Voici quelques conditions nécessaires à la mise en oeuvre efficace des programmes de contrôle des vecteurs:
- Les ONG doivent faire appel à des coordinateurs sanitaires ayant l'expertise appropriée, et mettre à disposition du matériel de référence adéquat. Pour pouvoir élaborer un programme de contrôle des vecteurs sur le terrain il faut avoir des connaissances poussées sur la transmission des maladies, les rudiments d'entomologie et d'identification de vecteurs, des notions de chimie appliquée et d'équipements nécessaires, et connaître les exigences de santé et de sécurité.
- Les produits chimiques ne sont pas une panacée; ils doivent être judicieusement dosés, et utilisés conformément aux données épidémiologiques et aux observations sur la prévalence des vecteurs.
- Les coordinateurs sanitaires doivent être formés pour analyser et évaluer les vecteurs et savoir quand et comment recourir à des experts.
- Il faut approfondir les connaissances sur les facteurs ayant une influence sur l'efficacité des insecticides afin d'éviter que les vecteurs ne deviennent rapidement rebelles aux produits chimiques, et pour éviter les risques liés à une trop forte concentration des produits.
- Le personnel opérant les pulvérisateurs doit être rigoureusement formé pour assurer le succès de l'opération.
- Les mesures de santé et de sécurité ne doivent pas être négligées; les normes "occidentales" pour les vêtements protecteurs, la formation, les mesures d'hygiène et la protection publique et environnementale doivent être automatiquement appliquées dans les programmes.

Les organisations devraient envisager de mettre au point une "trousse d'urgence" pour le contrôle des vecteurs afin d'éviter l'utilisation de produits chimiques locaux de qualité inférieure et l'usage d'équipement inadéquat. En standardisant les insecticides utilisés dans les cas d'urgence et en rendant toutes les données chimiques correspondantes accessibles, la gestion des stocks et des informations utiles serait considérablement simplifiée.

Recommandations

Il est recommandé de:
- développer un programme de formation et un manuel pratique spécialement conçu pour les responsables des programmes de contrôle des vecteurs et les coordinateurs sanitaires;
- mettre à disposition du personnel des ONG du matériel de référence technique adéquat;
- mettre à disposition des ONG opérationnelles des stocks de produits chimiques, d'équipement et de vêtements protecteurs.

Pour plus de renseignements s'adresser à:
M. Ulrich Jaspers
IFRC — tel: +41 22 730 4222
P.O.Box 372 — fax: +41 22 733 0395
CH-1211 Genève, Suisse — E-mail: jaspers@ifrc.org

Nouvelles Publications

Lutte antivectorielle dans les situations de réfugiés. Sabatinelli, Guido, réd.; PTSS/HCR, Genève, ISS/OMS, Rome; 1996. 104 pp.

Ce livre a été rédigé suite aux événements récents survenus dans la région des Grands Lacs (Rwanda, Burundi, Tanzanie, Ouganda et Haut-Zaire). Il reflète les problèmes rencontrés dans les camps des réfugiés de la région en matière de lutte antivectorielle et propose une approche systématique pour les résoudre, dans l'immédiat par la lutte chimique, mais surtout à terme par le biais de l'assainissement du milieu, associé à l'éducation sanitaire des populations concernées.

L'écho que ce manuel suscitera auprès des utilisateurs sera déterminant pour décider d'une éventuelle adaptation à d'autres régions (d'Afrique ou d'ailleurs) où la promotion de la santé reste problématique à cause d'un contrôle insuffisant ou inadéquat des vecteurs et des nuisibles.

Cette publication peut être obtenu par l'intermédiaire du bureau HCR le plus proche, ou en écrivant à:
PTSS
UNHCR Headquarters
Case Postale 2500
CH-1211 Genève 2 Dépôt, Suisse — Fax +41 22 739 7371

RÉDACTION: NICOLETTE WILDEBOER
MISE EN PAGE: LAUREN HOUTTUIN
AVEC CONTRIBUTIONS DE:
U. JASPERS, L. LOWNDES, IFRC, SUISSE
A. KOESTLER, J. ALLEN, YME FOUNDATION, NORVÈGE
C. RAKOTOMALALA, UNHCR/PTSS, SUISSE
B. REED, WEDC, GB
TRADUCTION: SOPHIE WELSING
IMPRIMÉE PAR: PALLAS OFFSET BV
DISTRIBUÉE PAR: EURO MAIL BV

FAITS NOUV'EAUX

Perspectives dans le domaine eau, assainissement et environnement

DANS CE NUMÉRO: - L'EAU DE LA PLANÈTE: SUFFIT-ELLE À NOS BESOINS? JOURNÉE MONDIALE DE L'EAU 1997
- MISE À L'ESSAI D'UN MODE DE VIDANGE ORIGINAL À KIBERA
- PARTENARIAT POUR LES SERVICES DE L'EAU DANS LE CADRE DU DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS EN AFRIQUE
- CONNECTION DE FAITS NOUV'EAUX AU WEB ET À LA MESSAGERIE ÉLECTRONIQUE
- NOUVELLES PUBLICATIONS

NUMÉRO 243, FEVRIER 1997

L'eau de la planète: suffit-elle à nos besoins?

Journée mondiale de l'eau 1997

La demande en eau, première nécessité à toute vie, ne cesse d'augmenter, et par là également la compétition pour l'eau. En 1992, l'Assemblée générale des Nations unies a désigné le 22 mars de chaque année comme Journée mondiale de l'eau. Cette année, la Journée sera célébrée sous le titre "Recensement des ressources en eau", avec pour slogan "*L'eau de la planète: suffit-elle à nos besoins?*"

Une ressource vitale

Les préparatifs de la Journée se déroulent dans un climat de conscience grandissante de l'importance vitale de l'eau pour le développement durable des pays. L'eau est une ressource vitale pour maintenir la vie sur terre. Elle est cruciale pour le développement économique et social, dont la production d'énergie, et pour l'approvisionnement des secteurs industriels, agricoles et domestiques. Chaque unité d'eau doit donc être utilisée avec le plus grand soin, judicieusement et équitablement. Quand les ressources sont insuffisantes, la valeur économique générée par l'eau doit être prise en compte lors de l'allocation de l'eau à des usages concurrentiels. Cependant, il ne faut pas perdre de vue le droit aux services de base de chacun.

97,5% de l'eau sur terre est de l'eau de mer salée. Les 2,5% d'eau douce sont pour la plus grande part enfermés dans les calottes glaciaires de l'Antarctique et du Groenland ou dans des nappes phréatiques. Les sources d'eau douce les plus accessibles sont celles des lacs, des réservoirs et des cours d'eau. Elles ne constituent que 0,26% de l'ensemble des ressources en eau douce, soit 0,007% de la totalité de l'eau sur terre. L'eau renouvelable et utilisable de façon durable dont nous disposons ne représente donc qu'une infime proportion de la totalité de l'eau du globe.

Les disputes croissantes concernant les ressources en eau engendrent un climat de conflit potentiel de plus en plus explosif, tant au niveau des communautés qu'au niveau des pays. Nombreux sont ceux qui prédisent que l'enjeu des guerres de 21ème siècle sera l'eau, et non plus le pétrole ou la politique.

Des réserves en baisse

La diminution de nos réserves d'eau douce, première nécessité à toute vie, a fait couler beaucoup d'encre. En fait, ce ne sont pas les ressources potentielles en eau douce qui ont baissées, mais la pollution et la demande qui ont augmenté, facteurs compliqués par l'irrégularité des précipitations. La pollution de l'eau est la cause de 25 millions de morts par an, surtout dans les pays en développement. La moitié de toutes les maladies sont transmissibles par l'eau. On estime que 20% de la population mondiale manque d'eau potable et que 50% manque de dispositions sanitaires adéquates.

Entre 1900 et 1995 l'utilisation de l'eau a augmenté d'un coefficient de 6, ce qui représente plus que le double du taux d'accroissement de la population pendant la même période. Les projections démographiques prévoient un accroissement de la population allant des 5,7 milliards actuels à 8,3 milliards en l'an 2025. Les conséquences sont déjà visibles dans la compétition pour les différents usages de l'eau, tels que l'agriculture, l'industrie et l'usage domestique. Certains pronostics prédisent qu'au début du 21ème siècle, la quantité d'eau disponible par personne en Afrique sera d'un quart de celle disponible en 1950, alors qu'en Asie et en Amérique du Sud, la quantité aura diminuée d'un tiers. Cette situation sera aggravée par des inondations et des sécheresses. Par surcroît, l'effet de serre aura également une influence néfaste à long terme sur les ressources en eau: selon les régions, les inondations ou les sécheresses seront exacerbées.

Sensibilisation internationale

Au cours des dernières années, l'opinion internationale a progressivement été sensibilisée à la gravité du problème de l'eau. Ce phénomène a conduit à d'importantes résolutions depuis la Conférence des Nations unies sur l'eau en 1977 à Mar del Plata en Argentine. Parmi les réunions ayant traité du problème de l'eau citons notamment la Conférence internationale sur l'eau et l'environnement, organisée par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) à Dublin

en 1992, et la même année, la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (CNUED) de Rio de Janeiro. La Conférence ministérielle sur l'eau potable et l'assainissement de l'environnement qui s'est tenue à Noordwijk, au Pays-Bas, en mars 1994, a adopté un programme d'action pour donner suite au chapitre 18 de l'Action 21, portant sur les ressources en eau douce. En 1994, la Commission des Nations unies sur le développement durable demanda que fut fait un recensement complet des ressources en eau douce du globe, ainsi qu'une projection des besoins futurs. Le résultat des recherches seront examinés par la session spéciale 1997 de l'Assemblée générale des Nations unies chargée d'évaluer la mise en oeuvre de l'Action 21.

L'OMM et l'UNESCO ont été désignées pour coordonner les activités prévues dans le cadre de la Journée mondiale de l'eau 1997. Des mesures ont été entreprises pour soutenir la participation à la Journée et pour sensibiliser l'opinion à la menace d'une crise mondiale de l'eau à l'approche du 21ème siècle.

Nous lançons un appel à nos lecteurs à prendre part aux activités organisées partout dans le monde dans le cadre de la Journée mondiale de l'eau!

Pour plus de renseignements, adressez-vous à:
Information and Public Affairs Office
OMM
41 avenue Guiseppe Motta — tel: +41 22 730 8315
CP 2300 — fax: +41 22 733 2829
CH-1211 Genève 2 — site www: http://www.wmo.ch
Suisse — e-mail: gorre-dale_e@gateway.wmo.ch

Mise à l'essai d'un mode de vidange original à Kibera

Kibera est le plus grand bidonville de Nairobi, avec une superficie de 225 hectares et une population d'environ 470 000 ayant un taux de croissance estimé à 12%. Les latrines à fosse y sont le seul mode d'évacuation des excréments. Bien que la plupart des ménages ont accès à une latrine, ils doivent souvent la partager avec près de 200 utilisateurs. Les fosses se remplissent rapidement et, à cause de l'accès difficile, la vidange est malaisée. La place pour creuser une nouvelle fosse est rarement disponible. L'amélioration des services sanitaires est une des priorités des habitants de Kibera.

En 1996, grâce à des fonds fournis par Danida, un nouveau véhicule vidangeur équipé d'une pompe aspirante a été conçu par le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) en collaboration avec Manus Coffey Associates Ltd. D'un point de vue technique, ce véhicule devait être capable d'atteindre des endroits difficilement accessibles, et d'aspirer la bourbe épaisse des fosses d'aisance. D'un point de vue financier, il devait fournir des services viables, à la portée des communautés pauvres, et avoir un coût d'investissement assez faible pour permettre à des entrepreneurs locaux d'opérer le service.

Le coût en matériel du prototype de la vidangeuse, qui a été construit en Irlande, revenait à 1700US$. C'est un véhicule à traction humaine comportant un bloc traction à deux roues attaché à une citerne d'une capacité de 500 litre. Une pompe aspirante à palette coulissante fait le vide dans la citerne pour l'aspiration des vidanges, et comprime l'air pour l'expulsion lorsque le déversement par gravité n'est pas possible. Le moteur 5 CV utilise une courroie trapézoïdale pour actionner soit la pompe aspirante, soit les roues du bloc traction. La vidangeuse est mise à l'essai en ce moment à Kibera par l'intermédiaire de KWAHO, une ONG Kenyane avec de longues années d'expérience dans le domaine de l'eau et de l'assainissement à Kibera. Une fois la période d'essai terminée, une version locale adaptée de l'appareil sera construite et les dessins seront mis à disposition pour encourager la manufacture sur place par des entrepreneurs locaux.

A Kibera, les vidanges collectées sont déversées dans le système d'égouts qui traversent le quartier de part en part. En principe, il y a des bouches d'égout à une demi heure de marche de n'importe quel endroit dans Kibera. Le but de l'essai de la vidangeuse est non seulement de tester ses capacités techniques, mais aussi d'établir le nombre moyen de fosses pouvant être vidées par jour. Avec ces données, on peut déterminer le montant des charges nécessaire pour assurer un service continu. En ce moment, le prix est basé sur une estimation du nombre de fosses évacuées par jour (8) et sur le montant que les habitants ont affirmé vouloir payer pour ce service. Il reste beaucoup à faire en ce qui concerne la gestion du service. Voici le récit parlant d'une journée d'essai avec la vidangeuse:

"Nous devons vider plusieurs fosses le long de la voie ferrée. Comme le chemin direct menant vers cette zone est trop étroit et trop escarpé, nous devons prendre un détour. Il a plu hier, la route est boueuse et on s'enlise. Heureusement les opérateurs ont toujours une corde sur eux et les enfants de Kibera adorent accompagner l'engin pendant sa tournée et n'hésitent pas à nous aider. Lorsque nous devons traverser un court d'eau, la corde sert à retenir la vidangeuse dans la descente. Pour remonter, le moteur suffit, mais nous devons demander à plusieurs vendeurs de dégager la voie pour nous permettre de passer, car ils ont installé leurs marchandises (surtout des légumes) en plein milieu de la route.

Nous croisons quelqu'un qui est en train de creuser un trou et s'apprête à vider sa fosse pleine avec un seau. Nous lui montrons la vidangeuse et il s'arrête aussitôt de creuser et nous paye le prix d'une vidange. L'opérateur lui explique le fonctionnement et lui montre le hublot témoin par lequel on peut voir la citerne se remplir. En deux minutes la citerne est pleine et nous partons chercher une bouche d'égout. Après un quart d'heure de marche nous en trouvons une, mais la plaque d'égout a été cimenté sur l'ouverture. Pas moyen de l'enlever. La prochaine bouche d'égout que nous trouvons se trouve dans la cour d'une enceinte résidentielle. Comme la plaque a été remise à l'envers, la manette pour la soulever n'est pas accessible; c'est seulement au bout

d'une bonne demie heure que nous parvenons à l'enlever en utilisant comme levier des pangas (sorte de machette) et des pelles apportées par les résidents. Le déversement du contenu de la citerne ne prend que cinq minutes. Nous mettons un peu plus de temps à tout nettoyer car l'un des tuyaux a fuit à cause d'un maniement trop rude. La boue répandue est recouverte de terre et nous nous remettons en route, laissant les résidents de l'enceinte satisfaits de l'état de la cours.

Le propriétaire de la latrine à fosse que nous avons partiellement vidée aimerait bien que nous continuions le travail, mais il n'a plus assez d'argent. Il trouve cependant que le prix de 250 Ksh (soit 5US$) par citerne est raisonnable. Comme nous nous mettons à partir, un voisin arrive et nous demande de vidanger également sa fosse. Il nous paye les 250 Ksh et nous recommençons la besogne, cette fois en moins de temps, car nous connaissons l'emplacement de la bouche d'égout et la plaque s'enlève plus facilement. Il est clair que, lorsque la vidangeuse fait sa tournée, de nombreuses demandes pour vidanger sont adressées directement aux opérateurs. Il nous faut encore mettre au point la démarche à suivre, comme Térésia (du KWAHO) n'est pas toujours présente et nous ne voulons pas que les opérateurs s'occupent de l'argent eux-mêmes.

Nous continuons notre chemin vers Laini Saba, notre destination originelle. Il y a quelques mois seulement nous n'aurions pas eu de problèmes pour y arriver. Mais entre temps des maisons ont été construites sur les routes de telle sorte que même la petite vidangeuse (1 mètre de large seulement) n'arrive plus à passer, nous obligeant à faire demi-tour et à chercher un autre chemin. Il nous faudra donc également mettre au point un plan nous permettant de mieux trouver le chemin à suivre et les bouches d'égout pour chaque quartier. Ceci évitera aux opérateurs de charrier la vidangeuse pour rien. A trois heures nous sommes de retour au bureau du KWAHO et nous vidangeons encore rapidement deux fosses dans les parages pour augmenter un peu la recette de la journée."

Pour plus de renseignements sur la vidangeuse, adressez-vous à:

Dr. Graham Alabaster
UNCHS (Habitat)
P.O.Box 30030 fax: (254) 2 624263
Nairobi, Kenya e-mail: graham.alabaster@unep.org

Partenariat pour les services de l'eau dans le cadre du développement des capacités en Afrique

Le fonctionnement de la plupart des services d'eau en Afrique laissent à désirer. En effet, la qualité des services se détériore et la couverture est insuffisante, et ce sont surtout les populations les plus pauvres qui en pâtissent. Les chances d'améliorer la situation sont minimes, à moins d'introduire des réformes institutionnelles rigoureuses qui entraîneraient l'autonomie financière et une plus large participation du secteur privé. La réforme des services d'eau et le renforcement de leur capacité sont au coeur de la campagne pour étendre l'approvisionnement en eau et l'assainissement aux pauvres et pour résoudre les problèmes grandissants d'hygiène environnementale des zones urbaines.

Le programme Partenariat pour les services de l'eau dans le cadre de la construction des capacités en Afrique (Water Utility Partnership) a été lancé en 1996. Il s'agit d'un programme régional dont le but est de contribuer au développement des services d'eau potable dans les zones urbaines et périurbaines en Afrique. Il offre la possibilité d'introduire des réformes et de stimuler la privatisation, de découvrir et d'identifier des méthodes innovatrices pour améliorer la qualité des services, et de développer le savoir et la vulgarisation au niveau régional. Le programme qui se déroulera sur une durée de trois ans, est financé par un fonds alloué par la Banque mondiale (15 à 20%), par l'UADE (10%) et pour le reste par les partenaires, des agences de support externes et le secteur privé.

Les partenaires principaux du programme sont l'Union africaine des distributeurs d'eau (UADE), Abidjan; le Centre régional pour l'eau potable et l'assainissement à faible coût (CREPA), Ouagadougou; et le Training, Research and Networking for Development (Formation, recherches et réseaux pour le développement) (TREND), Kumasi.

Les objectifs sont : une meilleure performance à travers des réformes institutionnelles et des solutions appropriées; une collaboration plus étroite entre les services, les ONG et les collectivités locales du secteur hydraulique, pour promouvoir en particulier l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les zones périphériques des villes; un renforcement des capacités des ONG et des collectivités locales s'occupant des services d'E et A pour les groupes mal désservis par les services courants; et la création d'une plate-forme facilitant la collaboration entre l'UADE, le CREPA, le TREND et d'autres organisations de recherche et de formation.

Le Partenariat pour les services de l'eau se veut être une association ouverte pour les services hydrauliques, les donateurs, les ONG et les instituts de recherche et de formation; il fait fonction de réseau pour rassembler et pour échanger des expériences; il joue aussi le rôle de catalyseur pour provoquer les changements d'attitude nécessaires à l'amélioration des performances du secteur aux échelons nationaux et régionaux. Enfin, il compte capitaliser sur ses expériences en identifiant les projets à succès en Afrique et en les désignant comme projets de référence, et en diffusant les exemples de dessertes réussies.

Pour les années 1996 à 1998, le programme portera sur les quatre points suivants:

- développement du secteur de l'eau potable et de l'assainissement; des stratégies seront mises au point qui devront renforcer l'autonomie des services de distribution de l'eau et d'assainissement, promouvoir l'application de principes de gestion commerciaux, et inciter à une meilleure performance.

maîtrise et optimisation de la gestion des services de l'eau: mettre l'accent sur la gestion et sur le contrôle et la réduction des fuites; diffusion de bonnes pratiques.
- développement des services dans les bidonvilles et les zones péri-urbaines: les services de l'eau et de l'assainissement participeront au développement des capacités du secteur informel à maintenir des programmes d'E et A durables, et les compétences des services d'eau en matière d'éducation à la santé et à l'hygiène seront renforcées.
- communication: un site sera mis à disposition sur Internet.

Le programme tentera de mettre à profit la complémentarité des pays francophones et anglophones. En effet, les premiers ont plus d'efficacité en ce qui concerne les services d'eau, alors que les seconds sont plus avancés dans le domaine de la participation communautaire dans les zones périurbaines. Le programme vise en bref à réduire l'écart entre le développement de réseaux pour l'eau et l'assainissement dans les centres urbains, et l'accès des population des périphéries à l'eau potable.

Le programme prévoit les actions suivantes: des ateliers et séminaires sur la diffusion des connaissances et de l'information; la rédaction de rapports d'activités comportant également des recommandations concrètes basées sur des études spécifiques; l'élaboration de manuels et d'outils résultant d'études faites dans le secteur en Afrique; et l'établissement de réseaux formels et informels pour l'échange d'expériences.

Pour plus de renseignements, adressez-vous à:

Union africaine des distributeurs d'eau
01 B.P. 1843 Tel: 00 225 24 14 43
Abidjan, Côte d'Ivoire Fax: 00 225 24 26 29

Connection de Faits Nouv'eaux au Web et à la messagerie électronique

L'IRC a mis à disposition sa page d'accueil sur Internet en fin décembre. La page contient des informations sur l'IRC et ses partenaires, les dernières nouvelles (entre autres des renseignements sur la Journée mondiale de l'eau), "qui fait quoi" à l'IRC, de la publicité pour Faits Nouv'eaux (où le trouver), un service conseils, un service de documentation, des publications, des recherches et des formations. Vous pouvez accéder à ces informations de notre site sur le World-Wide Web et les rapatrier à l'adresse: http://www.oneworld.org/ircwater/

La page Web de l'IRC comporte également la page d'accueil de INTERWATER, qui donne accès aux informations sur l'eau et l'assainissement d'Internet. Ce site a été élaboré sous les auspices du Conseil de concertation pour l'eau et l'assainissement.

Vous pouvez vous abonner dès maintenant à l'édition électronique de Faits Nouv'eaux grâce à notre serveur de liste. Il vous suffit d'envoyer un message à l'adresse électronique: majordomo@list.bart.nl

Dans le corps du message, tapez seulement:

subscribe faits-nouveaux

N'ajoutez aucun autre texte ou signature. N'hésitez pas à vous abonner!

Nouvelles Publications

Lee, Michael D. et Visscher, Jan Teun. ***Le captage de l'eau: un guide pour les planificateurs et les chefs de projet.*** IRC, La Haye, Pays Bas, 1996. Série documents techniques no. 30. x, 119 pages. Illustrations. ISBN 90-6687-023-7

Ce document traite des facteurs clés dont il faut tenir compte lors de la planification des systèmes de captage de l'eau ainsi que les principales caractéristiques de l'environnement des zones arides et semi-arides et celles du terroir. Il fournit une description des principaux systèmes de captage de l'eau, et met l'accent particulièrement sur les aspects relatifs à la participation communautaire, présenté comme crucial à la viabilité des systèmes d'approvisionnement en eau potable.

Groupe cible: planificateurs, décideurs et chefs de projet

Table de matières: Approche de captage de l'eau \ L'environnement des zones arides et semi-arides \ Options des techniques de captage de l'eau \ Evaluation du potentiel de captage de l'eau \ Elaboration du projet avec la communauté \ Questions financières et économiques \ Systèmes de captage de l'eau par le toit \ Systèmes de captage de l'eau de surface \ Barrages souterrains

Ce document était publié avec l'appui financier de l'UNICEF, Burkina Faso.

Pour plus de renseignements, prière de contacter l'IRC, Service du Documentation.

RÉDACTION: NICOLETTE WILDEBOER
MISE EN PAGE: LAUREN HOUTTUIN
AVEC CONTRIBUTIONS DE:
EIRAH GORRE-DALE, WMO, SWITZERLAND
MADELEEN WEGELIN-SCHURINGA, IRC
TRADUCTION: SOPHIE WELSING
IMPRIMÉE PAR: PALLAS OFFSET BV
DISTRIBUÉE PAR: EURO MAIL BV

FAITS NOUVEAUX

Perspectives dans le domaine eau, assainissement et environnement

DANS CE NUMÉRO:
- RÔLES ET RÉALITÉS DES HOMMES ET DES FEMMES DANS LA GESTION DES RESSOURCES EN EAU
- L'IMPLICATION DES HOMMES ET DES FEMMES DANS LES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT, UNE APPROCHE SPÉCIFIQUE DU 'GENRE'
- LES FEMMES ET L'EAU

NUMÉRO 244, NOVEMBRE 1997

Rôles et réalités des hommes et des femmes dans la gestion des ressources en eau

L'insuffisance en eau potable est un problème de base qui nous concerne aujourd'hui. Pour pouvoir distribuer efficacement l'eau disponible, en quantité et en qualité suffisantes, il faut d'abord analyser les raisons et les effets des actions humaines: qui utilise l'eau et dans quel but ? Qui décide des usages et c'est à qui de les contrôler ? Qui s'attribue l'eau en cas de pénurie ? Qui contrôle les usages qui nuisent à la qualité de l'eau ?
Pour pouvoir répondre à ces questions, nous devons d'abord en savoir plus sur le rôle et la réalité quotidienne de tous les membres de la collectivité : les hommes, les femmes et les enfants. J'entends par 'rôle' et 'réalité quotidienne' le travail, les tâches, les besoins, l'accès aux ressources et le pouvoir de décision et de contôle sur les ressources et sur les bénéfices. Ces rôles et ces occupations, qui sont différents pour les hommes et pour les femmes, sont déterminés par le cadre socioculturel et peuvent varier d'un pays à l'autre.

La répartition du travail selon le genre

Dans de nombreuses communautés rurales, les hommes et les femmes ont chacun leurs propres tâches dans les travaux agricoles. Les hommes sont responsables de la préparation du sol et de l'irrigation tandis que les femmes s'occupent du repiquage, du désherbage et de la récolte. Elles sont aussi responsables des cultures pluviales. Les femmes font deux fois plus de travail que les hommes dans les cultures irriguées, mais ce sont le plus souvent les hommes qui ont le contrôle de l'eau. Ils sont responsables de l'infrastructure et de la distribution de cette ressource. Les hommes contrôlent également la disponibilité en eau et la production des champs et des jardins potagers des femmes.
Lors de la réalisation de certains projets d'irrigation, des collectivités étaient obligées de changer complètement leurs activités de subsistance. Ces changements affectent tous, car les femmes aussi bien que les hommes contribuent à la subsistance du ménage. Lorsque l'on change par exemple une culture vivrière en une culture purement commerciale, il y aura sûrement des avantages commerciaux pour les hommes, mais en même temps les moyens de subsistance familiale diminuent pour les femmes.

Quand il y a trop peu d'eau, des situations de conflit et de rivalité se présentent: les femmes ont besoin de l'eau pour leur ménage tandis que les hommes en ont besoin pour leur bétail. Le fait de ne pas tenir compte des rôles, des responsabilités et des besoins des femmes, peut entraîner leur migration.

En revanche, une augmentation de la productivité pourrait être réalisée en reconnaissant que dans le domaine de l'agriculture les hommes et les femmes utilisent l'eau d'une manière différente, mais que les deux façons sont bénéfiques. On retrouve les différences d'intérêts, de tâches et de pouvoir également dans l'usage domestique de l'eau. Les femmes sont souvent plus motivées que les hommes pour établir et à maintenir un approvisionnement en eau amelioré, mais elles ne participent pas pour autant à la prise de décision ou à la gestion de l'approvisionnement en eau.

La recherche de compromis

Un des principaux points de désaccord entre les hommes et les femmes porte sur l'emplacement des points d'eau. Les hommes veulent souvent que la source soit placée à l'extérieur de la communauté pour abreuver le bétail, alors que les femmes préfèrent la source près de leur maison pour l'usage domestique. Après la construction d'une nouvelle adduction d'eau, les femmes se portent souvent volontaires pour en assurer le nettoyage et la maintenance préventive. Les hommes reçoivent une formation spécialisée et sont payés pour faire les travaux de réparation et de maintenance. Cependant, ces hommes qualifiés ne sont pas très motivés pour visiter les points d'eau domestiques et pour en assurer la maintenance, car ils ne se sentent pas directement concernés lorsque le système d'approvisionnement en eau tombe en panne. D'ailleurs, les femmes n'apprécient pas trop que les hommes visitent fréquemment leurs points d'eau.

En ce qui concerne l'éducation dans le domaine de l'hygiène, on demande aux femmes de changer les habitudes hygiéniques de toute la famille, sans se rendre compte qu'elles n'ont pas toujours le temps ni les moyens financiers de changer leurs propres habitudes et de plus, qu'elles ne disposent pas de l'influence nécessaire pour faire changer celles des hommes et des adolescents.

Si nous ne tenons pas compte des différences traditionnelles de la vie quotidienne, nous empêchons les hommes et les femmes d'agir justement dans les domaines de leurs compétences et de leurs pouvoirs.

Approvisionnement en eau et assainissement

Les gouvernements attachent plus d'importance à l'amélioration de l'approvisionnement en eau qu'à celle de l'assainissement. Il en suit qu'une mauvaise évacuation des déchets humains, domestiques et industriels est la cause principale de la pollution de plus en plus grave des ressources en eau.

Les effets de la 'Décennie internationale pour l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement' (1981-1990) montrent qu'au bout de 10 ans 1350 millions de personnes ont bénéficié d'un meilleur service d'eau alors que 750 millions de personnes seulement ont obtenu de meilleures installations sanitaires. Une explication de ce procès relativement lent est peut-être que les hommes aussi bien que les femmes ressentent l'approvisionnement en eau potable comme un besoin et cela représente ainsi un enjeu politique. Le besoin en assainissement par contre est ressenti plus directement par les femmes comme une nécessité et n'est donc pas considéré comme une priorité politique.

Parmi les projets d'assainissements réussis, on peut citer ceux où l'on a appris aux femmes de maçonner les latrines. Comme elles ont déjà acquis une certaine expérience de ce genre de travail et comme elles sont très motivées pour améliorer l'assainissement, elles sont les mieux placées pour communiquer avec des autres femmes. Cependant, quand on paye pour faire ce travail, ce sont souvent les hommes qui le font et les femmes cessent d'y participer.

Il y a des différences de production, de travail, de responsabilités et de l'accès aux ressources entre les hommes et les femmes. Ces deux groupes perçoivent alors d'une manière différente les bénéfices de la disponibilité et de l'usage de l'eau. Par conséquent, ils ont souvent des critères différents pour évaluer l'efficacité, la justesse, l'opportunité et la qualité d'une intervention.

Participation et planification

Au cours des dix dernières années, les planificateurs des programmes d'eau ont réfléchi beaucoup sur les problèmes liés au sexe. Ils sont arrivés à la conclusion que la participation est essentielle pour la planification. Les techniques de recherche et de planification participative peuvent être très utiles, mais il faut tenir compte des éléments socioculturels qui déterminent les comportements des hommes et des femmes et se baser sur les connaissances des traditions. Dans de telles recherches, le seul rôle du chercheur est de fournir une structure pour pouvoir utiliser ces informations. Les hommes et les femmes concernés se chargent eux-mêmes de la collecte des données et déterminent le flux d'information.

Des recherches sur la répartition du travail et des responsabilités des hommes et des femmes ont montré qu'ils sont tous impliqués (les enfants aussi) dans les travaux de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, tant au niveau du ménage qu'à celui de la collectivité et de la zone environnante. Chacun a ses connaissances spécifiques, ses propres tâches et exigences. Surtout dans les régions où l'eau est rare, une culture de l'eau très avancée a été développée. Elle comprend des éléments religieux et une gestion rigoureuse des ressources en eau. Les hommes et les femmes y jouent chacun leur rôle de gestionnaire public et privé.

Grâce aux recherches, les hommes et les femmes concernés ont pu voir dans une nouvelle optique leurs rôles respectifs et leur réalité quotidienne. Ils ont pu se rendre compte que leurs rôles et leurs responsabilités, bien que prédéterminés par des facteurs socioculturels, sont des processus dynamiques susceptibles de changement.

La planification participative permet aux hommes et aux femmes d'envisager une série d'options et leurs conséquences. En outre, ils peuvent choisir eux-mêmes la technologie, le concept, les systèmes de maintenance, de gestion et de financement les mieux appropriés à leurs besoins et à leurs capacités. Par contre, si les rapports humains ne sont pas pris en considération, la disponibilité, l'usage et la gestion des ressources en eau risquent d'avoir des effets néfastes. En tant que responsables de la planification et de la mise en place des projets, c'est à nous d'assurer que :

- il y a suffisamment de connaissance de base sur l'accès et l'utilisation des ressources en eau et sur l'attribution des droits et des responsabilités des membres de la collectivité;
- les femmes et les hommes sont consultés pour déterminer les activités qu'ils peuvent gérer;
- l'accès aux ressources en eau, aux services, à l'éducation et à la formation est ouvert aux hommes et aux femmes de façon égale;
- le personnel engagé pour un projet est sensibilisé et formé sur les aspects du genre (rôles et réalités des femmes et des hommes).

Mais proclamer l'eau comme un bien économique, prôner la gestion des ressources en eau au niveau local, plaider les mérites de la participation de toutes les parties intéressées, a seulement du sens quand l'on prend en considération le fait que:

1. les femmes et les hommes utilisent l'eau de façon différente;
2. ils influencent la qualité et la quantité de l'eau de façons différentes;
3. ils sont affectés par la qualité et la quantité de l'eau de façon différente;
4. ils sont capables, sur le plan social, économique et politique, de contribuer à une gestion intégrée des ressources en eau.

Jennifer Francis, IRC, Pays-Bas

L'implication des hommes et des femmes dans les projets de développement, une approche spécifique du genre

L'implication de la population est une nécessité. Mais qui est au fond cette population ? Lors de la mise en place des projets de développement, l'implication de la population est une des conditions principales de réussite. Il faut définir les

actions sur la base des besoins et des priorités exprimés par les villageois eux-mêmes. Ils doivent participer aussi aux différentes étapes du projet, c'est-à-dire à l'identification, à la conception, à la mise en place et au suivi du projet.

Cependant, la notion de 'population' reste assez vague. Le village ou la communauté n'est pas une entité homogène. Il est alors important de reconnaître que les femmes et les hommes peuvent avoir des besoins, des attentes et des priorités différents, même s'ils sont tous membres de la même communauté. La position des femmes et des hommes dans la société et le rôle qu'ils y jouent ne sont donc pas d'origine biologique mais sont liés à des facteurs socioculturels propres à un contexte donné et peuvent donc évoluer dans le temps et dans l'espace.

Les femmes sont au même titre que les hommes des acteurs de développement

Une démarche visant une approche technique et participative s'appuie généralement sur l'implication des autorités ou des personnalités villageoises. L'avis de la population est souvent obtenu lors des assemblées villageoises. Cette démarche, qui implique réellement la population, peut aplanir voir gommer complètement les différents avis qui peuvent exister dans un village, notamment ceux des femmes qui sont parfois les principales actrices de certaines activités.

Par exemple, on négocie généralement avec le chef du village sur l'implantation d'un puits pour l'approvisionnement en eau potable. Il connaît bien le village et peut mobiliser la population pour participer aux travaux et contribuer aux finances. Quand les travaux sont terminés, on constate que les femmes, qui sont traditionnellement chargées de l'approvisionnement en eau, n'utilisent pas l'eau du puits. Ont-elles bien compris les avantages du point d'eau moderne ? Ou est-ce que le lieu de l'implantation ne leur convient-il pas? Ont-elles bien été consultées avant l'implantation du puits? Ont-elles réellement participé à la prise de décision ?

En l'occurrence, la sensibilisation sur l'intérêt d'un puits moderne pour l'approvisionnement en eau de bonne qualité, a certainement été insuffisante. Les raisons pour la non-utilisation d'un puits peuvent être nombreuses et il est fort probable qu'ils proviennent de l'inadaptation du lieu d'implantation. Si le puits est implanté trop près du village, les femmes ne peuvent plus se retirer en toute tranquillité. Par contre, les hommes peuvent approvisionner plus facilement leur bétail. Si le puits est implanté trop loin du village, le transport de l'eau demande aux femmes des efforts importants.

Si l'implantation du puits ne correspond pas aux attentes des femmes, qui sont pourtant les principales utilisatrices de l'eau pour l'usage domestique, elles ne s'en serviront pas. On constate souvent que le contexte et les interactions entre les divers protagonistes n'ont pas été discutés suffisamment avec les personnes concernées. L'échec est principalement dû au manque de concertation entre les différents membres de la communauté et au fait de ne pas avoir pris en considération les différentes attentes des femmes et des hommes. Dans certains cas, de telles erreurs peuvent être la source de graves conflits qui risquent de perturber l'équilibre d'une communauté.

Une démarche spécifique liée au 'genre'

Les femmes et les hommes sont les acteurs de base du développement. Aussi est-il indispensable de connaître leurs situations, attentes et position. Une approche spécifique liée au 'genre' met l'accent sur la nécessité de prendre en compte aussi bien les femmes que les hommes dans les actions de développement.

La démarche qui s'appuie sur la notion de 'genre' propose, en plus des démarches classiques des projets traditionnels, d'analyser et d'affiner la recherche des besoins et des attentes d'une communauté en tenant compte de l'avis de chaque membre. Il ne s'agit pas d'opposer les femmes aux hommes mais de les associer, au même plan, au processus de réflexion, de décision et d'organisation du projet en tenant compte des particularités et des rôles propres de chacun.

Un certain nombre d'outils et de méthodes existent pour mettre en place une politique spécifique qui tient compte du 'genre'. Certaines démarches ont été expérimentées. Même si elles sont toujours à affiner et à adapter en fonction du contexte (il n'existe pas de recette universelle miracle), il est toujours important de baser les projets sur les expériences déjà acquises et de diffuser les connaissances.

Information, formation et diffusion de démarches favorisant l'implication des femmes et des hommes dans les projets de développement

Afin de connaître les méthodes existantes, de bâtir nos projets sur les expériences acquises et de diffuser ces connaissances, le Programme Solidarité Eau (pS-Eau) et le Centre International de l'Eau et l'Assainissement (IRC) ont organisé une formation pour les formateurs sur 'l'implication des hommes et des femmes dans les projets de développement' du 25 au 27 février 1997 à Paris. Cette formation a été une initiation à l'approche 'genre' et a réuni 18 participants d'horizons divers : des ONG de développement, des collectivités locales françaises conduisant des actions de coopération, des bailleurs de fonds et des associations d'émigrés qui réalisent des projets de développement dans leur pays d'origine.

Au cours de ces jours, les expériences de chacun ont pu être échangées, confrontées et analysées à partir des techniques développées lors de la formation. Les participants ont ainsi pu acquérir des outils pour réaliser une démarche qui vise à intégrer les femmes et les hommes dans les projets. Certains participants organisent actuellement à leur tour des formations pour diffuser cette démarche dont l'objectif final est d'encourager un développement harmonieux et durable qui tient compte des particularités de chacun.

Didier Allély, Programme Solidarité Eau
211/213, Rue La Fayette, 75010 Paris, France

Les femmes et l'eau

Dans le schéma sahélien, le secteur rural occupe 80% de la population dont 75% sont des femmes. Ce pourcentage est induit par l'exode des hommes vers les grands centres urbains car le manque d'eau et la mauvaise exploitation des ressources naturelles diminuent les possibilités de développer des activités économiques.

Principales collectrices, utilisatrices et gestionnaires de l'eau, les femmes sont les premiers agents économiques du milieu rural et leur rôle est fondamental tant dans le développement économique de leur famille (éducation, nutrition) que dans le développement économique de leur milieu. Leur quotidien est très chargé et commence par l'exhaure de l'eau souvent en des points très reculés. Certaines, découragées par les distances à parcourir pour atteindre les points d'eau, se contentent de l'eau de mauvaise qualité.

Une analyse des résultats des projets et des entretiens réalisés par l'UNESCO dans plusieurs villages de l'Afrique subsaharienne, a confirmé la nécessité de prévoir des formations en vue d'une gestion rationnelle des ressources en eau. Les causes de l'avancée de la désertification ne sont pas seulement d'origine naturelle mais aussi liées aux impacts négatifs des activités humaines, aux problèmes socio-économiques, politiques et historiques et à la mauvaise gestion des ressources naturelles.

Aussi est-il impératif d'encourager l'information, l'éducation et la formation concernant la gestion des ressources en eau. C'est le défi que s'est lancé l'UNESCO avec l'approche genre au coeur de la plupart de ses projets. Dans ce cadre, le projet spécial 'Femmes, approvisionnement et utilisation des ressources en eau' a été lancé en 1996. Ce projet (8.5) fait partie du plan de la cinquième phase du 'Programme Hydraulique International (PHI) de l'UNESCO.

L'objectif de ce projet est de contribuer à :

- l'amélioration de la qualité de vie des femmes en leur facilitant l'accès aux ressources en eau
- la mise au point et la diffusion de techniques appropriées
- l'élaboration de politiques visant à faciliter l'intégration des femmes dans la gestion des ressources en eau
- l'amélioration de la participation des femmes aux programmes de formation
- le développement de connaissances traditionnelles des populations féminines.

Dans le biennum 1996-1997, le projet s'est concentré sur les zones rurales de l'Afrique subsaharienne. Deux projets pilotes ont été mis en place en mars 1996:

- un projet pilote en Mauritanie portant sur 'l'approche intégrée pour le développement durable de l'oasis de la ville Ouadane[1]', qui est principalement focalisé sur une approche multidisciplinaire.
- un projet pilote sur l'évaluation de la qualité de l'eau de l'aquifère Gondo au Burkina Faso'. Ce projet se concentre sur les pratiques de l'utilisation de l'eau des femmes et sur la formation de jeunes scientifiques.

Ceci en collaboration avec l'Université de Montréal au Canada et l'Université de Ouagadougou au Burkina Faso.

Du 1 au 5 novembre 1996, le PHI a également organisé à Nouakchott en Mauritanie, un séminaire intitulé 'les ressources en eau dans les zones arides et semi-arides. Echanges de savoirs et de pratiques culturelles : l'apport des femmes'. Des representants des neuf pays de l'Afrique francophone ainsi que de diverses organisations internationales (FAO, PNUD, UNICEF) et des organisations non-gouvernementales (IRC, Programme Solidarité Eau) y ont participé. Ce séminaire a été réalisé en collaboration avec le programme de l'UNESCO sur les Habitats Humains et le Réseau UNESCO Inter Rives 'REUNIR'.

Suivant les objectifs fixés par le PHI, l'Union des Associations Techniques Internationales (UATI) développe un projet focalisé sur la réalisation des activités multidisciplinaires dans des villages pilotes des neuf pays de l'Afrique francophone. Dans toutes ces zones d'intervention, les communautés locales ont identifié les besoins spécifiques en collaboration avec les ministères associés. Dans les villages pilotes retenus, des actions de formation, d'implantation des points d'eau et de développement des activités génératrices de revenus devront être initiées et évaluées avec l'aide des ONG locales et des institutions nationales et internationales.

Dans le prochain biennum 1997-1998, les actions seront notamment axées sur l'étude des problèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement des zones urbaines et périurbaines. Elles seront réalisées en collaboration avec le programme Habitat II de l'UNESCO. En effet, la plupart des citadins sont d'origine rurale et les problèmes liés à la précarité de l'habitat et au fait de marginaliser les femmes qui ne font plus partie du milieu social, sont tant de facteurs qui rendent encore plus difficile la vie des femmes. Ce projet vise à améliorer la qualité de vie des femmes dans les zones urbaines et périurbaines en améliorant l'accès à l'eau et en développant des activites qui permettent leur intégration au tissu de la vie urbaine.

Pour plus de renseignements, contactez le Secrétariat du PHI à l'UNESCO, Programme Hydrologique International
1, Rue Miollis
75732 Cedex 15 Paris, France
tél : 33 1 45 68 39 95 / fax : 33 1 45 58 68 11
e-mail : A.Aureli@unesco.org

1 la ville de Quandance est classée Patrimoine Mondial depuis décembre 1996.

RÉDACTION	NICOLETTE WILDEBOER
MISE EN PAGE:	LAUREN HOUTTUIN
AVEC CONTRIBUTIONS DE:	JENNIFER FRANCIS, IRC
	DIDIER ALLÉLY, PSE
	UNESCO
IMPRIMÉE PAR:	PALLAS OFFSET BV
DISTRIBUÉE PAR:	EURO MAIL BV

FAITS NOUVEAUX

Perspectives dans le domaine eau, assainissement et environnement

DANS CE NUMÉRO:
- OBJECTIF: L'ASSAINISSEMENT POUR TOUS
- UN SÉMINAIRE SUR L'HYGIÈNE AU NIGER LANCE UN APPEL
- L'OMS ET L'UNICEF S'ACCORDENT SUR UNE STRATÉGIE COMMUNE
- EVÉNEMENTS PROCHAINS
- NOUVELLES PUBLICATIONS

NUMÉRO 245, DÉCEMBRE 1997

Objectif: l'assainissement pour tous

Une campagne mondiale est en train d'être lancée pour tenter de remédier à la situation "intolérable" de l'assainissement dans le monde en développement. Les bailleurs de fonds, les agences de l'ONU, les ONG et les professionnels des pays en développement sont unanimes pour dire qu'une action concertée est nécessaire pour mettre fin aux conditions d'assainissements insalubres dans lesquelles vivent près de 3 milliards de personnes. Ils se sont engagés à participer à l'Initiative mondiale d'assainissement environnemental (GESI, Global Environmental Sanitation Initiative), dont le but est d'accéder le plus rapidement possible à une situation d'assainissement hygiénique pour tous dans le prochain millénaire.

La décision de mobiliser les ressources conjointement par une seule campagne fut prise le 7 novembre dernier à Manille, aux Philippines, lors de la séance de clôture d'un Forum organisé par le Conseil de concertation pour l'eau et l'assainissement, ayant pour *thème L'eau et l'assainissement pour tous : appel à toutes les parties prenantes*. Le président du Conseil de concertation, **M. Richard Jolly,** conseiller spécial auprès de l'administrateur du PNUD, et responsable *du Rapport mondial sur le développement humain*, caractérisa la situation de "déplorable" et devant être reconnue au plus haut niveau. D'autres membres du conseil constatèrent également avec force que la situation actuelle impose des contraintes de plus en plus sévères sur le développement économique et social des pays, et exacerbe les conditions de vies déjà intolérables des populations pauvres des villes et des campagnes.

Le Forum de Manille chargea le Conseil de concertation de la coordination de la campagne mondiale. Il aura pour mission d'assister toutes les agences du secteur de l'assainissement à diffuser et à échanger leurs informations, d'encourager des programmes de coopération, et de lancer une campagne de plaidoyer afin de sensibiliser l'opinion et les pouvoirs à l'urgence du problème. Chaque organisation conduira ses activités sous sa propre responsabilité, mais devra être prête à participer à l'appel général de consacrer plus de ressources à l'amélioration de l'assainissement.

Environ 230 praticiens de premier plan du secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, en provenance de plus de 80 pays, assistèrent à la réunion de Manille. Ils purent y entendre des rapports de groupes d'experts et eurent l'occasion d'évaluer directives, règles de conduites et outils pratiques visant à aider les pays à étendre l'accès à l'eau et à l'assainissement plus rapidement. Les décisions prises à Manille ont également conduit à la création par le Conseil de concertation de sections régionales de l'Initiative d'assainissement, ou points focaux, en Afrique, en Asie, en Amérique latine, en Europe centrale, en Europe de l'Est, pour les nouveaux Etats indépendants, et pour les Petits Etats insulaires en développement. Ces sections régionales participeront aux tâches suivies d'analyse, de plaidoyer et de communication du Conseil de concertation dans cinq domaines principaux:

- l'assainissement environnemental
- la gestion communautaire et le partenariat avec la société civile
- les questions institutionnelles
- le développement des ressources humaines
- le gestion de la demande en eau et la conservation de l'eau

Les points focaux établiront également leurs propres réseaux d'échange de savoir et d'expériences, et viendront renforcer les réseaux mondiaux du Conseil sur le fonctionnement et la maintenance, sur la recherche appliquée (GARNET), sur les questions de genre dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement, et sur les services pour les populations urbaines les plus démunies.

Un groupe de travail spécial a été créer afin de définir la **VISION 21**, qui doit décrire la situation d'avenir idéale dans laquelle tous les humains auraient accès à des services d'eau et d'assainissement adéquats, et vers laquelle tendraient les objectifs précis à court et moyen terme. Car en effet, comme le disait M. Richard Jolly à Manille: "Si le rythme actuel du progrès se poursuit, l'assainissement pour tous ne serait pas encore atteint en l'an 2100. C'est tout à fait inacceptable". Le groupe spécial Vision 21 aura pour tâche d'analyser les réussites et les échecs des vingt dernières années, et de chercher des moyens pour convaincre les politiciens et les preneurs de décisions de la nécessité d'adopter des politiques favorisant un progrès beaucoup plus rapide vers l'assainissement pour tous.

Au forum de Manille la présidence du Conseil de concertation fut transmise de Mme. Margaret Catley-Carlson à M. Richard Jolly. Mme. Catley-Carlson quitta sa fonction avec les cinq points d'attention suivant à l'adresse du secteur de l'eau et de l'assainissement:

Cinq points d'attention pour le secteur de l'eau et de l'assainissement

Une crise prévisible de l'approvisionnement en eau se dessine à l'horizon, d'autant plus que la population mondiale ne cesse de croître. Un appel général s'élève parmi les rangs du secteur de l'eau pour un plaidoyer plus efficace en faveur de mesures préventives.
Les femmes ont un rôle-clé à jouer dans l'utilisation durable et hygiénique de l'eau et dans l'assainissement de l'environnement. Ce rôle est sous-utilisé, on s'en rend compte de plus en plus.
L'assainissement est une question vitale, mais nous sommes encore loin du compte. Grâce à cette réunion, dans laquelle l'accent a été mis sur le problème de l'assainissement, nous avançons sur la bonne voie.
Le futur est centré dans les villes, le problème de l'assainissement aussi. Deux milliards de personnes ont migré vers les villes au cours de leur vie active.
La permanence des phénomènes de mondialisation, de privatisation et de décentralisation ne fait plus de doute. Nous pouvons les mettre à profit en nous tournant vers l'extérieur, en établissant des liens avec les collectivités et les usagers.

L'OMS et L'UNICEF s'accordent sur une stratégie commune

Selon les dernières statistiques de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), 1,2 milliards d'être humains dans le monde n'ont pas accès à une eau potable saine et 2,9 milliards ne disposent pas des moyens d'assainissement appropriés.

Pour combattre cette tendance, l'OMS et l'UNICEF ont adopté pour la première fois une stratégie opérationnelle commune, présentée aux membres du Comité mixte UNICEF/OMS des Directives sanitaires lors de leur réunion au Siège de l'OMS à Genève, les 19 et 20 mai.

Cette stratégie reconnaît que les efforts consentis pour améliorer l'eau et l'assainissement doivent être accrus. Le plan adopté comporte les points principaux suivants : délivrance par la communauté internationale de messages cohérents sur le développement de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement; approche commune pour aider les pays à concevoir et à mettre en place au niveau national des programmes durables d'approvisionnement en eau et d'assainissement; plaidoyer pour reconnaître que l'eau n'est pas seulement un bien économique mais aussi une ressource sanitaire et sociale.

Le Comité mixte des Directives sanitaires a convenu que "l'OMS et l'UNICEF devaient mettre l'accent sur l'assainissement et l'hygiène comme élément essentiel du développement humain et base fondamentale de la santé, dans le cadre de leur action commune dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement du milieu", mais il a noté que des plans et des actions spécifiques doivent être encore élaborés.

L'appui qu'apportent l'OMS et l'UNICEF aux programmes nationaux d'approvisionnement en eau et d'assainissement doit s'intégrer aux actions de ces deux organisations en faveur des systèmes de santé de district et le Comité a adopté un plan d'action sur deux ans destiné à encourager la construction de ces systèmes de soins de santé primaires.

Le Comité a défini les systèmes de santé de district comme étant suffisamment grands pour pouvoir fournir les éléments et les techniques nécessaires aux soins de santé primaires, mais suffisamment petits pour pouvoir être administrés de manière efficace et efficiente.

Dans leur plan d'action, l'OMS et l'UNICEF se sont accordés pour travailler au renforcement des systèmes de santé de district, pour diffuser l'information sur ces systèmes et pour défendre leur place dans la réforme du secteur sanitaire. Les activités prévues comprendront des analyses plus détaillées de la situation des soins de santé dans des pays sélectionnés, ainsi qu'un travail commun de l'OMS et de l'UNICEF pour aider des districts choisis à mettre en place des programmes novateurs dans des domaines comme la lutte contre le paludisme et la maternité sans risque. Le Comité a noté que la réduction de la mortalité maternelle pouvait, par exemple, servir d'indicateur à l'amélioration des résultats obtenus par les systèmes de santé de district.

"Les systèmes de santé de district... peuvent assurer à toutes les personnes un accès équitable aux services sanitaires et les engager davantage à s'occuper de leur santé et de leur bien-être", a déclaré le Dr Hiroshi Nakajima, Directeur-général de l'OMS.

Les Conseils exécutifs de l'OMS et de l'UNICEF ont commencé à collaborer dans les domaines communs de la politique sanitaire en 1948, à la suite d'une résolution de la première Assemblée mondiale de la Santé. La réunion des 19 et 20 mai était toutefois la dernière du Comité mixte des Directives sanitaires, qui sera désormais agrandi pour inclure le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et s'appellera Comité de Coordination OMS/UNICEF/FNUAP sur la Santé.

"Le nouveau Comité de Coordination sur la Santé sera un excellent moyen de se concentrer plus particulièrement sur la santé reproductive, la maternité sans risque et la santé de l'enfant, de l'adolescent et de la femme", a déclaré le Dr Nakajima, tandis que Mme Carol Bellamy, Directeur général, de l'UNICEF a ajouté que "nous devions redoubler d'efforts dans notre collaboration pour nous attaquer à ce problème qui est à la tête, ou du moins fait clairement partie, des situations sanitaires les plus négligées auxquels le monde en développement est confronté".

Lors de la cérémonie marquant la transition entre le Comité mixte OMS/UNICEF des Directives sanitaires et le nouvel organisme, M. Francois-Xavier Ngoubeyou, doyen du corps diplomatique à Genève et Représentant permanent du Cameroun auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des institutions spécialisées en Suisse, a noté que, dans les pays les moins avancés du monde, les problèmes liés à la grossesse provoquaient la mort de 1050 femmes sur 100,000, tandis que le chiffre correspondant est de 350 dans les autres pays en développement, et de 13 seulement dans les pays ayant des économies de marché développées.

Pour de plus amples informations, les journalistes peuvent prendre contact avec Gregory Hartl, Communication pour la santé et Relations publiques, OMS, Genève: tél. (41 22) 791 4458, télécopie (4122) 791 4858.

Un séminaire sur l'hygiène au Niger lance un appel

En constatant le fossé entre l'augmentation de la couverture en eau d'une part, et de l'amélioration de la santé de l'autre, le Ministères de l'Hydraulique et de l'Environnement et Le Ministère de la Santé ont voulu tirer profit des expériences sur le terrain pour concevoir une stratégie nationale visant à améliorer l'impact des programmes par l'intégration de l'hygiène et de l'assainissement dans les programmes d'hydraulique. A cette fin un séminaire national fut organisé au mois d'octobre 1997. l'IRC a contribué à faciliter ce "Séminaire national en matière d'hygiène et d'assainissement dans le cadre de l'hydraulique villageoise et semi-urbaine".
Le séminaire réunissaient des représentants des services départementaux et des programmes d'hydraulique au Niger, ainsi que des intervenants d'autres programmes de la sous-région. Plusieurs études de cas bien documentées furent présentées mettant en évidence la logique et les succès des programmes intégrés. Au Niger le PHV Dosso exécuté par la Direction Départementale d'Hydraulique en collaboration avec la Direction Départementale de la Santé a déjà une expérience considérable et des données de suivi pour démontrer l'impact sur la santé.

L'UNICEF (Mali) a contribué au succès du séminaire en présentant une analyse de plusieurs politiques nationales de la sous-région, tout en démontrant la nécessité d'accentuer encore plus l'hygiène et l'assainissement si l'on voulait assurer un meilleur impact. L'IRC a présenté une synthèse des connaissances actuelles sur le plan international, en mettant en évidence l'opportunité d'une approche "genre".

Les participants du séminaire national ont formulé toute une série de recommandations, dont l'accélération du processus d'élaboration et d'adoption d'une politique nationale en matière d'hygiène et d'assainissement, et l'accentuation des plaidoyers à l'endroit des décideurs politiques sur la formation, l'information des cadres, l'éducation et la sensibilisation des populations en vue de la promotion des programmes d'hygiène et d'assainissement. Ils ont également identifié des priorités d'action. A la suite du séminaire les actions suivantes étaient notamment prévues:

- Développement d'un guide méthodologique pour la conception conjointe de programmes intégrés;
- Rapport de synthèse du séminaire national
- Intégration d'un volet hygiène et assainissement dans les programmes d'hydraulique villageoise et semi-urbaine existants;
- Développement d'un protocole d'accord "type" permettant de définir le partenariat entre les services aux niveaux locaux;
- Développement d'un plan de formation à faible coût;
- Développement des indicateurs de performance et des critères de couverture en matière d'hygiène et d'assainissement;

Elaboration d'un guide pratique de terrain dans le cadre des programmes intégrés du secteur eau et assainissement.

APPEL DE HAMDALLAYE

Considérant que les maladies liées à l'eau et l'assainissement figurent parmi les premières causes de morbidité et de mortalité au Niger.

Considérant l'impact favorable des interventions en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement sur la réduction de l'incidence des maladies d'origine hydro-fécale.

Constatant le taux très élevé de mortalité des moins de 5 ans au Niger (318 %), le taux de couverture en eau potable en milieu rural de 52% et le taux de couverture très faible en assainissement de 15% pour l'ensemble du pays et 4% pour le milieu rural.

Compte tenu des expériences et des résultats très encourageants des programmes d'hydraulique villageoise au Niger ayant intégré l'hygiène et l'assainissement, et des expériences similaires positives dans les autres pays de la sous-région.

Compte tenu de l'insuffisance du cadre institutionnel et réglementaire pour la mise en oeuvre plus efficace des programmes d'hygiène et d'assainissement.

Nous, participants au Séminaire tenu à Hamdallaye du 13 au 17 octobre sur l'intégration de l'hygiène et l'assainissement dans les programmes d'hydraulique villageoise et semi-urbaine,

- lançons un appel au Gouvernement et à ses partenaires en matière de développement, notamment les agences multilatérales et bilatérales, afin qu'ils accordent une plus grande priorité à la mobilisation de fonds suffisants pour le financement du secteur de l'eau et de l'assainissement, et en particulier pour l'hygiène et l'assainissement.
- recommandons l'intégration effective et systématique de l'hygiène et l'assainissement aux programmes d'hydraulique villageoise et semi-urbaine en cours et futurs.
- lançons un appel au Gouvernement et aux intervenants du secteur afin d'établir des rapports de partenariat pour une meilleure complémentarité et coordination des efforts pour améliorer l'efficacité des interventions et garantir un meilleur impact.
- lançons un appel au Gouvernement afin qu'il oeuvre pour la mise en place d'une politique nationale en matière d'hygiène et d'assainissement.

Le séminaire a souligné avec force la nécessité d'un changement des attitudes et comportements et lance un appel

- au gouvernement et à ses partenaires en matière de développement pour qu'ils créent les conditions favorables (adoption d'un cadre réglementaire et institutionnel, renforcement des compétences, plaidoyer ...) à un changement des attitudes et comportements permettant une intégration de l'hygiène et de l'assainissement aux programmes d'hydraulique villageoise et semiurbaine.
- aux techniciens de terrain afin qu'ils adoptent des attitudes positives et mettent en oeuvre des méthodes et des approches participatives permettant d'assurer la pérennité des services d'eau, d'hygiène et d'assainissement.

Fait à Hamdallaye, le 17 Octobre 1997
Le séminaire

IRC VOUS SOUHAITE UNE ANNÉE 1998 PLEINE DE SANTÉ ET DE BONHEUR

Evénements prochains

Gestion de la maintenance pour l'eau et l'assainissement en milieu rural Stage de formation de courte durée : du 9 au 27 mars 1998 à Ouagadougou, Burkina Faso

Ce stage porte sur le thème de la gestion de la maintenance pour l'eau et l'assainissement en milieu rural. Il offre l'atout de combiner l'expertise complémentaire de l'IRC, l'IPD/AOS, l'EIER et l'ESTHER en matière de formation, gestion et hydraulique rurale.

Objectifs du stage :

- sensibiliser à la prise en compte des contraintes et besoins de la maintenance au niveau d'un programme
- identifier les stratégies pour assurer la maintenance des équipements d'une façon durable
- présenter un ensemble d'outils, de méthodes et d'expériences relatifs à la maintenance
- développer un cadre d'information pour la gestion et des indicateurs de suivi
- se familiariser avec des nouvelles méthodes de gestion et de planification
- développer un plan d'action individuel ou de groupe

Ce stage s'adresse à une vingtaine de ressortissants des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre francophones, cadres, ingénieurs, techniciens supérieurs, travaillant dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, et responsables de la planification ou de la mise en place d'un système de maintenance, ou spécialiste de la planification du développement communautaire.

Pour plus amples d'informations, prière de contacter:
Mr. Claude CHOCHON, Chef Centre de Formation Continue ETSHER-EIER CEFOC
01 B.P. 594 tel: (226) 31.92.18/31.92.25
Ouagadougou 01, Burkina Faso fax: (226) 31.92.26

Conférence Internationale "Eau et Développement Durable", Paris, France, 19 au 21 mars 1998.

Lors de la session extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies en juin 1997, le Président de la République française a proposé de recevoir en France, une conférence internationale réunissant les acteurs de la politique de l'eau, avec pour objectif de contribuer concrètement à l'élaboration des stratégies nécessaires pour l'amélioration de la protection et de la gestion des ressources en eau. Cette Conférence aura lieu à Paris du 19 au 21 mars 1998.

Y participeront les acteurs de la politique de l'eau des 80 pays membres de la Commission du Développement Durable: ministres et hauts responsables des administrations en charge de la gestion de l'eau, représentants de la société civile et des institutions financières et organisations internationales : Banque Mondiale, Conseil Mondial de l'Eau, Global Water Partnership. Les travaux porteront sur trois thèmes :

- Améliorer la connaissance de la ressource en eau;
- Favoriser le développement de nouvelles capacités institutionnelles;
- Optimiser la gestion de l'eau par l'élaboration de stratégies nationales et la mobilisation de moyens financiers appropriés.

La Conférence s'inscrit dans le processus de préparation des travaux de la 6ème session de la Commission du Développement Durable (20 avril-1er mai, New-York), en articulation avec les réunions préparatoires de Cape Town (Afrique du Sud, 8-10 décembre) et Hararé (Zimbabwe, 28-31 janvier).

Pour plus d'information s'adresser à:
Secrétariat Général de la Conférence : Centre des Conférences Internationales
19, Avenue Kléber - 75 016 Paris, France
Site Internet de la Conférence : http: // www. eaudd.com

Nouvelles Publications

La gestion et la maintenance des petits réseaux AEP au Sénégal par Bruno Valfrey. Association Française des Volontaires du Progrès, Janvier 1996, 47 pp.

Le Sénégal dispose d'une nombre important de petits réseaux AEP en milieu rural -environ 700 ajourd'hui - pour la plupart mis en place à partir de la fin des années 1970. La gestion de ces ouvrages a été confiée à des Comités de Gestion villageois. La maintenance de ce patrimoine est assurée exclusivement par une structure dépendent du Ministère de l'Hydraulique.

Confronté à une conjoncture économique très difficile, l'Etat se désengage de plus en plus de la gestion et la maintenance de ces réseaux, transférant progressivement une part toujours plus importante des coûts récurrents aux Comités de Gestion. Cependant, de nombreux facteurs de blocage entravent l'exploitation optimale de ce patrimoine: flou dans les futures orientations de la politique nationale, et flou juridique; vétusté et sur-dimensionnement de certains ouvrages, qui ne sont pas rentables; manque de formation et de responsabilisation des Comités de Gestion, notamment dans la maîtrise des outils économiques et comptables; centralisation et étatisation excessive des activités de maintenance, qui empêche l'émergence d'opérateurs privés.

Cette étude, après avoir dressé un état des lieux de la situation, et analysé l'expérience pionnière menée par Caritas dans la région de Kaolack, fait le bilan des facteurs de blocage, et propose des recommandations concernant la définition de nouveaux projets, l'appui aux Comités de Gestion, la définition d'une nouvelle clé de répartition des coûts récurrents entre l'Etat et les usagers, la création d'une filière de maintenance plus souple.

Pour de plus amples information, prière de contracter:
Mr. Bernard COLLIGNON
Association Française des Volontaires du Progrès
BP 207, 91311 Montlhery Cedex Tel: +33 1 69 01 10 95
France Fax: +33 1 69 80 75 34

RÉDACTION	NICOLETTE WILDEBOER
MISE EN PAGE:	LAUREN HOUTTUIN
AVEC CONTRIBUTIONS DE:	TEUN BASTEMEIJER, IRC
	DICK DE JONG, IRC
TRADUCTION:	SOPHIE WELSING
IMPRIMÉE PAR:	PALLAS OFFSET BV
DISTRIBUÉE PAR:	EURO MAIL BV

FAITS NOUVEAUX

Perspectives dans le domaine eau, assainissement et environnement

DANS CE NUMÉRO:
- L'ASSOCIATION DES FEMMES DU VIÊT-NAM PREND UNE INITIATIVE DE COMMUNICATION
- L'EAU SOUTERRAINE - UNE RESSOURCE INVISIBLE EN DANGER
- COMMUNICATION THÉÂTRALE
- DE L'EAU POUR TOUS ET TOUS POUR L'EAU
- POINTS CLEF POUR LA PLANIFICATION/L'ÉVALUATION DES OUTILS/MÉTHODES DE COMMUNICATION

NUMÉRO 246, AVRIL 1998

L'Association des Femmes du Viêt-nam prend une Initiative de communication

Quatre-vingt pour cent de la population de la République socialiste du Viêt-nam habite en milieu rural. Le taux de couverture en eau potable provenant de sources améliorées est de 47% dans les zones rurales, et de 53% en zones urbaines. Le taux de couverture en assainissement en milieu rural ne dépasse pas les 23%. Les sources d'eau sont très diverses quant à leur type et la qualité de leur eau. Dans les régions montagneuses, les systèmes d'écoulement par gravité prévalent, alors que dans les plaines, on trouve surtout des puits creusés ou des forages avec des bornes fontaines ou des embranchements domestiques. Le captage de l'eau de pluie est courant dans les zones à fortes précipitations. Dans certaines régions côtières l'intrusion d'eau salée rend l'eau des puits saumâtre. Ailleurs, la concentration en fer de l'eau pousse les habitants à rechercher d'autres sources pour leur eau potable. L'eau des rivières et des étangs est également une source importante pour l'usage domestique, et même parfois pour l'eau potable.

Au cours de ces vingt dernières années, le gouvernement du Viêt-nam a mis sur pied des programmes de construction de latrines domestiques, d'une portée considérable. Cependant, dans certaines régions, les pratiques hygiéniques et la qualité des installations sanitaires sont toujours très inégales, tant du point de vue de la couverture que de la technologie. En outre, de nombreuses installations sont exploitées à des fins économiques. On trouve par exemple dans le nord du pays des latrines simples permettant de récupérer les excréments frais pour les utiliser comme engrais sur les champs. Dans le sud du pays, du poisson en provenance d'étangs à poisson-latrines est vendu sur les marchés, et dans certains endroits, on peut même acheter des excréments humains.

En plus de leurs avantages économiques, ces latrines génèrent évidemment de graves dangers pour la santé. Les mauvaises conditions hygiéniques d'un grand nombre de ces latrines, ainsi que la pollution des environs et de l'eau superficielle et souterraine, provoquée par l'application d'excréments frais, sont la cause d'une forte prévalence d'infections d'origine bactériologique ou parasitaire. Le fait que des pratiques hygiéniques personnelles, telles que le lavage des mains, soient encore trop peu répandues, ne fait qu'exacerber la morbidité.

Afin d'étendre l'accès à des installations d'eau et d'assainissement améliorées, le gouvernement du Viêt-nam a mis en oeuvre des moyens considérables: recherche, construction d'installations, aide à plans de crédit. Les principaux acteurs sont le Centre pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement en milieu rural, qui dépend du ministère de l'Agriculture et du Développement rural (surtout eau en zones rurales), le ministère de la Construction (surtout urbain), le ministère de la Santé (assainissement rural) et l'Association des femmes du Viêt-nam.

L'Association des femmes s'engage pour un changement des comportements

Il ne suffit pas de constater la nécessité de l'utilisation et de la maintenance des installations sanitaires, encore faut-il donner aux communautés les moyens de les maintenir et de les utiliser à bon escient. Pour cela il faut mener des campagnes de mobilisation et d'éducation à l'hygiène.

L'Association des femmes du Viêt-nam, l'organisation populaire la plus active du pays, ayant des cadres et des adhérents aux échelons communal, du district, provincial et national, est l'un des partenaires principaux des organismes gouvernementaux. Son rôle, en bref, est d'inciter les habitants à changer leurs comportements grâce à la mobilisation et à l'éducation à l'hygiène. Des comités d'habitants ont été constitués pour assurer la coordination entre les différents organismes aux différents échelons administratifs, et pour encourager les villageois à appliquer et à maintenir des pratiques hygiéniques.

Les modèles et les méthodes de communication utilisés étaient adaptés à la transmission de messages comportementaux émanant d'un niveau central pour être diffusés au niveau des communes et des ménages. Les messages étaient transmis par radio, par haut-parleurs, dans des réunions communautaires, et au cours de visites à domicile par des animateurs villageois. Les réunions mensuelles de groupes de femmes organisées par les animateurs sont également un bon support de communication.

Malgré tous ces efforts, les changements de comportements visés ne se sont pas produits dans la mesure et à l'échelle escomptées, ni du point de vue de la maintenance, ni de la gestion, ni de l'utilisation appropriée

des installations. Il a fallu se rendre à l'évidence que la méthode de plannification et de mise en oeuvre centralisée, qui a fait ses preuves dans d'autres domaines de développement, n'était pas efficace pour la mobilisation et l'éducation à l'hygiène visant des changements de comportement non directement liés, ou même néfastes, à un avantage économique.

Formation participative pour les animateurs

En considération de l'efficacité limitée de certaines activités clef menées à ce jour, l'Association des femmes du Viêt-nam a décidé d'essayer de résoudre ce problème de communication en demandant l'assistance de l'UNICEF pour la traduction d'un précis d'outils participatifs[1] en vietnamien. Ce précis contient des descriptions d'outils pour former les animateurs villageois à appliquer des méthodes de communication à double sens. On y trouve également des outils participatifs que les animateurs peuvent utiliser pour travailler avec des groupes de villageois (dont dresser des cartes, trier, classer).

Or, il ne suffit pas de disposer d'outils participatifs, il faut apprendre à les utiliser. Le meilleur moyen est celui de l'apprentissage par la pratique, où les leçons sont associées à des situations de la vie courante afin de stimuler l'utilisation engagée des outils pour une meilleure communication.

A la demande de l'Association des femmes du Viêt-nam, l'IRC a dirigé un atelier pour le personnel à l'échelon provincial responsable de la formation des animateurs villageois de leur province. Les participants à l'atelier ont pu se familiariser avec les principes de base des méthodes et des outils participatifs. Avec ces connaissances, ils ont fait des exercices d'application des outils. A partir de là ils pourront à leur tour former les animateurs villageois. Au cours de l'atelier, une annexe au précis a été rédigée, soulignant certains aspects importants de l'apprentissage, indiquant les pièges à éviter et faisant des propositions pour améliorer la communication grâce aux outils participatifs.

Une dernière remarque: des nouvelles façons de communiquer, et donc d'écouter les membres des communautés, d'écouter leurs idées, leur savoir et leurs préoccupations, doivent être appuyées par un environnement administratif et politique favorable. Par conséquent, les ateliers de formation et de plannification devraient être tenus non seulement pour les agents sur le terrain, mais aussi pour les administrateurs et les politiciens.

L'eau souterraine - une ressource invisible en danger

La sixième **Journée mondiale de l'eau**, s'est déroulée le 22 mars 1998.

Trois points faibles dans la gestion de l'eau souterraine, qui ont des conséquences graves pour le développement durable, ont poussé les Nations unies à choisir comme thème pour 1998 "L'eau souterraine - une ressource invisible en danger":

- La dégradation accélérée des systèmes d'eau souterraine, dûe à la pollution des nappes aquifères.
- Le peu de cas que font les professionnels et le public de l'utilisation durable et de l'importance économique des ressources en eau souterraine en général.
- Les conséquences économiques d'une mauvaise gestion de l'offre et de la demande de l'eau souterraine.

Presque la moitié de la population mondiale dépend de ressources en eau souterraine pour leur approvisionnement en eau potable et en eau pour d'autres usages. En Inde pratiquement 50% des terres cultivées sont irriguées avec de l'eau souterraine. Près de 80% de la population rurale du monde est approvisionnée en eau potable grâce aux nappes aquifères à l'abri des pollutions de surface.

Trois données constituaient les prémisses de cette Journée mondiale de l'eau:

- En général, l'importance de l'eau souterraine n'est pas reconnue; en fait, on croit qu'elle "coule de source". Cependant, si tout l'approvisionnement en eau du monde serait basée sur l'eau de surface traitée, sont coût serait 20 fois plus élevé. L'eau souterraine est abordable et disponible pour les communautés qui savent la gérer.
- La protection de l'eau souterraine des pollutions, en particulier de la contamination biologique, deviendra critique dans les années à venir, à cause du problème croissant du manque d'assainissement adéquat. La promotion de l'assainissement de l'environnement doit aller de pair avec le contrôle et la protection de la qualité de l'eau souterraine.

Les utilisations rivalisantes de l'eau souterraine, per exemple eau potable pour les ménages, irrigation pour les paysans ou l'eau pour les villes, ne peuvent être gérées sans dialogues entre les différentes parties concernées.

Communication théâtrale

Une des conclusions les plus frappantes d'une étude d'impact interne sur les composantes d'éducation à l'hygiène d'un projet d'eau et d'assainissement en cours en Afrique, était que le théâtre "participatif" renforce les effets de l'éducation à l'hygiène. L'étude était menée par une ONG, l'AMREF (African Medical Research Foundation), 6 mois après la réalisation d'une étude pilote sur le Théâtre pour le développement.

Cette étude pilote a été faite par le Rural Domestic Water Supply and Sanitation Programme II (RDWSSP II) (Programme d'eau et d'assainissement domestique en milieu rural) dans la province du Nyanza au Kenya, afin d'appuyer le volet éducation à l'hygiène du programme. L'étude était conçue de manière à pouvoir analyser l'utilité et la rentabilité du théâtre en tant qu'agent novateur sur cet aspect important du programme. L'étude pilote était axée sur les dix thèmes qui constituent l'essentiel de la formation à l'hygiène du RDWSSP, ainsi que sur la responsabilité de la collectivité de son propre développement.

Dès le début de l'étude sur le théâtre pour le développement, il était clair que, en partant de l'objectif

[1] Narayan, D. and Srinivasan, L. (1994). Participatory Development Tool Kit; Training Materials for Agencies and Communities

du RDWSSP - 250 communes cibles par an distribuées dans 6 districts - il serait impossible d'un point de vue financier et logistique de faire visiter chaque communauté par une troupe de théâtre. Cependant, l'étude pilote ne dévia pas de son but qui était de savoir si la notion de théâtre pour le développement serait réalisable et s'il y avait des moyens de contourner le problème d'une production de théâtre complexe dans chaque commune.

Résultats et impact de l'étude sur le théâtre

L'étude montra entre autre que l'un des effets des représentations de théâtre était de changer les raisons pour lesquelles les villageois modifiaient leurs comportements hygiéniques. Ces raisons avaient surtout rapport à l'interaction sociale avec les autres membres de la communauté.

En outre, de toute évidence les spectateurs s'amusaient beaucoup bien pendant la représentation et avaient tendance à vouloir participer activement à l'action. Ils s'identifiaient aisément avec les situations dépeintes dans les scènes, les poèmes, les chansons et les mimiques.

L'étude pilote ne permit pas de prévoir si les changements de comportements et d'attitudes seraient permanents. En revanche, pendant l'évaluation d'impact effectuée par l'AMREF six mois plus tard, on a pu observer un plus grand nombre de changements de comportements hygiéniques positifs dans les communes visitées par les troupes de théâtre que dans celles non visitées.
Or cette évaluation n'avait pas été orientée sur la composante théâtre, mais sur l'éducation à l'hygiène en général, qui fait aussi appel à toute une série d'autres procédés. En conséquence, les résultats de l'évaluation n'ont qu'une signification limitée en ce qui concerne la méthode théâtre.

Contraintes

En ce qui concerne le fond et la forme des représentations, ils étaient efficaces et appropriés, et le professionnalisme ne laissait rien à désirer. C'était sur le plan du coût et de la logistique que se situaient les difficultés. Le coût par spectateur était d'environ 42 Shillings du Kenya (environ 1,50 dollars), ce qui n'est pas beaucoup comparé au prix d'un billet de théâtre en Occident, mais pour la plupart des villageois, qui vivent d'un maigre revenu, ce montant est encore trop élevé.

Le but du RDWSSP II est d'aider 250 communautés par an, mais même 100 ou 50 représentent déjà des difficultés organisationnelles considérables. Une des troupes de théâtre proposa de donner les représentations pendant la saison sèche, quand il y a peu de travail aux champs. Les jours de marché, les fêtes et les congés sont à éviter. Un simple calcul montra que le nombre de jours possibles était très limité et qu'il faudrait faire appel à plusieurs troupes pour faire la tournée de toutes les communautés du programme.

Options

En considération des possibilités et des contraintes du RDWSSP d'une part, et des résultats de l'étude pilote sur le théâtre d'autre part, l'intégration d'une composante théâtre dans des projets en cours dans les écoles et autres institutions, semble une bonne option.

Par ailleurs, un atelier dirigé par des acteurs professionnels a été suivi par quelques membres du personnel du programme afin qu'ils puissent mieux promouvoir l'usage du théâtre par des enseignants, des associations de femmes et de jeunes, ou les membres d'autres institutions villageoises. Dans cet atelier, on avait intégré les observations faites au cours de l'étude pilote sur les types de représentation et les techniques qui marchaient le mieux dans les différents cas. Les conclusions de l'étude d'impact AMREF ont conforté le RDWSSP dans sa volonté d'augmenter l'usage de toutes sortes de techniques dramaturgiques à toutes les étapes du programme: la plannification, l'éducation à l'hygiène, le suivi et l'évaluation.

Les expériences faites dans l'ouest du Kenya ont été décrites dans le livre intitulé Drama and Theatre: communication and development: experiences in Western Kenya. Il a été publié par Loukie Levert et Opiyo Mumma (1995), et peut être obtenu auprès du Kenya Drama/Theatre and Education Association (KDEA), PO Box 39374, Nairobi, Kenya.
Tel: +254-(0)2-334244, ext 28081 Fax: +254-(0)2-562170.

Pour plus de renseignements sur le projet théâtre décrit ci-dessus, adressez-vous à:
Mrs. Loukie Levert Tel/Fax 31-70-3507271
Communications Consultant E-Mail: loukielevert@wxs.nl
Van Boetzelaerlaan 184, La Haye, Pays-Bas

De l'eau pour tous et tous pour l'eau

"De l'eau pour tous et tous pour l'eau". C'est avec ce cri d'appel que M. Habito, le Président de la Commission du Développement Durable, clôtura la Conférence Internationale Eau et Développement Durable qui s'est tenue à Paris du 19 au 21 mars dernier. Son appel à une action accélérée s'inscrit dans le débat qui sera à l'ordre du jour pendant la 6ème session de la Commission du Développement Durable (CSD) qui se tiendra du 20 avril au 1er mai 1998 à New York. "De l'eau pour tous" appelle à l'accès pour tous à de l'eau potable et à l'assainissement. "Tous pour l'eau" invite toutes les parties concernées et les partenariats à se mobiliser pour atteindre cet objectif.

La conférence fut ouverte par le Président de la République française M. Chirac, et clôturé par le Premier Ministre M. Jospin, ce qui montre bien l'importance accordée par le gouvernement français au problème de l'eau douce.

Dans leur déclaration finale, les ministres se montrent préoccupés du fait "qu'un quart de la population mondiale n'a toujours pas accès à l'eau potable, que plus de la moitié de l'humanité ne bénéficie pas d'un assainissement satisfaisant des eaux, que la mauvaise qualité de l'eau et le manque d'hygiène sont parmi les principales causes de maladies et de décès, et que la pénurie d'eau, les inondations et la sécheresse, la pauvreté, la pollution, le traitement inadéquat des déchets et l'absence d'infrastructures font peser de sérieuses menaces sur le développement économique et social, la santé humaine, la sécurité alimentaire mondiale et l'environnement".

Ils soulignent également "que l'eau douce est un élément aussi essentiel au développement durable qu'à la vie et que l'eau possède des dimensions sociales, économiques et

environnementales qui sont interdépendantes et complémentaires, et appellent la communauté internationale, les pouvoirs publics à tous les niveaux et la société civile à faire de l'accès pour tous à l'eau potable et à l'assainissement une priorité".

Dans son discours de clôture, M. Jospin exprima son approbation au fait que l'eau ne soit plus considérée comme un don du ciel, et donc gratuit. Cependant, "cette approche économique ne doit pas être confondue avec une vision commerciale. L'eau n'est pas un produit comme les autres et ne peut entrer dans une pure logique de marché régulé seulement par le jeu de l'offre et de la demande. Un équilibre est à trouver en fonction des capacités contributives de chaque catégorie d'usagers, du coût économique et aussi social de sa participation à l'action commune, et des options politiques qu'il appartient à chaque Etat de retenir au titre de ce qu'il considère comme ses intérêts prioritaires".

Interrogé à la conférence de presse finale sur ce sujet, et sur la manière dont la Conférence de Paris envisageait de tenir compte des pauvres dans les pays en développement, M. Habito répondit que le secteur privé et la société civile ont un rôle de plus en plus important à remplir dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement. Il souligna également que l'eau a un prix, mais que celui-ci n'est pas le même pour tous le monde. Des tarifs différenciés et des subventions croisées prélevées sur les tarifs demandés aux personnes plus aisées, sont des mesures qui restent nécessaires pour aider ceux qui ne sont pas en mesure de payer le tarif plein. Il faudra aussi demander aux paysans de payer le coût réel de l'eau utilisée pour l'irrigation, a ajouté M. Habito.

La conférence a défini trois zones d'actions prioritaires à mettre en oeuvre au niveau national:
- favoriser une approche intégrée de tous les aspects du développement, de la gestion et de la protection des ressources en eau,
- mobiliser des ressources financières publiques et privées adéquates,
- améliorer les connaissances, la formation et l'échange d'informations.

RÉDACTION	NICOLETTE WILDEBOER
MISE EN PAGE:	LAUREN HOUTTUIN
AVEC CONTRIBUTIONS DE:	LOUKIE LEVERT, LA HAYE
	EVELINE BOLT, IRC
	DICK DE JONG, IRC
TRADUCTION:	SOPHIE WELSING
IMPRIMÉE PAR:	PALLAS OFFSET BV
DISTRIBUÉE PAR:	EURO MAIL BV

Points clef pour la planification/l'évaluation des outils/méthodes de communication

Lors de la plannification des outils et des méthodes de communication à utiliser, il faut tenir compte de toute une série d'aspects qui sont essentiels à l'efficacité de l'intervention. Voici une liste de contrôle pour les outils utilisés dans les programmes de communication pour le plaidoyer de l'IRC. Elle s'est avérée utile pour les participants des stages de formation courts.

Titre: ..... date d'exécution: .....

Format: ..... agence: .....

1. Objectifs clef (quels problèmes sont traités et pour qui)?
   .....
2. Quelle est l'audience ciblée, le nombre et le niveau?
   ☐ primaire ☐ secondaire
   ☐ individu ☐ famille ☐ communauté ☐ district ☐ région ☐ national ☐ international
3. Le matériel est-il: ☐ promotionnel ☐ instructif ☐ motivationnel?
4. Est-ce-que le contexte éducationnel, socio-culturel et de communication de l'audience a été analysé?
   ☐ oui ☐ non
5. Fréquence d'utilisation prévue? .....
6. Le matériel : ☐ est utilisé seul ☐ fait partie d'un processus de communication
7. Est-ce-que le matériel a été testé auparavant? ☐ oui ☐ non
   Si oui, les changements ont-ils été incorporés à la version finale? .....
8. Pourquoi cette méthode a-t-elle été choisie? .....
9. Est-ce-que le personnel utilisant la méthode/l'outil a été formé à la communication? ☐ oui ☐ non
10. Nombre d'exemplaires produits .....
11. Coûts .....
12. Autres méthodes de communication de soutien utilisées?.....
13. Est-ce-que l'évaluation de l'impact a été prévue, effectuée et incorporée? ☐ oui ☐ non

Les réactions sur cette liste de contrôle sont les bienvenues et peuvent être envoyées à Dick de Jong (jong@irc.nl)

IRC
Centre International de l'Eau et de l'Assainissement

B.P. 93190, 2509 AD La Haye, Pays-Bas
Tél.: +31-70-306 89 30, Fax: +31-70-358 99 64,
e-mail: general@irc.nl
Ce Faits Nouv'eaux est publié sur papier recyclé et non chloré

FAITS NOUVEAUX

Perspectives dans le domaine eau, assainissement et environnement

DANS CE NUMÉRO:
- OUGANDA : LE SUIVI PRIS EN CHARGE PAR LA COMMUNAUTÉ
- LE SUIVI DANS LE SECTEUR DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT : UNE COOPÉRATION ENTRE L'UNICEF, L'OMS ET LE CCEA
- LA RESTRUCTURATION D'UNE SOCIÉTÉ D'EAU: RÉSULTATS INTERMÉDIAIRES SATISFAISANTS
- NOUVELLES PUBLICATIONS
- EVÉNEMENTS PROCHAINS

NUMÉRO 247, AOÛT 1998

Ouganda : le suivi pris en charge par la communauté

Au cours des trois dernières années, l'IRC a mis au point des outils pratiques permettant aux acteurs à tous les niveaux de développer leur propre système de suivi. Ces systèmes les aideront à prendre les mesures nécessaires à résoudre leurs problèmes. Ainsi ils auront une influence positive directe sur les performances à court terme de leur projet.

Le texte qui suit a été tiré d'une fiche d'information intitulée "Success, success!", datant de janvier 1998. Elle traite d'un programme de suivi communautaire mis sur pied par le Small Towns Water and Sanitation Project (STWSP) (projet d'eau et d'assainissement des petits centres) en Ouganda, à la suite d'un atelier organisé par IDA/Direction de l'eau du ministère des ressources naturelles. L'atelier a été organisé et dirigé par l'IRC et soutenu par le PNUD/Banque mondiale RWSG, Combine Consultants et NETWAS.

Le projet d'eau et d'assainissement des petits centres touche onze petites communautés et la zone périurbaine de Jinja-Njeru. Il comporte les volets suivants:
1. l'approvisionnement en eau, soit par adduction, par collecte au puits, ou par système de captage à la source,
2. l'hygiène de l'environnement,
3. l'éducation à l'hygiène,
4. la participation communautaire au niveau de la planification, de la mise en oeuvre, et du fonctionnement et de la maintenance des installations,
5. le renforcement du cadre institutionnel et des capacités.

C'est le premier grand projet d'eau en Ouganda dans lequel les utilisateurs des installations et les autorités locales jouent un rôle décisif lors de la planification et de la mise en oeuvre et surtout s'approprient leurs services de base. Le but du projet est non seulement la mise en oeuvre pratique de l'approvisionnement en eau proprement dit, mais aussi de réaliser des améliorations dans le domaine de la santé et du développement économique.

Afin d'encourager l'engagement actif de la collectivité dans le projet, la direction de l'eau préconise l'application de stratégies de suivi qui entraînent directement des actions correctrices. Le suivi sert à résoudre les problèmes et à exploiter les occasions opportunes, et au résultat final, à améliorer la performance du projet à court terme. Toutes les parties prenantes sont appelées à collecter et à analyser les informations et à agir en conséquence.

Dans l'approche de suivi systématique prôné par le STWSP, ce sont les collectivités - hommes, femmes, enfants, autorités locales, groupements d'intérêt spécial - qui deviennent les responsables et les gestionnaires des activités. Il s'agit souvent simplement d' "observer", de "contrôler", de "mesurer", d'AGIR" à la suite d'informations "si quelque chose ne va pas" et de soumettre le problème au niveau approprié où des mesures opportunes pourront être prises. Il est nécessaire d'établir des liaisons verticales permettant un flux d'information à double sens entre les communautés, les membres des comités, les autorités municipales, les autorités régionales, et la direction de l'eau, afin que les données sur les activités de suivi peuvent être introduites dans le Système intégré d'information. De cette façon tous les intéressés à tous les niveaux participent au suivi du projet. Cette nouvelle approche tient compte des capacités existantes des communautés à gérer eux-même les problèmes courants d'approvisionnement en eau, mieux que ne pourrait le faire des "agents de suivi" externes. Chaque acteur a donc intérêt à s'occuper des informations pertinentes au niveau qui le concerne directement, plutôt que de laisser le personnel du projet collecter et analyser les données. Grâce à cette approche de suivi communautaire, la fiabilité, l'efficacité et la durabilité des effets bénéfiques du projet seront accrues.

L'atelier a démontré que les membres de la collectivité se sentent extrêmement concerné par le suivi de leur propre travail. Les participants, parmi lesquels des membres des groupes d'usagers, des comités d'eau et d'assainissement, des conseils municipaux, des conseil régionaux, des consultants et des fonctionnaires du niveau national, préparèrent des plans de suivi simples et adaptés à chaque collectivité, et sélectionnèrent des indicateurs de suivi qu'ils utilisent actuellement comme une partie intégrante de leurs activités quotidiennes.

Parmi les éléments faisant l'objet d'un suivi en ce moment, on compte:
- l'acheminement et le stockage de l'eau est "salubre" - les récipients utilisés sont "propres";
- la quantité d'eau utilisée est "suffisante" - si la moyenne utilisée par personne n'atteint pas les 20 litres par jour, pourquoi, et comment augmenter la consommation?

- une "bonne" hygiène: différents indicateurs ont été définis selon les types de comportements rencontrés dans les communautés;
- la participation des femmes dans la prise de décision est "efficace": ici aussi différents indicateurs sont utilisés dans différentes communautés, par exemple, un certain nombre de femmes ont été "d'accord" pour sélectionner le site; des questions soulevées par des femmes ont entraîné des "actions" du comité; des femmes membre du comité possèdent les "qualités requises" et "influencent activement" la prise de décision.

Le STWSP a lancé un ambitieux programme de suivi autogéré à tous les niveaux. Au cours des ateliers, parmi les participants, il n'y avait pas que les "professionnels" qui se sont montrés très positifs quant à l'approche pratique de la planification du suivi. En effet, les participants membres de comités d'eau ont même proposés des plans plus simples et plus pratiques encore. Il sera très intéressant de voir comment les outils et systèmes de suivi mis au point seront appliqués par les comités, le personnel local et national de la direction de l'eau. Nous espérons vous tenir au courant des leçons tirées de ce projet en temps voulu.

Pour plus de renseignements veuillez vous adresser à:
Mr. Ephraim Kisembo, Small Towns Water and Sanitation Project IDA/DWD
P.O.Box 20026 e-mail: ekisembo@imul.com
ou Marc Vézina, IRC e-mail: vezina@irc.nl

Le suivi dans le secteur de l'eau et de l'assainissement : une coopération entre l'UNICEF, l'OMS et le CCEA

Traditionnellement, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) ont été à l'origine de nombreux programmes et initiatives dans le domaine du suivi de projets d'eau et d'assainissement. Ce mouvement a reçu une vigoureuse impulsion avec la décennie internationale de l'approvisionnement en eau potable et de l'assainissement (1981-1990), qui fut lancée à l'instigation de la Conférence des Nations unies sur l'eau tenue à Mar del Plata, en Argentine, en 1977. Le plan d'action de Mar del Plata recommande que les gouvernements "développent des programmes et des plans pour l'approvisionnement en eau et pour l'assainissement des collectivités à l'échelon national, et définissent des jalons intermédiaires qui correspondent aux étapes et objectifs du planning de développement socio-économique visant en priorité les couches de la population les plus démunies". La résolution II de la conférence recommande que "les politiques et les plans de développement nationals concourent en priorité à l'approvisionnement en eau potable pour toute la population et à l'évacuation finale des eaux usées".

Le résultat de ces recommandations a été d'établir, au cours de la décennie de l'eau, la pratique du suivi des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement de façon courante. L'OMS reçu pour tâche, conjointement avec d'autres agences des Nations unies, dont l'UNICEF, d'étendre ses activités de suivi et de faire le point sur le progrès et la situation de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement des collectivités pendant la décennie.

Au cours des dernières années, des progrès considérables ont été faits dans le domaine du suivi dans le secteur de l'eau. Cependant, les changements qui vont bon train dans le secteur, les nouvelles approches, et des acteurs et des rôles différents aux niveaux global, régional et national, exigent une conception innovatrice du suivi qui devrait tabler sur les expériences du passé tout en comblant les lacunes des approches précédentes. Le Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement (CCEA) a établi un groupe de travail sur le suivi qui travaillera en étroite collaboration avec l'OMS, l'UNICEF et d'autres organisations qui seraient intéressées par le sujet.

La nécessité de renforcer les programmes de suivi aux niveaux national et mondial, et de stimuler la participation d'agences et d'ONG multilatérales et bilatérales est unanimement reconnue. L'OMS et l'UNICEF se proposent, avec la collaboration du CCEA, de réaliser les objectifs suivants pour la fin de l'an 2000:

- la continuation des dispositions en cours pour la promotion du suivi et du développement des capacités aux niveaux national et régional; préparation d'une "boîte à outils" contenant le matériel nécessaire au développement des capacités aux niveaux national et régional.
- une évaluation à grande échelle de la situation globale du secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement à la veille de l'an 2000.

Un plan d'action à cet effet a déjà été préparé par l'OMS et l'UNICEF.

Bien que des progrès considérables aient déjà été fait, ce programme doit être renforcé à tous les niveaux. Le développement du suivi dans le secteur de l'eau actuellement en cours repose surtout sur les activités déployées par l'OMS et l'UNICEF, et devrait pouvoir compter également sur le soutien d'autres agences de support externes. C'est dans ce cadre que s'inscrit la tâche du groupe de travail sur le suivi du CCEA.

Les participants de ce groupe de travail sont désignés parmi les agences du secteur intéressées et la première réunion est en cours de préparation. La date et le lieu de la rencontre seront annoncés prochainement.

La restructuration d'une société d'eau: résultats intermédiaires satisfaisants

L'Office National de l'Eau et de l'Assainissement est un service d'Etat qui assure la distribution de l'eau et l'assainissement dans 36 centres urbains et semiurbains du Burkina Faso. Suite à son mauvais fonctionnement et à sa situation financière défaillante, une restructuration de la société a été lancée en 1992.

L'ONEA faisait face aux problèmes suivants: des ressources financières insuffisantes ainsi qu'un déséquilibre financier, un accès des couches sociales défavorisées à l'eau potable et aux prestations assainissement insuffisant, des ressources en eau limitées alliées à une forte croissance démographique, une distribution de l'eau inégale ainsi qu'une qualité de l'eau médiocre. Le statut institutionnel de la société devait également être remis en question.
A travers une restructuration interne, une nouvelle politique tarifaire et une plus grande autonomie face au ministère de tutelle, l'ONEA a réussi à redresser la situation à tous les niveaux.

La nouvelle politique tarifaire vise à faire payer aux consommateurs le coût réel de l'approvisionnement en eau. Les cinq ajustements de tarifs réalisés ont contribué à améliorer considérablement la situation financière de l'office tout en lui permettant un renforcement de la péréquation tarifaire sociale et nationale. En effet, les consommateurs dans les centres auxiliaires bénéficient d'un tarif préférentiel puisque les coûts de production et de distribution y sont plus élevés que dans les grande villes. En contrepartie ils doivent limiter leur consommation afin de répondre aux contraintes posées par la rareté des ressources.

Du point de vue de la structure interne et de l'administration, grâce à un meilleur déploiement du personnel, un dialogue constructif avec les travailleurs et les décideurs, des mesures techniques, l'introduction d'instruments de gestion et de mesures de motivation, la performance de l'office s'est nettement améliorée.
Les ajustements tarifaires réguliers combinés avec une amélioration du rendement de réseau qui atteint 80 % (tous centres confondus) et du recouvrement des redevances qui est de 95 % , permettent à l'ONEA de continuer et de maintenir sa politique de péréquation sans perdre de vue son objectif d'équilibre financier.

Afin de généraliser et de régulariser l'accès à l'eau potable pour tous, L'ONEA a systématiquement développé son réseau de distribution par bornes fontaines publiques exploitées par un gérant. En conséquence, les longues files d'attente devant les bornes fontaines, seule possibilité d'approvisionnement en eau potable pour les pauvres à cause de la rareté des ressources alternatives, ont été graduellement réduites. Le problème des interruptions prolongées de l'approvisionnement en eau a été résolu grâce à une meilleure gestion des réseaux: maintenance préventive, réparations plus rapides des fuites, pompage et synchronisation du stockage et de la demande.
Pour accroître la qualité de l'eau, l'ONEA s'est doté d'un laboratoire disposant d'équipements modernes capable d'analyser la qualité des eaux brutes à grande échelle. L'amélioration de la qualité de l'eau assure aux consommateurs une diminution de l'incidence des maladies d'origine hydrique.

Pour permettre aux intervenants des secteurs eau et assainissement de mieux jouer leur rôle, l'Etat et l'ONEA ont signé un contrat dans le but d'élargir l'autonomie du service de l'eau et de contrôler ses performances au moyen d'indicateurs. Les responsabilités et les devoirs de chaque partenaire ont été clairement définis et une commission de suivi des indicateurs est chargée de vérifier tous les six mois le respect des engagements pris. Ayant plus d'autonomie, l'ONEA créé et gère lui-même ses infrastructures, ce qui permet de mieux les adapter aux contraintes d'exploitation et aux besoins de sa clientèle.

Loin d'être une simple imitation des expériences faites par d'autres sociétés d'eau en Afrique, le programme de restructuration de l'ONEA a pris en considération les contraintes particulières au Burkina Faso, contraintes d'ordre climatique, géologique, démographique et sociale. La rareté des ressources en eau est un facteur déterminant dans l'élaboration de la politique tarifaire et dans celle de la distribution équitable de l'eau.

Afin de pouvoir adresser l'ensemble des problèmes et non pas des phénomènes isolés, la stratégie de la restructuration a été conçue de façon intégrée et multidimensionnelle, c'est-à-dire que les mesures ont été prises simultanément dans tous les domaines de l'organisation: technique, financier, commercial, gestion et ressources humaines, et que, aussi bien les aspects externes qu'internes ont été pris en compte dans la prise de décision. Cette approche a permis d'obtenir des résultats intermédiaires qui peuvent être qualifiés de "réussite". Ceci se manifeste dans l'évolution des indicateurs de performance de l'ONEA, dans l'amélioration de la situation de la clientèle, dans le fait que l'ONEA est devenu un interlocuteur plus compétent vis à vis des autorités et dans l'accroissement des investissements des bailleurs de fonds.

Nouvelles Publications

Le Classeur de maintenance de l'adduction d'eau intervillageoise de Tufnde Endam, Ingénieurs Sans Frontières

Ce document a été rédigé à l'initiative d'Ingénieurs Sans Frontières, dans le cadre des mesures d'accompagnement de l'opération « Maîtrise de l'eau domestique dans six villages du département de Matam », menée de 1990 à 1996 en partenariat avec Tufnde Endam (association qui regroupe en France les ressortissants des villages concernés) et l'Association française des volontaires du progrès (Afvp). Il est destiné aux membres du Comité de gestion et au Conducteur de forage (pompiste, chargé du fonctionnement de la station de pompage), qui pourront venir « puiser » les informations et recommandations en fonctions des besoins du moment. Très complet, pédagogique, facilement accessible à des personnes ne disposant pas de connaissances techniques, le Classeur regorge d'informations pratiques, de précisions,

d'explications, de recommandations, de procédures simples à suivre en cas de panne, de fuite, d'arrêt intempestif de la pompe, de changement d'une vanne ou d'un robinet, etc.

S'il a été conçu pour un réseau d'adduction d'eau bien particulier, ce document intéressera tous les opérateurs engagés sur des projets d'adduction d'eau (quel qu'en soit l'état d'avancement) ou sur des programmes de renforcement des comités de gestion. Associations de solidarité internationale, associations de ressortissants, collectivités locales, comités de gestion, organismes de formation : le Classeur de maintenance concerne tous ceux qui se posent des questions (et cherchent des réponses...) au sujet de la gestion d'une adduction d'eau par une structure villageoise. C'est également un bon exemple de capitalisation des outils de formation et d'animation existants en matière de gestion des points d'eau mécanisés. La diffusion de ce document n'est donc pas limitée, et même recommandée. Toute remarque ou complément seront les bienvenus.

A l'heure où l'on parle beaucoup de privatisation de la gestion des points d'eau ruraux (un peu partout en Afrique de l'Ouest, et particulièrement au Sénégal), le travail réalisé par l'Afvp, Isf et Tufnde Endam est la démonstration que le service de l'eau dans un petit centre peut être assuré de manière professionnelle par un comité de gestion villageois, à condition :

1. Que cette structure villageoise soit représentative de l'ensemble des usagers
2. Que cette structure ait été impliquée dès le départ dans la conception du projet et dans sa réalisation (fonctions de maîtrise d'ouvrage)
3. Que l'on mette à disposition de cette structure des outils de gestion performants, validés par l'expérience et bien adaptés à ses besoins

Pour obtenir le Classeur de maintenance, veuillez contacter:
Ingénieurs Sans Frontières
14 passage Dubail
75010 Paris
France Mél : isf_fr@club-internet.fr

Il sera demandé une participation aux frais de 70 francs français par exemplaire.

Evénements prochains

Le II Symposium International en Gestion et Technologies Appropriées pour l'Eau aux Petits Ensembles Habités, le 13, 14 et 15 octobre 1998 á Barcelone

Par ces motivations, nous prétendons organiser une réunion internationale d'experts, pour laquelle la qualité et le nombre d'organismes invites et d'adhérents pratiquement garantissent qu'aucun aspect relatif à la technologie et gestion de l'eau n'en restera pour traiter.
De cette façon les problèmes et expériences relatifs a; aires périurbaines, communautés aux villages métro-politains, urbanisations, isolées, petits villages, noyaux industriels, installations touristiques et de récréations, seront traités. Les thèmes des séances générales et parallèles permettront de réaliser des apports en référence au bassin géographique, utilisation conjointe du ensemble d'eaux superficielles, souterraines et réutilisées; les aspects sanitaires et alternatives de désinfection: les critères de qualité en fonction de l'utilisation de l'eau; les systèmes de traitement correcte de bas coût, opération simple et maintenance soutenable; l'évaluation de la demande et obtention de ressources non conventionnelles; papier des usagers, de l'autorité sanitaire, des organismes opérateurs, des organismes internationaux; gestion de l'eau dans des situations extrêmes, etc. Le Symposium comprend des séances pléniers, des séances parallèles, ainsi que des ateliers de travail et des présentations des affiches et des études.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter:
G. Tecnologia del Agua EUETIT
Colon 1 08222 Terrassa tel: +34 37398092
Barcelone fax: +34 37398091
España e-mail: COLIBRI@euetit.upc.es

RÉDACTION	NICOLETTE WILDEBOER
MISE EN PAGE:	LAUREN HOUTTUIN
AVEC CONTRIBUTIONS DE:	JOSÉ HUEB, WHO
	DAVID SAUNDERS, IRC
TRADUCTION:	SOPHIE WELSING
IMPRIMÉE PAR:	PALLAS OFFSET BV
DISTRIBUÉE PAR:	EURO MAIL BV

FAITS NOUVEAUX

Perspectives dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de l'environnement

DANS CE NUMÉRO:

- LA DIFFUSION DES MANUELS PÉDAGOGIQUES - EXEMPLE DE CAS EN ERYTHRÉE
- CONSULTATION AFRICAINE SUR L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT
- DU THÉÂTRE POUR SENSIBILISER LES JEUNES PALESTINIENS
- LE PROJET VISION MONDIALE DE L'EAU
- LA PARTICIPATION, LE GENRE ET L'APPROCHE "SOLLICITATION-RÉACTION": UNE ÉTUDE ANALYTIQUE

NUMÉRO 248, NOVEMBRE 1998

La diffusion des manuels pédagogiques - exemple de cas en Erythrée

Dr. Astier Almedom, London School of Hygiene and Tropical Medicine

Il n'est pas rare que du matériel pédagogique n'atteigne pas ses destinataires sur le terrain, soit parce qu'il est trop cher, soit parce qu'il n'est pas assez pratique, soit les deux. Or, même si un livre est ingénieux et vraiment pas cher, il arrive qu'il se retrouve quand même relégué au fond d'un tiroir. Pour faire arriver un manuel à destination de façon efficace, un des meilleurs moyens est la diffusion interactive par des ateliers ou des séminaires. Pendant un laps de temps relativement court, la "marchandise est déballée", les points essentiels du contenu sont soulignés et les possibilités d'application indiquées. De notre exemple nous avons retenu quelques aspects saillants de la diffusion interactive.

Après la publication de son manuel sur les méthodes d'évaluation de l'hygiène (MEH) en mai 1997, l'UNICEF entreprit sa diffusion par le biais d'ateliers et de séminaires. Le premier atelier de formation pour formateurs (FPF), organisé pour le personnel de l'UNICEF et ses partenaires locaux en Afrique de l'Est et du Sud, s'est tenu à Asmara, en août, à l'instigation du ministère de la Santé de l'Erytrhée et de l'UNICEF. A la suite de cet atelier, en septembre, un exercice pratique d'application du manuel MEH sur le terrain a été fait en Erytrhée.

Trente-cinq praticiens de la santé publique d'Erytrhée, d'Ethiopie, du Malawi, de Tanzanie et du Zimbabwe, travaillant dans différents secteurs dont les soins en hôpital, les technologies, et le développement communautaire, participèrent à l'atelier d'Asmara. Il fut dirigé par l'auteur principal du manuel et animé par des intervenants locaux ou régionaux. Le but de l'atelier était de "déballer" le contenu du manuel et de montrer comment on pouvait l'appliquer aux situations spécifiques des différents participants. La place et le rôle du manuel parmi d'autres sources de référence fut également expliqué. Chaque participant reçu une panoplie de références et de documentations utiles, une sorte de mini-bibliothèque portable utilisable sur le terrain. Ceci représente un aspect important de la diffusion. En effet, comme pour la plupart des manuels, le guide MEH doit servir d'outil de transition entre la théorie et la pratique, entre les aspects sociaux-culturels et techniques, entre la planification et la mise en oeuvre de la promotion de la santé et de l'hygiène.

Le taux de participation était très élevé, et l'état d'esprit excellent, comme le montrait le "thermomètre" d'appréciation, un "instrument" de mesure conçu et consulté quotidiennement par UNICEF-Erytrhée. L'évaluation de l'atelier par les participants montra qu'ils avaient beaucoup appris, mais que sept jours n'avaient pas été suffisants pour "déballer" complètement le manuel et profiter de tous les conseils. Naturellement, les personnes qui prirent part à l'étude sur le terrain immédiatement après l'atelier, en bénéficièrent le plus. Un facteur important était le fait que de nombreux participants n'avaient encore jamais eu l'occasion de travailler avec des méthodes qualitatives. Suite à l'atelier d'Asmara, un manuel pédagogique a été rédigé, et celui-ci est actuellement utilisé dans la région. Il sera peut être publié sous forme de petits livrets et distribué plus largement. Il contient une liste de 15 formateurs connaissant bien la méthode MEH et d'autres outils utiles, et qui peuvent intervenir si nécessaire dans des activités du même genre ailleurs.

Suite à l'atelier d'Asmara, une étude de 16 jours eu lieu dans les régions du centre et du sud de l'Erytrhée, sur les pratiques d'hygiène. Là aussi, on estima que la durée était insuffisante. Cependant, les résultats furent immédiatement applicables. Dans trois sites, un village, une ville et un centre semi-urbain, des hommes et des femmes, des jeunes, des personnes âgées, des administrateurs, des agents de santé et d'autres fonctionnaires locaux participèrent à l'observation et à l'analyse de problèmes urgents touchant la protection des sources d'eau, les utilisations de l'eau, l'évacuation des excréments, l'écoulement des eaux et l'évacuation des déchets. Grâce à cet exercice, les utilisateurs du manuel MEH ont pu apprendre comment intégrer une recherche qualitative systématique dans un projet en cours pour obtenir des résultats positifs.

Le manuel MEH est disponible en anglais, en espagnol et en français et peut être obtenu auprès de:
dr. Astier Almedom, Department of Public Health and Policy, London School of Hygiene and Tropical Medicine, Keppel Street, London WC1E 7HT, United Kingdom
Tel: 44-171-927 2274, Fax: 44-171-637 3238, E-mail: astier.almedom@lshtm.ac.uk

Consultation Africaine sur l'eau et l'assainissement

Un Forum consultatif africain sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement sera tenu à Abidjan en Côte d'Ivoire, du 17 au 20 novembre 1998. Il est organisé par la section africaine du Conseil consultatif de l'Eau et de l'Assainissement. Ce groupe a depuis peu adopté le nom de Water and Sanitation African Initiative (WASAI), ou bien Initiative eau et Assainissement pour l'Afrique (IAE)

Le but du forum est de définir formellement une perspective africaine sur les priorités dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (AEA) pour le continent, et de regrouper les nombreux projets d'AEA existants en un seul programme concerté, appuyé par les professionnels du secteur, les preneurs de décision et les bailleurs de fonds. Plus de 150 personnes de tous les pays d'Afrique se sont déjà inscrites comme participants. Il s'agit de décideurs politiques et de praticiens des secteurs de l'eau, de l'assainissement, de la santé et de l'environnement, de représentants d'agences de support externe (ASE), d'ONG et autres intéressés de la société civile, d'instituts de recherche et de formation, et de groupes de particuliers. Les discussions porteront globalement sur un bilan du secteur en Afrique et sur une analyse des investissements les plus urgents.

L'IEA a le soutien des autres initiatives pour remplir le rôle de coordinateur. Seront présentés à l'occasion du forum, entre autres : l'Initiative Afrique du Secrétaire général de l'ONU, le programme de l'OMS Afrique 2000, la déclaration de Cape Town de Habitat (UNCHS), des programmes régionaux du Programme eau et assainissement du PNUD et de la Banque mondiale, le Partenariat pour les services de l'eau et l'Union africaine des distributeurs d'eau (UADE). Toutes les agences de support externes du secteur AEA sont invitées à participer à un débat ouvert sur une action concertée.

Pour conclure la réunion, les participants devront s'accorder sur une Déclaration Africaine énonçant les priorités des programmes d'AEA en Afrique. Ces priorités seront élaborées au cours de discussions menées par les africains mais avec l'apport et le soutien des ASE et autres parties intéressées.

Les thèmes suivants seront développés pendant le forum:

- les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement pour les pauvres en zones rurales;
- la gestion communautaire des systèmes d'AEA;
- l'hygiène de l'environnement;
- le financement du secteur d'AEA;
- la collaboration au niveau des pays;
- la qualité de l'eau.

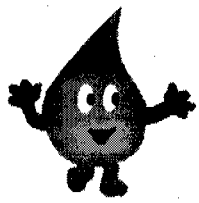
Une vision pour le 21ème siècle

Le forum consultatif aura également pour tâche de développer la composante africaine de la Vision 21 - L'Eau, l'Assainissement et le Bien-Être pour Tous -, conçue par le Conseil consultatif de l'Eau et de l'Assainissement, et qui représente une analyse exhaustive des tendances et des prévisions du secteur à l'échelle mondiale pour le 21ème siècle. De plus il devra élaborer une version régionale de l'Initiative mondiale d'assainissement de l'environnement (GESI, Global Environmental Sanitation Initiative), une importante campagne de plaidoyer et de communication lancée par le CCEA visant à accélérer la mise en place de l'accès à l'assainissement pour tous (actuellement on estime que 500 millions de personnes en Afrique n'ont pas accès à un service d'assainissement de base).

La participation au forum est possible sur invitation seulement, car les organisateurs visent une proportion d'invités africains par rapport aux ASE et autres parties intéressées de 2 à 1. De plus amples renseignements peuvent être obtenus auprès de l'assistant-coordinateur du forum consultatif, M. Dennis Mwanza, Water Sector Reform Support Unit, 11th floor, Indeco House, P/Bag RW 291X, Lusaka, Zambia; tel.: +260-1-226 941; fax: +260-1-226 904; E-mail: ddmwanza@zamnet.zm

Du théâtre pour sensibiliser les jeunes Palestiniens

Dick de Jong, IRC



Voici Zamzam. Ainsi s'appelle la goutte d'eau qui apparaît sur tout le matériel publicitaire de "L'eau est à nous", la campagne de sensibilisation pour la conservation et la protection des ressources en eau en territoire palestinien. "Zamzam a une connotation religieuse, le mot veut dire 'eau sainte'. Il veut dire également eau pure et propre". La campagne a été relancée grâce à treize nouvelles représentations du personnage Nakhleh Al Shiber (La palme du palmier) en Cisjordanie. Pour la plupart des enfants des villages visités par le minibus de Yacqob Abu-'Arafe Muhammad Amoos et sa troupe, c'est leur première représentation de théâtre. Nakhleh fait rire les enfants et les adultes, et leur apprend des choses utiles sur l'eau et sa conservation.

Dans la représentation que nous avons vue au village de Al-Sawieh, près de Nablus, il était question du prix élevé que doivent payer les Palestiniens pour l'eau qu'ils achètent à la compagnie d'eau israélienne Mekorot. Les colons juifs de Cisjordanie et de Gaza payent beaucoup moins. Bien qu'Israël reconnaisse le droit d'accès des Palestiniens à l'eau, elle refuse d'en définir les modalités tant que les discussions sur le statut des Palestiniens n'auront pas eu lieu.

Du théâtre, des formations professionnelles et des activités durant la semaine qui a suivi la Journée mondiale de l'eau, sont autant d'éléments de la campagne continue pour l'eau qui a été mise sur pied en 1994 par le programme d'action pour les ressources en eau des services d'eau palestiniens avec l'aide financière et technique du PNUD.

Dès le début, le Programme d'assistance au peuple palestinien du PNUD chercha à faire cause commune avec d'autres campagnes déjà en cours. La campagne pour encourager les Palestiniens à la lecture se présenta comme un partenaire naturel. Elle fut lancée en 1992 par l'institut d'enseignement Tamer, qui avait participé également à la création du personnage de Nakhleh Al Shiber.
Lors des préparatifs pour la campagne, on adopta la prémisse que l'eau est un droit en même temps qu'une responsabilité. La campagne obtint des réactions grâce à des annonces dans les journaux. Un mini-sondage montra que surtout les jeunes s'intéressaient au problème: 85 % des personnes ayant répondu avait moins de 18 ans. On décida donc de prendre les enfants et les jeunes pour groupe cible principal de la campagne.

En été 1995, on commença par les écoles. Deux types d'exercices furent mis au point et furent essayés dans six écoles par les enseignants et les élèves. Le premier consistait à former des comités de quartier afin de déterminer les besoins en eau, puis de communiquer ces besoins aux autorités municipales. Le but étant de renforcer les capacités de travail en équipe et d'obtenir des résultats après une démarche. Le deuxième exercice avait pour objectif de trouver plus d'eau, ou bien de mieux distribuer la quantité d'eau disponible. Les participants acquièrent quelques notions pratiques de base sur l'approvisionnement en eau.

Un des problèmes qui apparut au cours de ces exercices était la mauvaise maintenance. Trois partenaires s'associèrent au PNUD pour une campagne de maintenance: le Centre de formation professionnelle de Qualandia, la municipalité de Nablus, et le service d'eau de Jérusalem à Ramallah. Douze élèves divisés en trois groupes assurèrent un service de maintenance de base dans 110 maisons, écoles, mosquées, hôpitaux et cliniques. Ils furent suivis par des techniciens de la municipalité de Nablus et de Ramallah.

D'autres stages de formation sur la maintenance eurent lieu. A Khan Younis, deux ateliers sur le problème de l'écoulement des eaux furent tenus. A la suite de ces ateliers, quatre femmes entreprirent un travail sur le terrain de neuf mois, pendant lesquels elles organisèrent 51 séances de discussions, auxquelles participèrent plus de 940 femmes, et elles visitèrent 1646 ménages.

Pour compléter les activités interpersonnelles, toute une gamme de matériel publicitaire sur l'eau fut diffusée pendant des festivals culturels, par voie d'affiche, dans des suppléments de journaux, et dans des courts métrages et des spots télévisés montrant les bonnes et les mauvaises pratiques en matière d'eau. Cette année, toute une série d'activités fut organisée pendant la semaine entre la Journée mondiale de l'eau (22 mars) et la Journée de la terre (30 mars), en associant ces deux thèmes.

Les représentations de théâtre vont se poursuivre, ainsi que les formations professionnelles, pour atteindre un public plus large dans des régions plus étendues. La campagne encourage également la création de groupes de pression pour appuyer des solutions de longue durée, telle que la construction de centres de recyclage.
Pour plus de renseignements, s'adresser à Ms. Reem Abdul-Hadi, PNUD, Programme d'assistance au peuple palestinien, Boîte postale 51359, Jérusalem, Israël, Fax +972-2-6280089, E-mail: papp1rba@papp1.papp.undp.org

Le projet Vision mondiale de l'eau

Le Conseil Mondial de l'eau co-sponsorisé par la FAO, le PNUE, le PNUD, l'UNESCO, l'UNICEF, l'OMS, l'OMM et la Banque mondiale, a créé une Commission mondiale sur l'eau pour le 21ème siècle. La Commission est présidée par le Dr. Ismail Serageldin qui est Président du Global Water Partnership et également Vice-président de la Banque mondiale. Cette Commission est composée de nombreux penseurs de haut niveau et de leaders d'opinion. La Commission invite toutes les personnes concernées à contribuer au projet Vision mondiale de l'eau qui sera développée durant les 18 mois prochains.

L'objectif principal du projet est de développer une vision largement partagée sur les actions requises pour aborder de manière intégrée les questions relatives aux ressources en eau. Le projet sera caractérisé par une approche participative avec des consultations étendues, approfondies, innovatives et futuristes. Le projet vision encouragera la communication avec des groupes en dehors du secteur de l'eau et incluera toutes les régions du monde avec une attention particulière aux besoins des pays en développement et aux plus démunis.

La Vision mondiale de l'eau incluera trois principaux types de consultation:
(1) des consultations sectorielles portant sur, l'eau et les citoyens, l'eau et l'alimentation, et l'eau et l'environnement;
(2) des consultations régionales dans 10 à 15 régions du monde;
(3) des consultations en réseaux par le biais des conférences prévues, des réseaux d'organisations et par le réajustement de la vision en fonction des réactions et apports de chacun.

Les résultats intermédiaires de la Vision mondiale de l'eau seront discutés en 1999 au symposium de l'eau de Stockholm, Suède et les résultats finaux seront présentés au 2ème Forum mondial de l'eau et à la conférence

ministérielle qui auront lieu lors de la journée mondiale de l'eau du 17 au 22 mars 2000 à la Haye, Pays-Bas. Des contributions actives sont attendus à tous les niveaux mentionnés ci-dessus.

Pour plus d'information:
Unité Vision mondiale de l'eau
William J. Cosgrove, Directeur
(wjcosgrove@compuserve.com)
Frank R. Rijsberman, Directeur adjoint
(f.rijsberman@unesco.org)
c/o UNESCO, Div. des sciences de l'eau,
1 rue Miollis, 75352 Paris Cedex 15 - France.
Tel: +33 (0)1 45 68 39 04
Fax: +33 (0)1 45 68 58 11

La participation, le genre et l'approche "Sollicitation-Réaction": une étude analytique

Christine van Wijk-Sijbesma

Une nouvelle étude d'évaluation participative devant durer un an est en cours dans cinq régions du monde (Afrique de l'Est, Afrique de l'Ouest, Amérique Latine, Asie du Sud et Asie du Sud-Est). Elle s'inscrit dans le cadre d'une initiative de cinq ans sur l'aspect du genre lancée par le Programme eau et assainissement (PEA) du PNUD et de la Banque mondiale. L'étude utilise des outils d'évaluation participative aux niveaux communautaire et institutionnel. Le but de l'étude est de vérifier la validité de la supposition que les services d'eau et d'assainissement ont de meilleures chances de survie dans les conditions suivantes:

- ils répondent aux exigences des femmes comme des hommes, et des riches comme des pauvres,
- les femmes comme les hommes ont un droit de décision et de choix pour déterminer à quels services ils veulent bien donner leur soutien et de quelle manière,
- le personnel des services met en pratique une approche participative différenciée selon le genre.

Une caractéristique fondamentale du projet est le partenariat. En effet, y participent les groupes régionaux du Programme PNUD-Banque mondiale, l'IRC, PAID, CINARA, SEUF, ainsi que les populations et les personnels de projet d'une douzaine de pays.

Cette initiative d'Apprentissage et d'action participative (AAP) est le résultat d'une part, d'un atelier tenu les 7 et 8 octobre 1997 à La Haye aux Pays-Bas, d'autre part, de la collaboration entre l'IRC et le PEA. Cette collaboration a commencé en 1985, date à laquelle parut une première publication conjointe: *La participation des femmes dans l'approvisionnement en eau et l'assainissement: rôles et réalités*, éditée par PNUD-PROWWESS. Une édition revue et augmentée a été publiée en janvier 1998 par l'IRC. L'IRC a également participé à deux compilations de documents sur la question du genre, éditées par la Banque mondiale à la demande du groupe de travail sur les questions du genre du Conseil consultatif de l'Eau et de l'Assainissement.

L'atelier de La Haye, auquel ont participé des agents du PEA et de l'IRC, et des représentants d'agences de support externes et d'ONG, a abouti à la définition des objectifs, du processus, du cadre analytique, des méthodes et des modalités de mise en oeuvre de l'initiative AAP. Le principe directeur des actions futures sera d'aller au delà du domaine du plaidoyer et de la mobilisation, et de passer à l'étape suivante c'est-à-dire la phase opérationnelle. Pour cela il faudra mettre en évidence l'impact et la durabilité des mesures d'E&A. Ce principe contribuera probablement à renforcer l'aspect du genre et de la pauvreté dans la planification et la mise en oeuvre de l'approche "sollicitation-réaction".

Les premiers résultats de l'étude sont attendus pour le premier trimestre de 1999. A ce jour, des agents de l'IRC et du PEA et des partenaires dans trois régions ont testé sur le terrain le guide des méthodes et les outils pour l'évaluation participative de l'apprentissage. Au Kerala, en Inde, l'étude a été faite dans deux villages en collaboration avec le SEUF (Socio-Economic Units Foundation). Au Cameroun, avec l'Institut panafricain pour le développement. Au Ghana, les tests ont été réalisés dans le district de Ho en partenariat avec le Ghana Volta Rural Water Supply and Sanitation Project. En Amérique latine, l'étude se fait avec le partenaire de l'IRC, CINARA, et les tests sur les méthodes sont effectuées dans le village de Ceylan dans le district du Bugalagrande, près de Cali en Colombie. En Amérique Latine, le projet fera appel à quatre partenaires dans quatre pays différents:

- le programme TRANSCOL en Colombie, coordiné par CINARA;
- APRISABAC, le programme de soins de santé primaire et d'assainissement de base du ministère de la Santé du Pérou, dans la région de Cajamarca;
- le programme national d'eau et d'assainissement du ministère des Travaux et des services publics de Bolivie;
- ETAPA, la Compagnie des eaux et de l'assainissement, et Care International, un programme en participation pour l'eau et l'assainissement à Cuenca, en Equateur.

En Inde, les données ont déjà été recueillies sur le terrain dans neuf communautés, par les communautés elles-mêmes. L'analyse et le traitement des informations est en cours.

RÉDACTION: NICOLETTE WILDEBOER
MISE EN PAGE: LAUREN HOUTTUIN
AVEC CONTRIBUTIONS DE: DR. ASTIER ALMEDOM, LSHTM
DICK DE JONG, IRC
CHRISTINE VAN WIJK-SIJBESMA, IRC
TRADUCTION: SOPHIE WELSING
IMPRIMÉE PAR: PALLAS OFFSET BV
DISTRIBUÉE PAR: EURO MAIL BV

FAITS NOUV'EAUX

Perspectives dans le domaine eau, assainissement et environnement

DANS CE NUMÉRO:
- LE PROJET VISION MONDIALE DE L'EAU
- COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU CONSEIL DE CONCERTATION
- PETITS EXPLOITANTS DE SERVICES
- TROIS PROGRAMMES DE FORMATION DE L'IRC EN L'AFRIQUE EN 1999
- 25% DE REMISE SUR UN CHOIX DE PUBLICATIONS IRC!

NUMÉRO 249, DÉCEMBRE 1998

Le projet Vision mondiale de l'eau

Le Conseil Mondial de l'eau co-sponsorisé par la FAO, le PNUE, le PNUD, l'UNESCO, l'UNICEF, l'OMS, l'OMM et la Banque mondiale, a créé une Commission mondiale sur l'eau pour le 21ème siècle. La Commission est présidée par le Dr. Ismail Serageldin qui est Président du Global Water Partnership et également Vice-président de la Banque mondiale. Cette Commission est composée de nombreux penseurs de haut niveau et de leaders d'opinion. La Commission invite toutes les personnes concernées à contribuer au projet Vision mondiale de l'eau qui sera développée durant les 18 mois prochains.

L'objectif principal du projet est de développer une vision largement partagée sur les actions requises pour aborder de manière intégrée les questions relatives aux ressources en eau. Le projet sera caractérisé par une approche participative avec des consultations étendues, approfondies, innovatives et futuristes. Le projet vision encouragera la communication avec des groupes en dehors du secteur de l'eau et incluera toutes les régions du monde et avec une attention particulière aux besoins des pays en développement et aux plus démunis.

La Vision mondiale de l'eau incluera trois principaux types de consultation:

(1) des consultations sectorielles portant sur, l'eau et les citoyens, l'eau et l'alimentation, et l'eau et l'environnement;

(2) des consultations régionales dans 10 à 15 régions du monde;

(3) des consultations en réseaux par le biais des conférences prévues, des réseaux d'organisations et par le réajustement de la vision en fonction des réactions et apports de chacun.

Les résultats intermédiaires de la Vision mondiale de l'eau seront discutés en 1999 au symposium de l'eau de Stockholm, Suède et les résultats finaux seront présentés au 2ème Forum mondial de l'eau et à la conférence ministérielle qui auront lieu lors de la journée mondiale de l'eau du 17 au 22 mars 2000 à la Haye, Pays-Bas. Des contributions actives sont attendus à tous les niveaux mentionnés ci-dessus.

Pour plus d'information, veuillez nous contacter :
Unité Vision mondiale de l'eau
William J. Cosgrove, Directeur (wjcosgrove@compuserve.com)
Frank R. Rijsberman, Directeur adjoint (f.rijsberman@unesco.org)
c/o UNESCO, Div. des sciences de l'eau,
1 rue Miollis, 75352 Paris Cedex 15 - France.
Tel: +33 (0)1 45 68 39 04
Fax: +33 (0)1 45 68 58 11

Communiqué de presse du Conseil de concertation

Engagement des professionnels du secteur en Afrique pour une action concertée visant l'eau et l'assainissement pour tous.

"Notre idéal serait que tous les citoyens d'Afrique aient accès à de l'eau potable à un prix abordable et à des services d'assainissement dans les plus brefs délais."
Cette citation est extraite de la Déclaration Africaine, un des trois documents-phares émanant du premier Forum consultatif africain sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement tenu à Abidjan en Côte d'Ivoire du 17 au 20 novembre 1998. Les 134 experts de 27 pays d'Afrique et les nombreuses Agences de support externes (ASE) [1] se réunirent pour débattre du bilan du secteur en Afrique préparé par une équipe d'experts africains [2]. Secoués par les taux inquiétants de mortalité et de maladies causées par l'absence de services d'eau potable et d'assainissement révélés par le bilan, les participants s'engagèrent à promouvoir et à mettre en oeuvre un programme d'action et d'ouvrir un secrétariat permanent pour la section africaine du Conseil de concertation de l'Eau et de l'Assainissement, "...afin de coordiner les actions d'urgence nécessaires pour réaliser cet idéal."

1. Bailleurs de fond bilatéraux et multilatéraux, agences des Nations unies, ONG, institus de recherche et d'information
2. Len Abrams (Afrique du Sud), Dennis Mwanza (Zambie), Fouad Djerrari (Maroc), N'dri Koffi (Côte d'Ivoire)

La section africaine baptisée Water and Sanitation African Initiative (WASAI), ou bien Initiative eau et assainissement pour l'Afrique (IEAA) sera établie dans les bureaux d'une des agences internationales (le bureau régional de l'OMS à Harare, le siège de Habitat à Nairobi, et les bureaux de l'OUA et du CEA à Addis Abéba sont parmi les possibilités). Ainsi, tout en profitant des services administratifs et de communication de l'agence hôte, elle pourra opérer de façon indépendante et constituer un forum neutre pour échanger des expériences et résoudre les problèmes. Des groupes de travail spécialisés sont en train d'être formés pour les différentes questions-clés dont la réforme institutionnelle, le développement des ressources humaines, l'hygiène de l'environnement, la gestion participative et le gestion de la demande en eau. L'IEAA s'appliquera à encourager l'échange de bonnes pratiques, à plaider pour l'urgence des programmes d'eau et d'assainissement, et à établir des partenariats entre les nombreux organismes actifs dans le secteur (secteur public et privé, ONG, associations locales, etc). Un Forum bisannuel panafricain sera tenu pour de faire un bilan des résultats obtenus et pour décider du plan de travail pour les deux années suivantes.

Un groupe central a été désigné pour mettre sur pied le secrétariat dès juin 1999. Entre temps les tâches assignées à l'IEAA à Abidjan seront prises en charge par le Groupe de travail du Conseil de concertation de l'Eau et de l'Assainissement (CCEA), dont la coordination incombe à Mme. Ebele Okeke du Ministère des ressources en eau et du développement rural du Nigeria. Des fonds d'un montant de $ 3000 000 par an sont recherchés pour financer les activités de l'IEAA, et le CCEA a lancé un appel pour collecter $100 000 dans l'immédiat pour les opérations des six premiers mois, le temps que la section africaine s'installe et établisse sa crédibilité et une procédure d'audit lui permettant de collecter ses propres fonds. A l'issue du Forum d'Abidjan trois documents ont été rédigés:

- La Déclaration Africaine,
- Liste de domaines d'action clés,
- Recommandations pour la création de l'IEAA.

Pour plus de renseignements s'adresser à Brian Appleton, Communication Officer, Water Supply and Sanitation Collaborative Council, c/o World Health Organization, 1211 Genève 27, Suisse
Tel: +41 22 791 3517; Fax: +41 22 791 4847; E-mail: wsscc@who.ch

Petits exploitants de services

Marc Vézina

Les petits exploitants indépendants de services d'eau et d'assainissement pour les pauvres des villes est le sujet d'une étude entreprise à l'instigation du Programme de formation et de développement des capacités s'inscrivant dans le Programme eau et assainissement du PNUD et de la Banque mondiale, et mise en oeuvre par l'IRC.

Le but de l'étude est d'améliorer les services pour les pauvres dans les zones urbaines en soulignant le rôle primordial joué par les petits entrepreneurs assurant des services d'hygiène de l'environnement.

Les recherches seront effectuées dans sept villes sub-sahariennes et porteront sur les questions suivantes:

1. quels sont les types d'exploitants et de services et quels sont les cadres institutionnels et juridiques dans lesquels ils opèrent;
2. quels sont les avantages des petits exploitants de services et pourquoi les pauvres s'adressent à eux;
3. quels sont leurs points forts et leurs points faibles et comment peut-on développer les points forts de leurs activités;
4. quels sont leurs difficultés majeures et avec quels moyens peut-on les surmonter.

Les recherches auront lieu dans les villes suivantes:

Afrique de l'Ouest	*Afrique de l'Est*
Dakar, Sénégal	Kampala, Ouganda
Conakry, Ghana	Nairobi, Kenya
Bamako, Mali	Dar es-Salam, Tanzanie
Cotonou, Bénin	

Différentes méthodes de collecte de données seront appliquées: des études de dossiers, des interviews avec des informateurs-clés, des enquêtes auprès des ménages et des utilisateurs, des interviews approfondis avec les exploitants et des discussions de groupe à thème avec des exploitants.

Dans le cadre du projet, deux ateliers sont également prévus. Leur objectif sera de préparer et de clarifier les méthodes de collecte de données d'une part et d'interpréter, d'intégrer les résultats d'autre part. Au cours du premier atelier méthodologique, les consultants présenteront les résultats de leur travail préparatoire sur le terrain et seront instruits quant aux méthodes à appliquer dans la deuxième phase de leur recherche. Pendant le second atelier de synthèse, prévu pour février 1999, les consultants exposeront un premier aperçu de leurs conclusions. Les autres participants donneront leurs réactions, et indiqueront les lacunes. Puis des recommandations seront élaborées par l'ensemble du groupe.

Les partenaires participant à ce projet sont: Hydro Conseil (Paris), un bureau d'experts qui donnera son soutien tant pour le fond que pour la méthodologie; des groupes régionaux d'eau et d'assainissement en Afrique de l'Ouest et en Afrique de l'Est, afin d'assurer les liens de travail entre les études dans les différentes villes et entre les différents projets en cours ou futurs de la Banque mondiale; et une équipe de consultants locaux qui mèneront des enquêtes et rédigeront une étude de cas pour chacune des villes concernées par ce projet.

Trois Programmes de Formation de l'IRC en l'Afrique en 1999

Titre du Cours	*Durée (semaines)*	*Dates*	*Prix*
Gestion de la maintenance	3	8 - 26 mars	1.035.900 FCFA stage seulement; 1.280.000 stage et séjour; stage/séjour/voyage: variable en fonction des tarifs aériens
La promotion de l'hygiène	3	15 mars - 2 avril	US$1400 stage seulement; US$2200 stage et séjour; US$1600 participants Burkinabé
Viabilité des programmes d'eau et d'assainissement	3	22 nov. - 9 dec.	US$ 3000*

* L'hébergement et les repas sur les lieux de l'institut de formation sont compris dans le prix du cours.

En 1999 l'IRC et ses partenaires offriront trois stages de formation au Burkina Faso.

La promotion de l'hygiène: planification et gestion pour un changement de comportement (avec CREPA)
Les objectifs de la formation sont les suivants:

- renforcer les capacités des participants sur la planification, la mise en oeuvre et la gestion des activités relatives à la promotion de l'hygiène liées aux programme d'AEPA;
- améliorer les connaissances relatives aux aspects clés de l'hygiène individuelle et environnementale;
- introduire des concepts et des instruments susceptibles de favoriser une approche participative dans la conduite et l'animation des activités d'hygiène.

Développement et gestion des systèmes de maintenance pour l'eau potable en milieu rural (avec CEFOC, IPD/AOS)
Le stage a comme objectifs :

- Systématiser la prise en compte des besoins et contraintes de maintenance au stade de la planification/conception des projets de desserte en eau des populations;
- Identifier des stratégies pour assurer la maintenance des équipements sur des bases durables;
- Acquérir un ensemble d'outils, de méthodes et d'expériences relatifs à la maintenance;
- Se familiariser avec des nouvelles méthodes de gestion et de planification;
- Développer des indicateurs de suivi pour la gestion de la maintenance;
- Développer des plans d'action individuels ou de groupes.

Viabilité des programmes d'eau et d'assainissement: planification, gestion et suivi (avec IPD/AOS)
La formation vise à renforcer les capacités de planification et de suivi pour la mise en ouvre de projets d'eau et d'assainissement viable. Elle permettra aux stagiaires de:

- Décrire la notion de viabilité des programmes d'AEPA et identifier les facteurs déterminants ;
- Utiliser la Méthode de Planification des Projets par Objectifs (PPO);
- Se familiariser avec le logiciel TEAM UP pour produire un plan d'action individuel avec Cadre Logique et diagramme de Gant (chronogramme);
- Planifier une démarche participative et intégrée pour les composantes eau - assainissement - hygiène;
- Utiliser des techniques de communication pour présenter le résultat de leur travail individuel.

Pour plus d'informations, contactez Mme. Eca Zepeda: e-mail: zepeda@irc.nl ou fax: +31 70 3589964

Publication du guide pour la promotion de l'hygiène

La panoplie d'outils pour la promotion de l'hygiène proposée par le groupe de travail du Conseil consultatif de l'Eau et de l'Assainissement (CCEA) a été distribuée pour être révisée à la fin de 1997. Une version revue et corrigée de ce manuel de 277 pages vient d'être imprimée et reliée. Il a été publié conjointement par le CCEA et l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Se basant sur quatre ans de recherches et de discussions approfondies et diversifiées avec un grand nombre de spécialistes en hygiène ce guide présente des directives détaillées et des outils pratiques visants à promouvoir la cause de l'hygiène.

On peut se procurer le livre, en anglais, auprès de l'OMS au prix de 28 CHF (francs suisses) pour les pays en voie de développement, et de 40 CHF pour les pays développés. Le payement doit être fait en même temps que la commande. Le règlement par carte bancaire internationale est possible (indiquez le numéro et la date d'expiration de la carte). Veuillez envoyer votre commande à: Distribution and Sales Unit, World Health Organization, 1211 Genève 27, Suisse.

Le CCEA a un nombre limité d'exemplaires à la disposition de personnes des pays en voie de développement qui ne sont pas en mesure de faire des payements en devises étrangères. Les demandes seront examinées par le secrétariat. Veuillez vous adresser à Water Supply and Sanitation Collaborative Council, c/o World Health Organization (CCW), 1211 Genève, Suisse. E-mail: wsscc@who.ch

25% de remise sur un choix de publications IRC!

Pour faciliter l'échange d'information et pour renforcer le développement des centres de ressources sur l'eau et l'assainissement dans les pays francophones en voie de développement, l'IRC propose un choix de publications à un prix réduit. Pour un temps limité les titres suivants peuvent être obtenus avec une remise de 25% du prix indiqué.

Le captage de l'eau: un guide pour les planificateurs et les chefs de projet
Michael D. Lee et Jan Teun Visscher. 1996.
Traite des facteurs clés dont il faut tenir compte lors de la planification des systèmes de captage de l'eau ainsi que des principales caractéristiques de l'environnement dans les zones arides et semi-arides et celles du sol.

119 pages. Illustrations. ISBN 90-6687-023-7. Dfl. 49.00. US$ 25.80. (Dfl. 34.00. US$ 17.90)*, No.: TP 30-F

Le micro-crédit pour l'eau et l'assainissement
Claude Tchaptché et François Brikké. 1995.
Les systèmes de micro-crédit pourraient constituer une des solutions du problème de mobilisation des ressources financières pour la mise en place et l'opération des systèmes d'approvisionnement en eau potable et assainissement dans les pays en voie de développement. Ce document se base donc sur l'expérience acquise dans les autres secteurs.

ii, 66 pages. 51 références. Illustrations.
Dfl. 20.00. US$ 10.50. (Dfl. 14.00. US$ 7.40)*. No: OP 28-F

La durabilité des programmes d'approvisionnement en eau: un cadre conceptuel. Analyse des acquis et défis du Projet Puits Artisanaux au Nord-Bénin
Linda Janmaat. 1995.
Présente un cadre pour le développement durable dans le secteur de l'eau potable, basé sur trois ans et demi d'expériences de mise en oeuvre d'un programme de construction de points d'eau de façon participative dans le nord du Bénin.

viii, 74 pages. 16 références. Illustrations.
Dfl. 20.00. US$ 10.50. (Dfl. 14.00. US$ 7.40)*. No: PR 2-F

La politique du genre dans l'hydraulique villageoise, l'assainissement et la protection des ressources en eau. Un guide méthodologique et technique
Christine van Wijk-Sijbesma. 1995.
Cette étude porte sur les principales activités et phases décisives des projets ruraux d'approvisionnement en eau, d'assainissement et de protection des ressources en eau, qui nécessitent une approche spécifique du genre dans le domaine de la planification, l'exécution et la documentation des projets.

57 pages. 114 références Dfl. 20.00. US$ 10. (Dfl 14.00. US$ 7.40)* No: OP 23-F

COLOPHON
RÉDACTION: NICOLETTE WILDEBOER
MISE EN PAGE: LAUREN HOUTTUIN
AVEC CONTRIBUTIONS DE: MARC VÉZINA, IRC
BRIAN APPLETON, CONSEIL COLLABORANT
TRADUCTION: SOPHIE WELSING
IMPRIMÉE PAR: PALLAS OFFSET BV
DISTRIBUÉE PAR: EURO MAIL BV

Cours de formation: évaluer les projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Modules de cours
La série de quinze modules fournit des informations fondamentales sur les différents aspects du processus d'évaluation.

1989. iii, 100 pages. Illustration. Dfl. 20.00. US$ 10.50. (Dfl. 14.00. US$ 7.40)*. No: TS 2/1-F

Cours de formation: évaluer les projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Guide à l'intention des animateurs de cours
Le guide à l'intention des animateurs fournit des informations et suggestions sur la façon d'organiser et de mener des cours.

1989. iii, 89 pages. Dfl. 20.00. US$ 10.50 (Dfl. 14.00. US$ 7.40)*. No: TS 2/2-F

L'eau à quel prix ? La participation communautaire et la prise en charge des coûts d'entretien par les usagers.
Avec un accent particulier sur les petits réseaux d'eau potable. (Version abrégée)
Christine van Wijk-Sijbesma. 1989.

iii, 39 pages. 21 références. Dfl. 20.00. US$ 10.50. (Dfl. 14.00. US$ 7.40)*. No: OP 10-F

Pompes à main: questions relatives aux programmes d'approvisionnement en eau des collectivités rurales
Recherche sur les pompes à main et les programmes d'approvisionnement en eau faisant appel a cette technologie, adressée aux collectivités rurales. On considère que l'élément essentiel est la participation de la communauté dans toutes les phases du projet. Préparé par l'IRC.

xiv, 202 pages. 108 références. Illustrations. ISBN 90-6687-014-1.

Le prix de cette publication a déjà été réduit de 50% et ne fait pas l'objet d'une remise supplémentaire de 25%. Prix réduit: Dfl. 14.00. US$ 7.40. (Dfl. 10.00. US$ 5.30)*. No: TP 25-F

Cette offre est valable jusqu'au 1er Mars 1999 et s'applique à tous les pays (développés et en développement). Les frais de port ne sont pas inclus dans les prix. Pour plus d'information ou pour passer une commande, s'adresser à IRC publications département. E-mail: leest@irc.nl, fax +31 70-3589964, ou par courrier à l'adresse indiquée dans l'encadré à la fin de ce Fait Nouv'eaux.

* Les prix entre parenthèses sont applicable aux pays en voie de développement.

Meilleurs voeux de Bonne Année et de Bonne Santé de la part du personnel de l'IRC

IRC
Centre International de l'Eau et de l'Assainissement
B.P. 93190, 2509 AD La Haye, Pays-Bas
Tél.: +31-70-306 89 30, Fax: +31-70-358 99 64,
e-mail: general@irc.nl
Ce Faits Nouv'eaux est publié sur papier recyclé et non chloré

FAITS NOUVEAUX

Perspectives dans le domaine eau, assainissement et environnement

DANS CE NUMÉRO:
- FINANCEMENT DE L'EAU DOUCE POUR TOUS : UNE APPROCHE AXÉE SUR LES DROITS
- NOUVELLE RECHERCHE SUR LES PETITS FOURNISSEURS PRIVÉS
- VISION 21 : "FAITES ENTENDRE VOTRE VOIX !"
- NOUVELLES PUBLICATIONS
- L'IRC A DÉMÉNAGE

NUMÉRO 250, AVRIL 1999

Financement de l'eau douce pour tous : une approche axée sur les droits

Tous les individus ont le droit d'accès à l'eau potable...	Mar del Plata, 1977
Un peu pour tous vaut mieux que beaucoup pour peu de monde	Déclaration de New Delhi, 1990
L'eau est un bien économique	Déclaration de Dublin, 1992
Satisfaire les besoins de tous les pays en eau douce	Agenda 21, Rio Earth Summit, 1992
Utilisation effective et efficace des fonds disponibles	Conférence ministérielle, Noordwijk, 1994

Au cours des deux dernières décennies, un certain nombre de déclarations internationales ont tenté d'assurer un accès à l'eau et à l'assainissement sûrs et viables pour l'environnement. Une gamme de critères et de mécanismes de financement ont été proposés afin de mobiliser et d'allouer des ressources financières. Cependant, de millions de personnes n'ont pas accès aux services élémentaires. Il y a des soucis en ce qui concerne la pénurie d'eau et la dégradation du milieu touchant les ressources d'eau douce. Il existe de même une concurrence de plus en plus forte entre l'agriculture, l'industrie et les foyers au niveau de l'eau douce qui constitue une ressource limitée dans des environnements donnés. En fait, la crise générale relative à l'eau douce n'est qu'une crise à l'échelon local qui existe déjà du point du vue du temps (à des périodes particulières de l'année) et de l'espace (à des endroits particuliers).

Un document récent de l'UNICEF rédigé par Ashok Nigam et Sadig Rasheed dénote que les déclarations internationales sur les Droits de l'Homme et de l'Enfant précisent les impératifs politiques, moraux, éthiques et légaux pour faire en sorte que le droit fondamental à l'eau soit satisfait. L'adoption d'une approche axée sur les droits conformément à ce qui est dénoté, est cohérente et compatible avec l'efficacité économique. En effet, une telle approche est à la fois efficace et équitable. La mise en œuvre des droits déjà conférés sera essentielle en vue de mobiliser les ressources appropriées pour faire face aux deux défis inséparables, à savoir : le financement durable et l'utilisation des ressources avec respect de l'environnement. Les auteurs du document sont parvenus aux conclusions suivantes :

- La contrainte majeure pour faire face à un défi ne réside pas seulement dans le manque des ressources financières, mais dans les décisions politiques de l'Etat consistant à réaliser les droits déjà conférés aux individus.
- Il ne faut pas attendre du marché qu'il protège les ressources en eau douce et qu'il les répartisse d'une manière équitable à tous les niveaux des revenus et des utilisations concurrentes. La pression sur l'approvisionnement des foyers en eau, comme résultat de l'extraction excessive pour l'agriculture, fait appel à un examen des tarifications de l'eau en fonction de ses utilisations concurrentes.
- L'approche axée sur les droits en matière de financement suggère que l'efficacité et l'égalité peuvent être réalisées si les services élémentaires pour tous sont garantis par l'Etat. La volonté politique à assurer l'accomplissement des droits est requise.
- La privatisation et le financement du secteur public peuvent être complémentaires. Cependant, le premier ne doit pas se substituer aux responsabilités de l'Etat en matière de services élémentaires.
- La privatisation des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement doit être accompagnée de réglementations efficaces.
- La microfinance et les plans de crédits permanents doivent être promus parallèlement à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement, afin de permettre aux pauvres de payer et de maintenir leurs services.
- La gestion axée sur les collectivités, considérée comme une stratégie dans le domaine des services et du financement de l'eau douce pour tous, a été désignée comme étant efficace. Les communautés doivent assumer des responsabilités et prendre part à tous les aspects de la gestion si elles veulent contrôler l'environnement de leur eau douce.

Afin de trouver les moyens de l'engagement amélioré des petits fournisseurs privés dans le secteur que ce soit au niveau des organisations non-gouvernementale locales, des "affaires" axées sur les collectivités ou des entrepreneurs

privés. l'IRC est en train de réaliser actuellement un projet de recherche. Celui-ci est intitulé *Small Scale Independent Providers of Water Supply and Sanitation to the Urban Poor* [Petits exploitants indépendants pour l'eau et l'assainissement dans les zones urbaines pauvres]. Le projet est mis en œuvre à l'instigation du Programme d'Apprentissage et de Développement des Capacités qui s'inscrit dans le cadre du Programme Eau et Assainissement du PNUD et de la Banque Mondiale. Pour plus d'informations détaillées, veuillez consulter le service de l'IRC.

Financing Fresh Water for All: A Rights Based Approach, [Financement de l'eau douce tous : une approche axée sur les droits] par Ashok Nigam et Sadig Rasheed, 1998, United Nations Children's Fund, Programme Publications, 3 UN Plaza, New York, NY 10017, USA

Nouvelle recherche sur les petits fournisseurs privés

Marc Vézina

Les petits fournisseurs de services d'eau et d'assainissement pour les pauvres des villes est le centre d'intérêt d'une étude réalisée par le Programme d'Apprentissage et de Développement des Capacités s'inscrivant dans le cadre du Programme Eau et Assainissement du PNUD et de la Banque Mondiale, et mise en œuvre par l'IRC.

La recherche a pour objectif d'améliorer les services pour les pauvres des régions urbaines en mettant en évidence le rôle primordial des petits fournisseurs indépendants des services de l'assainissement de l'environnement. Les études seront entreprises dans sept villes de l'Afrique sub-sahariennes pour :

1. identifier l'éventail des opérateurs et l'envergure de leurs opérations ainsi que le cadre institutionnel et légal dans lequel ils opèrent;
2. évaluer les avantages des services des fournisseurs indépendants et les raisons pour lesquelles les pauvres s'adressent à eux;
3. identifier leurs points forts et leurs points faibles pour évaluer les qualités nécessaires dans le but de continuer le développement de leurs activités;
4. identifier les difficultés qui entravent le développement et recommander les moyens pour les surmonter.

Les méthodes pour rassembler les données s'effectuent par le biais d'étude sur documents, des interviews des informateurs-clés, des enquêtes auprès des ménages et des utilisateurs et des interviews approfondis avec les opérateurs, ainsi que les mises au point par des discussions de groupe avec les opérateurs.

Le projet comprend deux ateliers ayant pour objectif de planifier et de clarifier les méthodes de la collecte des données et de réexaminer les conclusions. Lors du premier atelier, les consultants présenteront les conclusions de leur premier travail sur le terrain et seront informés sur la méthodologie d'application de la deuxième partie de leur recherche. Lors du second atelier de synthèse, programmé en février 1999, les consultants ont présenté une première version de leurs conclusions. Les autres participants du groupe donneront leurs points de vue concernant les conclusions et identifieront les lacunes. L'ensemble du groupe formulera des recommandations.

Les villes africaines dans lesquelles ces recherches seront entreprises sont :

Afrique de l'Ouest	Afrique de l'Est
Dakar, Sénégal	Kampala, Ouganda
Conakry, Ghana	Nairobi, Kenya
Bamako, Mali	Dar es Salaam, Tanzanie
Cotonou, Bénin	

Les partenaires participant à ce projet sont: Hydro conseil (Paris), un bureau de consultation qui fournit son soutien au niveau du fond et de la méthologie; des Groupes régionaux d'eau et d'assainissement du PNUD/Banque Mondiale (RWSG) en Afrique de l'Ouest et en Afrique de l'Est, en vue d'assurer des relations de travail entre les études effectuées dans toutes les villes et entre tous les projets en cours ou futurs de la Banque Mondiale; et une équipe de consultants locaux qui mèneront des enquêtes et rédigeront une étude de cas pour chacune des villes concernées par ce projet.

VISION 21 : "Faites entendre votre voix !"

Le travail préparatoire de la *VISION 21* du WSSCC progresse rapidement, et le Conseil aimerait recevoir vos contributions dans ce processus participatif du développement d'un plan de travail, qui a pour but de promouvoir un accès généralisé à l'approvisionnement en eau potable et assainissement. Le Directeur du Programme "*VISION 21*", Mr. Hans van Damme, coordonne une série de rencontres au niveau international, régional et national. Ces rencontres cherchent à attirer l'attention et la participation de tous les intervenants dans la formulation de cette vision, ainsi que de déterminer les actions à court et moyen terme qui doivent être mises en œuvre pour transformer la vision en réalité.

Les résultats de ces rencontres sont transmis à l'équipe conceptrice de la vision, chargée d'élaborer une version préliminaire en Juin 1999. Une autre série de rencontres cherchera à développer un consensus général sur la Vision, comme étant une composante importante pour la gestion des ressources mondiales de l'eau dans le 21ème siècle.

Cette large *'Vision pour l'Eau, la Vie et l'Environnement'* comprendra des éléments pertinents pour les *visions 'Eau pour la nourriture', 'Eau pour la Nature', et 'Eau pour les populations'*. Ces éléments sont rassemblés par le Conseil Mondial de l'eau pour la préparation *du Second Forum Mondial* pour l'eau qui aura lieu à La Haye du 16 au 22 mars 2000.

Les rencontres pour la *VISION 21* représentent un exercice participatif majeur, veillant à ce que les opinions et les expériences à base forment une partie intégrante du développement de la vision. L'équipe conceptrice de la vision se base également sur les résultats des groupes de travail et des réseaux du WSSCC, qui traitent de dix sujets majeurs (voir encadré). Les groupes sont chargés d'identifier les points critiques au sein de leur propre domaine de compétence, de transformer pour le mieux les réflexions actuelles pour les prochaines 25 années, et d'élaborer une cadre d'action nécessaire pour la mise en œuvre de la vision. Leurs contributions feront l'objet par la suite d'un exercice de synthèse des connaissances dirigé par l'ancien directeur du IWSD, Paul Taylor.

Comment pouvez-vous contribuer au mieux à la *VISION 21*? L'équipe de la Vision du WSSCC aimerait qu'un grand nombre de personnes participent au processus de développement de la vision. Les idées et les opinions, appuyées par des connaissances et des compétences spécialisées, sont recherchées dans cinq domaines clés:

- *L'engagement politique et le soutien sociétal*

Par exemple, que peuvent faire les personnes au sujet du développement de l'approvisionnement de l'eau potable et de l'assainissement? Comment peut-on mobiliser les nombreux secteurs différents de la société future en faveur de la cause de l'eau et de l'assainissement ? Quels types d'indicateurs et d'objectifs sont nécessaires pour promouvoir un plus grand soutien pour l'eau et l'assainissement et pour accélérer la réalisation de services durables pour les démunis?

- *Une politique intégrée en eau, santé et assainissement*

Comment peut-on promouvoir les multiples bénéfices des services d'approvisionnement en eau et assainissement améliorés ainsi que les convertir en politiques de planification locales et nationales ?

- *Base institutionnelle*

Quels sont les cadres institutionnels adéquats de votre société, ou dans la région, avec lesquels vous avez une expérience ? Comment peut-on travailler le mieux avec tous les intervenants ? Il faut se demander en particulier si les partenariats public/privé capables de faire bénéficier les classes pauvres, sont en train de faire jour.

- *Cadre économique, financier et technologique*

Où nous mènent les tendances actuelles en technologie et comment peuvent-elles être mieux dirigées vers l'objectif de faire bénéficier toutes les personnes des services d'eau et d'assainissement ? Est-ce que les économies relatives aux technologies de désaliénation, peuvent-elles par exemple changer notre interprétation de la pénurie de l'eau ? Est-ce que l'adoption très répandue des approches d'assainissement écologique serait capable d'avoir un impact majeur sur les aspects économiques de l'assainissement au niveau des foyers ?

- *Coopération internationale*

La technologie de la communication progresse rapidement. Est-ce que la capacité croissante pour l'échange électronique des informations et des expériences aura un impact considérable sur les approches technologiques et institutionnelles en matière d'investissement en eau et assainissement ? Comment devrait-il le secteur s'adapter en vue de tirer des avantages optimaux des développements anticipés en communication ? Quels sont les autres formes de coopération internationale capables de contribuer à notre vision d'un monde dans lequel toutes les personnes auront accès aux services d'eau et d'assainissement ?

Le Conseil de Concertation souhaite connaître vos points de vue à propos de ces questions ou d'autres, relatives à une vision de l'eau et de l'assainissement au 21ème siècle. Les points de vue seront publiés dans SOURCE Weekly et SOURCE Bulletin. Il y aura prochainement l'occasion de développer ces questions à l'aide du courrier électronique et aux forums de discussions sur la page Web de WSSCC.

Les groupes de travail et les réseaux incluent :
L'assainissement de l'environnement
La gestion communautaire et partenariats avec la société civile
La gestion de la demande d'eau et de conservation
Les questions institutionnelles
Le développement des ressources humaines
Les services au profit des pauvres des villes
Le fonctionnement et la maintenance
La problématique homme(s)-femme(s)
Le Réseau de la Recherche Globale Appliquée (GARNET)
La Communication et l'Internet

En attendant, veuillez envoyer vos contributions à *VISION 21* à l'intention de :
Hans van Damme, *VISION 21* Directeur de Programme,
Eerste Poellaan 59, 2161 LA Lisse, Pays-Bas
Courriel: hansvandamme.wsscc@wxs.nl
Fax : +31-252422570
Ou au secrétariat de WSSCC, wsscc@who.org
Fax : +41-22-791 4847

Les membres du Conseil peuvent également contribuer aux discussions au sein des groupes de travail et des réseaux, par l'intermédiaire de listes établies pour chaque groupe. Pour plus d'informations ou pour demander le formulaire d'inscription, veuillez contacter le secrétariat du Conseil. Sinon, vous visitez notre site Web où vous pouvez vous inscrire directement.

Nouvelles publications

Documents de capitalisation sur l'appui aux comités de gestion de forages

Cédric ESTIENNE, AFVP/ISF, octobre 1998, 61 pages et 52 pages, Participation aux frais de copie et d'envoi : 30 FF et 25 FF

ISF et l'AFVP publient deux documents capitalisant leur expérience commune de l'appui aux acteurs locaux de la gestion de l'eau en milieu rural au Sénégal :
le **recueil des outils d'appui aux comités de gestion**, présentant les principaux outils utilisés dans l'accompagnement des comités villageois, tout en précisant leur principe et leur fonctionnement,
le **manuel des conducteurs de forage**, support de formation des techniciens chargés du fonctionnement des équipement d'exhaure dans les adductions.

Ces deux documents sont le fruit de l'expérience menée en 1996 et 1997 sur le département de Matam au Sénégal, au cours de l'action pilote n° 2 du programme « Eau potable et assainissement dans les quartiers périurbains » financé par le Secrétariat d'État à la Coopération et piloté par le pS-Eau. À la fois conçus, testés et validés au cours de cette action, la méthodologie et les outils utilisés serviront de support à l'opération faisant suite à l'action pilote : le PAGE, Programme d'Appui à la Gestion de l'Eau.
Parmi les outils présentés dans le recueil, citons un journal de compte simplifié, permettant de réduire le nombre d'écritures, tout en affectant toute dépense ou recette selon un plan comptable minimal, et facilitant le remplissage d'un bilan financier mensuel. Ce dernier sépare le résultat d'exploitation mensuel du compte d'amortissement qui permet de suivre facilement la situation des provisions pour renouvellement. Outre des outils de calcul (prix de l'eau, recettes théoriques), le recueil présente aussi un calendrier d'entretien des équipements, des feuilles de relevés de pompage, et trois fascicules faisant un rapide tour des questions les plus fréquentes : comment se constituer en association d'usagers, comment calculer le prix de l'eau, la gestion aux compteurs ou aux forfaits.
Le deuxième document, destiné aux conducteurs de forage, résume la partie théorique de la formation qui leur est dispensée par le Ministère de l'Hydraulique du Sénégal. Très largement illustré, il associe pour chaque élément d'une AEP (captage, pompe, moteur, réseau...), une description théorique du fonctionnement, et un tableau pratique de maintenance préventive ainsi qu'un tableau des actions à mener sur des pannes simples. En outre, un chapitre théorique est consacré à l'électricité, et un dernier présente les documents de gestion concernant le conducteur (feuille de pompage, calculs d'indicateurs de suivi).

Commande à :
ISF, 14 passage Dubail, 75010 Paris, France,
Tél. 01 53 35 05 40, Fax 01 53 35 05 41,
Courriel : isf_fr@club-internet.fr,
ou l'AFVP, B.P. 207 LINAS 91311 Monthéry Cedex,
France, Tél. : 01 69 80 58 58, Fax : 01 69 80 58 00,
Courriel : afvp.dg@wanadoo.fr

COLOPHON
RÉDACTION: NICOLETTE WILDEBOER
MISE EN PAGE: LAUREN HOUTTUIN
AVEC CONTRIBUTIONS DE: MARC VÉZINA, IRC
BRIAN APPLETON, CONSEIL COLLABORANT
HANS VAN DAMME, *VISION 21*
TRADUCTION: ZOULIKHA AQARIAL
IMPRIMÉE PAR: PALLAS OFFSET BV
DISTRIBUÉE PAR: EURO MAIL BV

L'IRC a déménagé!!

Le 31 mars 1999, l'IRC a déménagé à Delft, aux Pays Bas, où il partage les bureaux avec son partenaire, l'IHE (Institut International d'Hydraulique et d' Ingénierie de l'Environnemental)

Notre nouvelle adresse est:
Boîte Postale 2869
2601 CW Delft
Pays Bas
Tel: +31 (0)15 2192939
Fax: +31 (0)15 2190955
Courriel: general@irc.nl
Site Web: www.irc.nl

FAITS NOUV'EAUX

Perspectives dans le domaine eau, assainissement et environnement

DANS CE NUMÉRO:
- MISE EN PLACE D'UN CENTRE DE RESSOURCES À OUAGADOUGOU PAR LES INSTITUTIONS PARTENAIRES EIER, ETSHER ET CREPA
- LA VISION 21 PROGRESSE GRÂCE AUX CONTRIBUTIONS DE PLUS DE 20 PAYS
- CADRE POUR L'ÉVALUATION DE LA PARTICIPATION, DU GENRE ET DE LA RÉCEPTIVITÉ À LA DEMANDE
- "UNE PÉRENNITÉ PLUS ÉLEVÉE AU GHANA QU'AU CAMEROUN"

NUMÉRO 251, JUIN 1999

Mise en place d'un centre de ressources à Ouagadougou par les institutions partenaires EIER, ETSHER et CREPA

Les 17 et 18 mai 1999, s'est tenu à l'EIER, un atelier de réflexion relatif à la mise en œuvre d'un centre de documentation et d'information, qui peut évoluer vers un centre de ressources à vocation régionale. Les trois institutions régionales, basées à Ouagadougou, sont :

- l'Ecole Inter-Etats d'Ingénieurs de l'Equipement Rural (EIER) ;
- l'Ecole des Techniciens Supérieurs de l'Hydraulique et de l'Equipement Rural (ETSHER) ;
- Le Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement à faible coût (CREPA.).

Cet atelier a fait suite à une étude réalisée par l'Institut Panafricain de Développement (IPD) et l'IRC relative à l'identification des besoins, des modes d'organisation et de fonctionnement possibles, et des moyens nécessaires pour la mise en œuvre de ce centre. L'étude et l'atelier visant à élaborer un plan d'action pour la mise en œuvre effective du centre de documentation et d'information ont pu se réaliser grâce à un appui financier de l'UNICEF.

L'atelier a été tenu dans le contexte du projet STREAM de l'IRC, dont l'objectif est de renforcer les centres de ressources dans leur rôle de développement des capacités en matière d'approvisionnement en eau et de l'assainissement environnemental.

Résultats

Les travaux de l'atelier ont abouti à la création d'un centre commun destiné à répondre aux besoins en communication et information des institutions partenaires et des acteurs du secteur de l'eau. Les constats suivants ont été faits :

- Les discussions menées avec les institutions partenaires ont permis de clarifier le concept de centre de ressources, plus particulièrement la création de synergies entre différentes activités que peut mener le centre de ressources.
- Il est apparu nécessaire de restreindre les champs d'intervention du centre de ressources aux services de documentation et d'information completés par des services d'appui-conseil.
- Le centre doit allier des compétences sectorielles avec des compétences dans le domaine de l'information et de la communication. Le directeur du centre aura pour mission de contribuer à la définition de la politique du centre.
- Une masse critique de 3 à 4 professionnels du secteur est nécessaire pour assurer une gestion efficace des tâches du centre.
- La mise en réseau du centre et la création de partenariats sont essentiels pour réaliser un impact plus important dans le secteur et améliorer la viabilité du centre.
- Les institutions partenaires sont présentes dans 14 pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Le centre de ressources à Ouagadougou aura une vocation régionale avec des partenaires de réseau dans plusieurs pays de la région.

L'approche STREAM

Le projet STREAM fournira dans l'ensemble un aperçu du développement et du fonctionnement des centres de ressources en Afrique, Asie, Europe et Amérique Latine et établira les conclusions, les leçons apprises et les recommandations conséquentes pour le soutien futur de tels centres.

Les centres de ressources du secteur de l'eau et de l'assainissement sont axés sur la collecte et la dissemination des connaissances et de l'expérience pertinentes, afin de renforcer les capacités du secteur. Ils peuvent fournir différentes sortes de services de soutien, tels que services de documentation et d'information, programmes de formation, conseil d'experts du secteur, recherche et collecte des pratiques et de l'expérience locales, ainsi que l'appui institutionnel.

Le projet fournira un environnement dans lequel les centres pourront échanger leurs connaissances. Ils pourront ainsi identifier les possibilités de démarrer des activités viables et de renforcer leurs réseaux. Une approche pragmatique des projets, permettant de répondre aux nouveaux développements et nouvelles leçons apprises lors du déroulement du projet, est envisagée.

Les 11 centres de ressources participant au projet ont préparé leur propre évaluation institutionnelle afin de pouvoir participer à la discussion au cours d'un atelier international tenu à La Haye du 14 au 18 juin 1999. Plusieurs organisations, y compris la majorité des centres du Réseau de formation international (ITN) pour l'eau et l'assainissement, ont pris part aux travaux de l'atelier avec les parties prenantes et les clients. Des rencontres régionales seront organisées après l'atelier international afin de présenter les résultats, partager les connaissances, l'expérience et les leçons apprises avec d'autres organisations, et afin de développer des recommandations et des activités futures. Les résultats prévus comprennent une série d'instruments pour le développement et la gestion des centres de ressources. Le résultat de l'atelier de juin sera publié dans l'une des prochaines éditions de Faits Nouv'eaux.

Pour de plus amples informations concernant le projet STREAM, contacter Teun Bastemeijer à l'IRC, e-mail: bastemeyer@irc.nl.

La VISION 21 progresse grâce aux contributions de plus de 20 pays

L'équipe de rédaction de la Vision du Conseil de Concertation a entamé le processus de préparation d'une première rédaction de la VISION 21 - "une image tangible du futur que nous cherchons à créer". La rédaction est l'aboutissement d'une longue série de rencontres entre parties prenantes locales, dans quelques 23 pays, et d'un exercice de "synthèse des connaissances", impliquant des centaines de spécialistes sur les problèmes sectoriels clés.

L'intention est de faire largement circuler ce premier texte, publié sur la nouvelle page, VISION 21, du site Internet (http://www.wsscc.org/vision21/), afin d'obtenir des commentaires, et de poursuivre son développement au cours de consultations régionales et mondiales tenues plus tard dans l'année. La version actualisée du texte sera aussi présentée lors du Symposium sur l'Eau de Stockholm en août en tant qu'élément de discussion du Conseil Mondial de l'Eau (CME) intitulée la Vision pour l'Eau, la Vie et l'Environnement. La VISION 21 est une composante de la Vision du CME, intitulée "Water for people" (de l'eau pour tout le monde). D'autres composantes traitent "Water for food" (de l'eau pour de la nourriture) et "Water for nature" (de l'eau pour la nature).

L'équipe de rédaction de la Vision décrit le monde tel qu'il sera en 2050. Elle pense, par anticipation, que des progrès rapides auront été réalisés, année après année, pour réaliser l'objectif consistant à donner à tous l'accès à une eau potable en quantité nécessaire, à des installations sanitaires et à l'hygiène. Des communautés, équipées et habilitées, ont collaboré efficacement avec les gouvernements et les ONG. La nécessité de l'hygiène est universellement acceptée et les gens demandent, payent et aident au maintien des services nécessaires pour obtenir un environnement vital propre et sain. Les gouvernements ont reconnu le rôle majeur de l'amélioration de l'approvisionnement en eau dans la réduction de la pauvreté et ils récoltent les avantages des programmes holistiques qui satisfont aux besoins basiques et réduisent le fardeau de la pauvreté.

La Vision est également attrayante pour d'autres raisons. Les maladies hydriques sont en cours d'éradication ; les rivières et fleuves et les ressources d'eaux souterraines sont propres et leur qualité s'améliore ; une utilisation de l'eau et une gestion de la demande plus efficaces ont évité la nécessité de megaprojets onéreux causant des dommages à l'environnement ; les systèmes d'égout par voie d'eau ont largement cédé la place à des solutions sur place de services de compostage gérés par la communauté ; et l'expérience a montré que les frais occasionnés pour répondre aux besoins basiques en eau, assainissement et hygiène sont significativement moins élevés que l'argent économisé pour les dépenses de santé et les avantages d'une plus grande productivité.

Les avantages socio-éducationnels pour les femmes et les enfants, et l'amélioration manifeste de la santé des populations, du bien-être et de l'environnement vital s'ajoutent aux avantages économiques de la réduction de la pauvreté. Une fois que l'équipe de rédaction de la VISION 21 aura achevé le texte, il sera placé sur la page du site Internet. Une grande partie des documents de référence développés lors du processus de rédaction de la Vision sera également accessible sur le site. Il est souhaitable qu'un nombre aussi grand que possible de personnes ait accès au site et contribuent, au moyen de commentaires, au développement de la Vision. Le Conseil de Concertation pour l'Eau et l'Assainissement insiste sur le fait que la Vision dépasse l'exercice théorique consistant à rassembler des rêves. La version finale de la Vision comprendra des objectifs nationaux et régionaux d'actions à court et moyen terme permettant l'acheminant vers un but pratique et réalisable. Contrairement à certaines initiatives passées, ces objectifs bénéficieront du soutien de tous ceux qui sont impliqués dans la livraison et l'utilisation de services de base et les gouvernements répondront aux demandes générées par les usagers plutôt que de dicter les solutions du haut de l'échelle hiérarchique. C'est pourquoi il est d'importance capitale que tous ceux qui sont concernés par le processus de développement souscrivent à la Vision et s'engagent à en faire quelque chose de réel. Les processus consultatifs extensifs utilisés pour développer la VISION 21 serviront de catalyseurs pour les activités de suivi.

Les lecteurs de Source sont encouragés à consulter régulièrement la page du site Internet afin de suivre le développement de la Vision et d'envoyer leurs commentaires au directeur du programme VISION 21 du Conseil, Hans van Damme (E-mail: hansvandamme.wsscc@wxs.nl, fax : 31 252 422 570), et de se faire inscrire au gestionnaire de liste de participants E-mail, pour obtenir les mises à jour de la Vision, en contactant le secrétariat du Conseil à l'adresse E-mail wsscc@who.ch.

Cadre pour l'évaluation de la participation, du genre et de la réceptivité à la demande

Leonie Postma

L'utilisation du "Wealth Ranking tool" (l'instrument de classement d'après la richesse), un outil d'évaluation participative servant à classer les communautés selon la fortune, est culturellement inacceptable dans le contexte de l'Afrique de l'Ouest. Ce commentaire a été fait par différents participants à l'atelier régional d'Afrique de l'Ouest tenu au Cameroun en juillet 1998. Les participants à l'atelier ont prêté assistance à la régionalisation d'une méthodologie, destinée à évaluer la participation, le genre et la réceptivité à la demande, en matière de programmes d'eau et d'assainissement. L'un des principaux objectifs de l'évaluation étant l'identification de l'influence de l'utilisation d'une approche de la pauvreté sur l'impact et la pérennité des projets d'eau, il convient de rechercher des alternatives. Classer les usagers selon les catégories salariales ou selon le type de logement est l'une des alternatives suggérées.

Cet article est le premier d'une série de six articles devant être publiée dans le Source Bulletin produit par l'IRC et financé par l'UNESCO Nairobi. D'autres articles paraîtront dans les éditions d'octobre 1999 et de février 2000. Le financement par l'UNESCO de la propagation des expériences liées à l'aspect du genre, ressort du cadre du Programme Hydrologique International (IHP-V) et de son projet spécial "Les femmes et la distribution et l'utilisation des ressources d'eau". L'UNESCO a co-animé un atelier régional sur l'aspect du genre à Prétoria en 1997, qui a entamé la phase de lancement d'une évaluation mondiale sur la valeur ajoutée et l'impact d'approches participatives, sensibles au problème du genre, à la réceptivité à la demande, dans les programmes de distribution et d'assainissement d'eau. Les articles seront centrés sur les résultats de cette évaluation obtenus en Afrique de l'Ouest et de l'Est. Dans le Source Bulletin No 1, Christine van Wijk-Sijbesma a décrit le projet dans son contexte mondial.

Le présent article expose dans les grandes lignes le cadre utilisé pour l'évaluation réalisée dans les communautés. La prochaine édition sera dédiée à l'évaluation aux niveaux national et institutionnel ainsi qu'à l'évaluation de la pérennité et de l'impact du projet. L'objectif principal de l'évaluation est l'étude des liens entre l'utilisation d'approches de la réceptivité à la demande, du genre et de la pauvreté dans la création et la mise en oeuvre de services d'eau et d'assainissement dans les communautés rurales et péri-urbaines ainsi que celle de l'impact global et de la pérennité.

Les projets ont été sélectionnés selon les critères suivants :

- les projets doivent être à grande échelle et servir non moins de 50 foyers ;
- l'utilisation d'une approche axée sur la demande ainsi que sur des principes de développement participatif ;
- l'existence d'une politique et d'une mise en oeuvre bien définies ;
- le projet doit avoir été achevé il y a au moins trois ans.

Le choix de projets à grande échelle vient de ce que cette initiative tend à influencer de grands investissements conçus pour être réceptifs à la demande. Le processus d'évaluation au sein de la communauté a été planifié pour environ 4 à 5 jours et exécuté par les responsables du projet. Les communautés ont utilisé différentes méthodes de collecte de données. La collecte d'informations dans la communauté s'est faite au moyen d'interviews avec des intervenants clés, de l'étude de rapports écrits, d'observations des conditions physiques avec un groupe représentatif de la communauté et de discussions de groupes focalisées, avec les groupes clés identifiés dans la communauté. Des interviews ouvertes ainsi que des instruments et des jeux participatifs ont été utilisés lors de ces discussions de groupes focalisées afin d'avoir un aperçu des comportements et des raisons sous-jacentes.

Description des instruments

Wealth ranking (classement selon la fortune) pour l'identification des classes socio-économiques dans la communauté.

Social mapping (*mise en carte*) : *établissement par les* membres de la communauté d'une carte indiquant la position, dans la communauté, de tous les points d'eau et/ou installations sanitaires construits pendant le projet ou tout autre centre pertinent tel que les écoles et les hôpitaux.

Transect walk (contre-vérification) : réalisée par les chercheurs et les membres de la communauté afin de contre-vérifier l'information sur la carte et de déterminer l'étendue de la présence, au sein de la communauté, d'une alimentation en eau et/ou d'installations sanitaires bien étayées. Cette démarche s'accompagne de questionnaires d'interview.

Pocket voting (diagramme de poche) : destiné à identifier le comportement des gens d'après l'utilisation des services avant/pendant/après l'initiation du projet.

Ladders (échelles) :

- pour évaluer la mesure dans laquelle le service répond à la demande/aux besoins des usagers et les avantages qu'ils tirent de ce service ;
- pour évaluer l'impact du service sur le temps et la charge de travail des femmes par rapport aux hommes.

Card sorting (système de tri) : afin de déterminer la nature des contributions des hommes et des femmes, riches ou pauvres, au projet.

Hundred seeds (cent graines) : afin de déterminer le pourcentage de distribution approximatif de tout concept, par exemple, le partage des gains à l'intérieur d'un ménage et les responsabilités financières.

L'une des caractéristiques majeures de la méthode d'évaluation est d'assurer que les informations soient collectées à partir de différents groupes existant dans la communauté. Pour former des groupes pour la discussion focalisée, qui constituent une représentation appropriée des riches et des pauvres, des hommes et des femmes, des usagers et des non usagers de la communauté, il est nécessaire d'identifier les classes socio-économiques au sein de la communauté, et le nombre de personnes qui représente ces classes.

Dans le contexte de l'Afrique de l'Ouest, l'utilisation de l'instrument "hundred seeds" s'est avérée inappropriée car elle viole la vie privée des communautés. Pour l'un des participants, demander la composition des contributions au ménage, était presque synonyme à une intrusion dans la chambre à coucher de ces personnes. Bien qu'il fut décidé au cours de l'atelier de continuer à utiliser cet instrument, il a été rejeté sur le terrain par la communauté pour les raisons susmentionnées.

"Une pérennité plus élevée au Ghana qu'au Cameroun"

Au Ghana, le degré de pérennité des projets perçu est beaucoup plus élevé qu'au Cameroun. L'existence au Ghana d'une politique nationale saine sur l'approvisionnement en eau a été identifiée comme l'une des raisons majeures à l'origine de cette différence. Cette politique comprend des dispositions pour l'amélioration de l'égalité des sexes, la participation et la réceptivité à la demande. Le Cameroun ne possède pas ce genre de politique.

C'est l'un des résultats majeurs des études d'évaluation entreprises au Cameroun et au Ghana en 1998. Des équipes locales ont évalué la mesure dans laquelle l'utilisation des approches du genre, de la pauvreté, de la participation et de la réceptivité à la demande, insérées aux plans de création et de mise en oeuvre des projets, a affecté la pérennité et l'impact de ces projets. Deux projets par pays et quatre communautés ont été sélectionnés pour cette évaluation. Le degré de pérennité des projets au Ghana s'est avéré bien au-dessus de la moyenne alors que celui du Cameroun n'atteignait pas la moyenne. Les facteurs identifiés comme contribuant à la pérennité des projets dans les deux pays étaient : l'approche de la réceptivité à la demande et la culture de la propriété et de la gestion conséquentes par la communauté, notamment en cours d'opération et de maintenance.

Les facteurs ayant contribué à un degré de pérennité plus élevé au Ghana comprenaient : une politique nationale saine, le financement efficace de la communauté, l'implication du secteur privé, la présence d'une gestion et d'une utilisation d'eau réglementées et la formation efficace des membres du comité des eaux.

Des facteurs limitant la pérennité ont cependant été identifiés aussi bien au Cameroun qu'au Ghana, il s'agit de :

- une implication insuffisante des communautés au processus décisionnel ;
- une participation tardive de la communauté aux plans, résultant en un faible degré de propriété ;
- un personnel institutionnel mal formé en termes d'analyse du genre et de la pauvreté ;
- l'inadéquation des stratégies sensibles au problème du genre ;
- un manque de stratégies sur la pauvreté.

Ceci permet de conclure qu'une politique claire n'aboutit pas nécessairement à un degré de pérennité élevé d'un projet. La condition préalable est la formation adéquate du gouvernement et des responsables du projet et leur aptitude à mettre en pratique la politique.

Impact

Pour les projets évalués dans les deux pays, un impact substantiel a été perçu puisque les avantages prévus pour les membres des communautés ont été réalisés, notemment en ce qui concerne l'accès aux services, la régularité et la prévisibilité des services. Il est difficile de définir l'impact réel des projets évalués à cause de la nature des données collectées. On présume que le changement de comportement suite au projet est moyen, voire faible. L'accès limité à l'eau, dû aux mauvaises disponibilité et fiabilité des flux d'eau, à l'éloignement et à une prise de conscience insuffisante, est probablement à l'origine de cet impact réel limité. Dans ces pays, un seul projet d'assainissement est mis en place, simultanément aux autres projets, dans la région de Volta au Ghana. Les efforts fournis pour réduire les maladies hydriques seraient multipliés si les plans d'approvisionnement en eau étaient accompagnés de programmes appropriés d'hygiène et d'assainissement. Dans cette même optique, le contrôle scientifique régulier de la qualité de l'eau devrait également être institué. Il reste beaucoup à faire pour rendre l'approvisionnement en eau plus fiable et plus hygiénique. Et bien qu'une politique structurée de l'approvisionnement communautaire en eau n'apporte pas toutes les réponses, elle constitue cependant un pas dans la bonne direction.

Pour de plus amples informations:
Contacter Jennifer Francis, francis@irc.nl

COLOPHON

RÉDACTION	NICOLETTE WILDEBOER
MISE EN PAGE:	LAUREN HOUTTUIN
AVEC CONTRIBUTIONS DE:	SAID ALLAOUI, IRC
	LEONIE POSTMA, IRC
	BRAIN APPLETON, WSSCC
TRADUCTION:	BEATRICE RATEL
IMPRIMÉE PAR:	PALLAS OFFSET BV
DISTRIBUÉE PAR:	EURO MAIL BV

B.P. 2869, 2601 CW Delft Pays-Bas
Tél.: +31-15-219 29 39, Fax: +31-15-219 09 55,
e-mail: general@irc.nl, Internet: http://www.irc.nl
Ce Faits Nouv'eaux est publié sur papier recyclé et non chloré

FAITS NOUV'EAUX

Perspectives dans le domaine eau, assainissement et environnement

Dans ce numéro:
- Lancement du programme de l'Alliance pour le genre et l'eau
- Des centres de documentation se regroupent au profit du secteur de l'eau et de l'assainissement
- CCEA: nouveau directeur général
- Appel du P7 : Halte à la privatisation de l'eau
- L'initiative FRESH
- Notes et Informations du HAMS
- Programmes de formation de l'IRC

numéro 252, decembre 2000

Lancement du programme de l'Alliance pour le genre et l'eau

Le programme de l'Alliance pour le genre et l'eau sera officiellement lancé en janvier 2001. L'Alliance GE (Gender and Water Alliance) est un réseau d'organisations et d'individus œuvrant pour l'équité et l'égalité entre les hommes et les femmes – quel que soit leur âge, couleur, religion, langue ou revenu – dans le domaine du développement et de la gestion durable des ressources en eau à tous les niveaux. C'est une organisation basée sur la participation, dans laquelle toutes les décisions sont prises collectivement, et qui a une structure transparente et ouverte.

L'Alliance GE est le résultat de la séance sur l'égalité des sexes qui a eu lieu dans le cadre des débats "de la Vision à l'Action" lors du 2ème Forum mondial de l'eau tenu à La Haye en mars 2000. La Vision mondiale de l'eau déclare que chaque femme, homme et enfant doit avoir accès à de l'eau salubre, à des installations sanitaires adéquates et à une nourriture saine, mais précise également qu'ils sont responsables de la conservation des écosystèmes. Les gouvernements sont invités à mobiliser un maximum d'associations et de groupements à tous les niveaux institutionnels en vue d'établir et de renforcer les dispositifs aux niveaux national, régional, et international qui faciliteraient la participation requise des parties prenantes.

"En 35 ans d'expérience de conférences, je n'ai jamais vu un résultat aussi pragmatique que l'Alliance pour le genre et l'eau ", affirme Madame Chandni Joshi, directrice du programme régional en Asie du Sud d'UNIFEM, le Fond des Nations unis pour le développement des femmes. Monsieur Bill Cosgrove, directeur de l'Unité Vision mondiale de l'eau à Paris, estime quant à lui, que "cette alliance est une incitation continue à inclure l'aspect du genre dans la gestion des ressources en eau et l'engagement équivalent des hommes et des femmes dans le secteur de l'eau ".

Que signifie gestion intégrée des ressources en eau? C'est le développement et la gestion coordonnées des ressources en eau, des produits de la terre et des ressources connexes au profit d'un mieux-être économique et social, tout en préservant les systèmes écologiques vitaux. Pour pouvoir mettre en œuvre ce bien-être il faut d'abord reconnaître que les hommes et les femmes de toutes les couches de la population ont des besoins différents et n'ont pas les mêmes possibilités d'accès à l'eau à usage domestique et agricole, ou aux zones de captages ; et que les femmes et les pauvres bénéficient le moins des améliorations dues au développement et à la bonne gestion. Une situation plus équitable, résultant d'une répartition plus logique des tâches, des bénéfices et des responsabilités entre hommes et femmes, donc d'un changement de comportements, ne peut être que le fruit d'une utilisation plus efficace et d'un renforcement des ressources humaines et des capacités institutionnelles.

Le but de l'Alliance GE qui compte actuellement 110 membres, dont des organisations et des individus, est d'aider les gouvernements à mettre en œuvre les recommandations formulées dans la Vision mondiale de l'eau. Un des moyens qu'elle préconise est d'intégrer l'aspect du genre et de l'équité dans la législation, les politiques et les stratégies, ainsi que dans les processus decisionnels concernant la gestion des ressources en eau et la conception des systèmes d'adduction d'eau. L'alliance GE donnera son soutien à la mise en place de dispositions adaptées aux conditions et aux besoins locaux afin de permettre la participation réelle et équitable de toutes les parties intéressées à la gestion des ressources en eau. Par ailleurs, l'alliance s'efforcera de faire valoir les droits des personnes les plus démunies et d'obtenir que leur demande d'avoir accès à des services abordables, fiables et en bon état de marche soit satisfaite.

L'Alliance projette de faire le plaidoyer d'un changement sur le terrain, de sujets tels que l'échange d'informations sensibles liées au genre, les réseaux de contacts, et le développement des capacités. Elle recherche à présent des "ambassadeurs du genre", chargés d'influecer les politiques et d'assister aux réunions intéressant leur cause. Des statistiques et des indicateurs provenant de différents sous-secteurs seront diffusés dans des rapports annuels sur le genre et l'eau dans le monde, et des matériaux de plaidoirie simples sur l'eau, le genre et l'équité seront publiés dans plusieurs langues. Des

membres de l'alliance ont établit une liste serveur afin de définir le mandat du secrétariat et du futur comité directeur, et utilisera cette liste dans l'avenir pour échanger des informations. L'Alliance pour le genre et l'eau est un programme associé du Partenariat mondial pour l'eau. Son secrétariat est établi dans les bureaux de l'IRC. Si vous souhaitez participer à ses activités, veuillez contacter Madame Jennifer Francis de l'IRC (voir l'adresse dans le colophon), ou envoyer un courrier à francis@irc.nl.

Des centres de documentation se regroupent au profit du secteur de l'eau et de l'assainissement

Dans un environnement complexe et en constante mutation, toute le monde a besoin d'un accès à une base collective d'informations et de connaissances a fin de trouver la meilleure façon de progresser, c'est-a-dire éviter tout en évitant les erreurs que d'autres ont pu commettre par le passé. Lors du deuxième Forum mondial sur l'eau et de la Conférence ministérielle, tenus à La Haye aux Pays-Bas en mars dernier, neuf organisations ont lancé le programme "Streams of Knowledge" (flots ou flux de connaissances), une coalition mondiale de centres de ressources travaillant ensemble pour l'amélioration de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement dans les pays en voie de développement. "*C'est un sujet qui doit être approfondi en vue de mettre en œuvre la Vision mondiale de l'eau, et plus particulièrement la VISION 21 (de l'eau pour les populations) qui touche au secteur de l'eau et de l'assainissement*" disait Monsieur Ranjith Wirasinha, ancien directeur général du Conseil consultatif de l'eau et de l'assainissement. "Streams of Knowledge" devrait permettre l'échange de connaissances et d'expériences de projets individuels et groupés entre les différents centres de ressources. Cette mémoire des expériences passées facilitera l'élaboration de stratégies pour le futur, et aidera les dirigeants à mieux jouer leur rôle: créer un engagement général pour faire face aux défis des décennies à venir.

Mission

La mission de la coalition mondiale de centres de ressources du secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, est d'aider à répondre aux immenses besoins non satisfaits:

- en organisant les flux d'informations et de connaissances;
- en permettant l'accès équitable à l'information;
- en utilisant les connaissances pour développer les capacités et les compétences de chacun;
- en favorisant les processus d'apprentissage par l'action, où les gens bénéficient de leurs propres expériences.

Activités

Les activités développées par différents partenaires comprennent la recherche appliquée, l'analyse stratégique du secteur, le plaidoyer, la publication et la dissémination de documents techniques, les services d'information, la formation, et l'appui-conseil.

La coalition cherche la synergie entre les partenaires afin de :

- renforcer d'autres centres de ressources;
- développer des activités, des réseaux et des alliances au niveau régional;
- chercher des fonds pour faciliter l'accès à l'information et les services des partenaires de la coalition "Streams of Knowledge" .

Principes

Les membres de la coalition adhèrent aux principes suivants:

- *l'équité* – dans le partage de l'information, en se souciant des besoins, pas des moyens;
- *la qualité* – bonne compétence professionnelle;
- *l'apprentissage par l'action* – développer et se concentrer sur l'approche participative;
- *la mémoire sectorielle* – base de connaissance dans des centres d'excellence;
- *l'information utile* – accès mondial à l'information que les gens pourront utiliser eux-mêmes.

Faciliter le changement

Le but de ces centres de ressources est de faciliter les réformes et les changements de comportement dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. Ils jouent un rôle clé dans les processus visant à augmenter la capacité des communautés et des pays à répondre aux besoins et aux demandes. Ce sont des centres d'excellence qui recueillent, enregistrent et diffusent l'information pour qu'elle soit utilisable dans le futur. Ils sont liés à de multiples sources d'information pour créer des flux de connaissance canalisés vers ceux qui en ont le plus besoin. Ainsi contribuent-ils au développement de tous ceux qui travaillent dans le secteur.

Ce sont également des centres mobilisateurs qui encouragent les décideurs et les acteurs du secteur à s'attaquer aux problèmes les plus urgents, et de vraiment améliorer la vie dans les communautés où les services d'eau et d'assainissement sont inadéquats, voire inexistants. Les centres de ressources expriment ainsi leur solidarité.

Les partenaires ayant lancé "Streams of Knowledge"

- CINARA - Colombie
- CREPA – Burkina Faso (en collaboration avec TREND)
- IRC – Pays-Bas
- IWSD - Zimbabwe
- NETWAS International - Kenya
- PCWS - Philippines
- pS-Eau - France
- SKAT - Suisse
- TUT/IWEE - Finlande

L'initiative "Streams of Knowledge" découle du programme Stream, facilité par l'IRC et financé par le Ministère des Affaires Étrangères des Pays-Bas. Pour plus d'information, veuillez contacter:
Secrétariat STREAMS OF KNOWLEDGE
IRC International Water and Sanitation Centre
B.P. 2896, 2601 CW Delft, Pays-Bas
Tel: +31 (0)1521942, fax: +31 (0)152190955
E-mail: bastemeyer@irc.nl, http://www.irc.nl/Stream

CCEA: Nouveau directeur général

En janvier 2001, Ranjith Wirasinha, directeur général du Conseil consultatif de l'eau et de l'assainissement,

transmettra ses fonctions à Gourisankar Ghosh, dont l'engagement et les qualités de meneur assureront sans aucun doute la bonne continuation des travaux engagés à Foz do Iguaçu. Monsieur Wirasinha dirige le CCEA depuis le premier Forum mondial tenu à Oslo en 1991.

" Ce fut un véritable privilège d'être le témoin de l'accroissement progressif non seulement de l'influence et de l'impact du CCEA, mais aussi de sa convivialité chaleureuse. Le travail bénévole d'un grand nombre de personnes dévouées à notre cause a apporté un complément inestimable au soutien financier assuré par un noyau de donateurs fidèles. La Vision 21 illustre parfaitement ce 'people power', qui continuera à m'inspirer longtemps après la remise de mes fonctions. Je suis persuadé qu'à Foz do Iguaçu, nous arriverons à créer l'état d'esprit et les programmes pratiques nécessaires à la réalisation de notre vision d'hygiène, d'assainissement et d'eau pour tous."

En ce moment Gourisankar Ghosh est à la tête du Programme sur l'eau et l'assainissement (WES) de l' UNICEF. Auparavant il tenait le poste de cosecrétaire au ministère du développement rural en Inde.

Appel du P7 : Halte à la privatisation de l'eau

Lors d'une conférence sur l'eau, tenue à Bruxelles en début juin, des écologistes européens et 7 pays parmi les plus pauvres ont lancé un appel pour entraver les propositions de privatisation des ressources en eau dans le monde. Les représentants et délégués du Sénégal, du Viêtnam, de l'Ethiopie, de l'Etat palestinien, de la Bolivie, du Burkina Faso et de Madagascar, Etats estimés pour être les plus pauvres du monde et surnommés "P7", estiment que l'eau devrait être considérée comme un droit fondamental de la personne humaine et non pas comme un bien économique. Le sommet annuel du P7 a été organisé à Bruxelles par le groupe parlementaire européen des verts pour attirer l'attention sur les problèmes de développement de ces pays et pour prendre le contre-pied du sommet annuel du Groupe des Sept (désormais huit), c'est-à-dire des nations les plus industrialisées.

Pendant la séance de clôture du 4ème sommet tenu dans les locaux du Parlement européen à Bruxelles, le groupe des verts a exprimé son opposition au principe selon lequel l'eau doit être traitée comme une marchandise tel que le pétrole. Monsieur Paul Lannoye, copresident du groupe des Verts/alliance libre européenne, a dit que *"pour faire face à la tendance à la privatisation de cette ressource vitale, il faut proposer des alternatives respectant le principe du développement durable et équitable. Nous voulons défendre cette idée au niveau des institutions européennes et internationales. L'accès libre à de l'eau salubre est un droit fondamental de la personne humaine. Le fait que 1,6 milliard de personnes n'aient pas accès à de l'eau potable est intolérable".*

La conférence se termina par un appel à l'élaboration d'une politique mondiale de l'eau, et par la demande au Parlement européen d'approuver un rapport provisoire sur ce sujet. Madame Vandana Shiva, présidente honorifique de la conférence, souligna les dangers d'une politique de l'eau malavisée. Selon elle, *"si on laisse le marché déterminer la situation, on finira par accorder une plus grande importance aux piscines des riches qu'à l'eau potable des pauvres. La sécheresse qui a sévi en Inde n'est pas le résultat d'une cause naturelle, mais bien d'une action des hommes. Elle est la conséquence de la dégradation de l'environnement due aux politiques de gestion des ressources en eau imposées par la Banque mondiale et par le FMI".*

Pour plus d'informations, veuillez contacter: Helmut Weixler, attaché de presse pour Les Verts/Alliance Libre Européenne au Parlement européen, Tel: +32 2 2844683, e-mail: hweixler@europarl.eu.int

L'initiative FRESH

Plus de 2,4 milliard de personnes dans le monde n'ont pas accès à des installations sanitaires et ne sont pas en mesure d'observer des pratiques d'hygiène de base tel que se laver les mains avec de l'eau propre. L'accès à des équipements sanitaires est un droit fondamental pour préserver la santé et la dignité humaine. Les enfants sont les plus vulnérables aux risques de sanitaires, et sont donc le plus touchés par les mauvaises conditions d'assainissement.

L'initiative FRESH Start, qui préconise l'action concertée entre les différents secteurs, a été lancée par l'UNICEF, l'OMS, l'UNESCO, USAID, IDAHO, Education International, la Banque mondiale et le secteur privé lors du Forum mondial sur l'éducation, tenu en avril 2000 au Sénégal. Leur slogan "L'Education pour tous" signifie que chaque enfant devrait avoir accès à une éducation de base de qualité. Pour atteindre ce but il faut d'abord créer un environnement convivial, propice à l'apprentissage dans les écoles.

FRESH est l'acronyme de Focussing Resources for Effective School Health: mettre à contribution tous les moyens pour promouvoir la santé à l'école. Ses auteurs ont développé un cadre permettant de mettre en place un volet de santé efficace dans le contexte plus large d'un programme visant à rendre les écoles plus conviviales. Ce cadre comporte une série d'interventions de base, à savoir

- l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement dans toutes les écoles;
- une politique sanitaire menée par les écoles;
- une éducation à l'hygiène basée sur l'acquisition de savoir-faire;
- des interventions pour promouvoir la santé et la nutrition en milieu scolaire.

Ces quatre éléments devant être appuyés par une participation efficace et des partenariats inter-sectoriaux et communautaires.

L'importance de l'éducation à l'hygiène et l'assainissement en milieu scolaire

Dans de nombreux pays, les conditions sanitaires des écoles sont très mauvaises. Cette situation est due:

- au manque ou à l'insuffisance des installations d'approvisionnement en eau, d'assainissement, et de lavage des mains;
- à des installations défectueuses, sales et insalubres;
- à des toilettes ou des latrines inadaptées aux besoins des enfants, en particulier des filles;
- au comportement des enfants qui n'observent pas les pratiques d'hygiène tel que se laver les mains.

Les écoles deviennent ainsi des endroits insalubres propices à la transmission des maladies. Un des principaux dangers auxquels sont exposés des millions d'enfants d'âge scolaire est l'infestation par des parasites. Ceci, ainsi que d'autres infections souvent liées au manque d'assainissement, entraîne évidemment l'absentéisme scolaire. Mais il y a d'autres conséquences, moins apparentes: le mauvais état de santé des enfants réduit considérablement leur capacité d'apprentissage, et donc leurs perspectives d'avenir. En résumé, la santé scolaire est essentielle pour le présent et représente un investissement pour l'avenir.

Privilégier les enfants d'âge scolaire

- Les enfants ont soif d'apprendre. Les écoles peuvent encourager et soutenir les changements positifs de leurs comportements.
- Les enfants participent activement aux corvées domestiques liées à l'hygiène.
- Dans certaines cultures, les enfants peuvent remettre en question les habitudes de la maison et devenir des agents de changement au sein de leur famille et de leur communauté.
- Les enfants d'aujourd'hui seront les parents de demain; il est probable qu'ils transmettront un jour ce qu'ils ont appris à l'école à leurs propres enfants.

Pour plus d'informations sur ce programme, veuillez contacter UNICEF/Programme Division
Fax: +1212-824 6480, ou bien wesinfo@unicef.org.

Notes et Informations du HAMS

Dans le cadre du programme lancé conjointement par l'UNICEF et l'IRC sur l'hygiène et l'assainissement en milieu scolaire, le bulletin d'informations SSHE Notes and News sera publié deux fois par an en anglais, en français (Notes et Informations du HAMS) et en espagnol.

COLOPHON
Rédaction: Dick de Jong
Mise en page: Lauren Houttuin
Avec contributions de: Nicolette Wildeboer
Traduction: Sophie Welsing
IRC International Water and Sanitation Centre
PO Box 2869, 2601 Delft, Pays-Bas
Tel. +31-15 2192939, fax +31-15 2190955
E-mail: general@irc.nl, Internet: http :www.irc.nl

La vocation des Notes et Informations du HAMS est de servir de support pour la diffusion de bonnes pratiques, d'informations actuelles, de connaissances et d'expériences. Ce bulletin s'adressent à tous les acteurs du domaine de l'assainissement en milieu scolaire, et à toutes les personnes intéressées par le sujet. Les lecteurs sont également invités à envoyer des articles.

La distribution de Notes et Informations du HAMS est gratuite. Toutes les éditions paraîtront sur le site Internet du HAMS à l'adresse suivante: http://www.irc.nl/sshe/nn.

Pour vous abonner, veuillez envoyer votre demande à sshe@irc.nl, ou à l'adresse de l'IRC, en précisant la langue et le format (électronique ou papier) désiré.

Programmes de formation de l'IRC

L'IRC organise en plusieurs langues, des stages de formation et des formations de formateurs ainsi que des stages de formation et ateliers "à la carte", des programmes de briefing, et des visites d'étude.

Pour ceux qui désirent une formation plus approfondie sur des thèmes clés du secteur, des stages sont organisés en Anglais, en Français en Espagnol et en Portugais, aux Pays-Bas, en Asie, en Afrique et en Amérique Latine. Leur objectif est de permettre aux participants d'améliorer leurs compétences professionnelles en s'appuyant sur leurs propres expériences et connaissances, ainsi que sur celles des personnes ressources et des autres participants, contribuant ainsi au succès de leur projet/programme.

Programmes de formation en français 2001

Cours	*Lieu*	*Durée (semaines)*	*Prix*
La promotion de l'hygiène	Burkina Faso	3	à spécifier
Viabilité des programmes d'eauet d'assainissement	Burkina Faso	3	à spécifier
Développement et gestion Des systèmes de maintenance	Burkina Faso	3	à spécifier
Stages de formation	à spécifier	2	à spécifier
Ateliers thematique	Pays-Bas	9 jours	à spécifier
Programme de formation à la carte intensif	Pays-Bas	1-3 jours	US$ 450/jour
Programme de formation à la carte extensif	Pays-Bas	4-10 jours	US$ 390/jour
Visites d'étude	Pays-Bas	à spécifier	à spécifier

Pour avoir toute information sur les dates et les prix des formations, prière de contacter la section de formation de IRC à l'adresse dans le colophon, ou d'envoyer un émail à : training@irc.nl

FAITS NOUV'EAUX

Perspectives dans le domaine eau, assainissement et environnement

Dans ce numéro:
- **Conférence WUP Afrique : les réformes du secteur doivent viser à étendre les services d'eau aux plus démunis**
- **Nouvelles du Conseil Consultatif de l'Eau et de l'Assainissement**
- **Nouvelles de l'IRC, Centre International de l'Eau et de l'Assainissement**

numéro 253, septembre 2001

Conférence WUP Afrique : les réformes du secteur doivent viser à étendre les services d'eau aux plus démunis

Le succès des réformes du secteur sera mesuré en fonction des effets bénéfiques sur les pauvres, c'est-à-dire la plus grande partie de la population en Afrique. En effet le but recherché est d'améliorer l'accès de ces populations à l'eau et à l'assainissement. Le privé devra jouer un rôle important dans ce processus de réforme, cependant il ne faut pas confondre privatisation et réforme sectorielle. C'est ce qui est apparu lors de la 2ème Conférence régionale sur la réforme sectorielle de l'eau et de l'assainissement en Afrique, tenue à Kampala du 26 au 28 février 2001, et dont le thème était « le renforcement du partenariat public-privé dans le contexte de la vision africaine pour l'eau 2025 ».

Les 270 participants des 28 pays représentés ont conclu que la réforme du secteur n'est pas un but en soi, mais un moyen nécessaire pour étendre les services d'eau et d'assainissement aux pauvres. Les changements institutionnels que cela implique, qui varieront d'un pays à l'autre, selon les circonstances spécifiques, entraîneront des mesures de privatisation, mais celle-ci n'est pas une fin en soi.

Il n'y a pas forcément incompatibilité entre un degré d'efficacité plus élevé et de bonnes pratiques commerciales d'une part, et aider les pauvres d'autre part, si les parties intéressées (les communautés, les groupements, les organisations de la société civile) participent au choix des options d'une prestation de service durable.
A ce jour, ce sont surtout les grandes multinationales qui ont été mise à contribution, or l'attention devrait être portée sur le rôle des petits opérateurs privés et des entrepreneurs locaux. La réforme du secteur demande une approche holistique, c'est un processus dans lequel les résultats sont pris en compte au fur et à mesure et les structures institutionnelles évoluent avec le temps.

Divergences

Au cours des réunions il s'est avéré que les propositions de réforme sectorielles étaient perçues de façon très différente par les divers pays. Globalement, la réticence à l'égard des changements institutionnels est pourtant en train de faiblir car les bénéfices d'une réforme se font de plus en plus manifestes :

- des services plus fiables,
- la baisse des tarifs,
- l'accès à des crédits commerciaux.

Il y a eu, bien sûr, des échecs, mais il faut tirer les leçons des erreurs commises. Les mesures de la réforme doivent être mieux planifiées et les organisations nationales ont intérêt à améliorer leur capacité de négociation avec les institutions financières internationales, les banques et les grandes entreprises multinationales de service d'eau. En dépit de toutes les différences d'opinion, les pays s'accordent pour dire que les défis sont considérables. Une forte croissance de la population et une pauvreté endémique, alliées aux problèmes des ressources en eau et de l'environnement, font que dans la pratique, l'accès à l'eau ne s'est pas amélioré. La question n'est plus de savoir si des réformes doivent être introduites, mais quelles seront ces réformes. Le vice-président ougandais a bien résumé la situation en disant : « La solution des problèmes est à portée de main. Nous savons déjà ce qu'il faut faire. Il s'agit maintenant de voir comment et de trouver la volonté politique ».

Différents contrats

Un nombre important de réunions a porté sur les différents types de contrats entre les partenaires, dont les plus courants sont:

- des contrats de prestations de service, où les activités contingentes sont sous-traitées au secteur privé,
- des contrats de gestion,
- différentes sortes de baux (8 à 15 ans),
- des concessions (contrats à long terme)

Dans la globalité, les contrats de gestion ont moins bien marché que prévu, peut-être à cause des attentes trop optimistes. Plusieurs pays s'engagent sur la voie d'un système de concession. La plupart des contrats concernent la distribution de l'eau dans les agglomérations. Le problème de l'approvisionnement des petits centres urbains n'a été abordé que sommairement, et les cas de partenariat public-privé assurant des services d'assainissement dans les villes sont rares jusqu'à présent.

Les entreprises préfèrent en général passer des contrats fixes de longue durée, alors que la plupart des gouvernements voudraient essayer des partenariats public-privé (PPP) avec un certain degré de flexibilité. La confiance nécessaire entre les contractants peut s'instaurer si les parties sont suffisamment bien informées sur les réformes du secteur. Les objectifs et les résultats escomptés des réformes, ainsi que les échéances et les modalités d'évaluation périodiques de leur mise en œuvre sont encore mal étudiés et définis. Pour assurer la transparence et le succès des réformes, il faudrait également mettre au point des mécanismes et des organismes de réglementation appropriés. D'une manière générale, la prudence s'impose avant de passer un engagement avec le privé sous forme d'un contrat du type concession.

L'idée que les services ne peuvent être viables tant qu'ils ne prennent pas en compte les besoins des plus pauvres et des plus vulnérables est de plus en plus largement acceptée. Les populations pauvres payent d'ores et déjà des tarifs assez élevés pour les services, or ils consentiraient volontiers à contribuer plus si l'amélioration des services correspondait à leurs demandes. Il est donc logique que le processus de réforme reflète plus nettement les besoins et les souhaits des pauvres et de leurs communautés.

Les ministres présents à la conférence ont souligné que le projet de réformes est politiquement difficile à défendre. Les politiciens comprennent la nécessité des réformes, mais ils aimeraient avoir un programme de mesures concrètes qui serait plus facile à expliquer aux populations. Par le passé, les propositions de changement n'ont pas toujours été très pratiques. La conférence a été organisée par le Water Utility Partnership (WUP), assisté d'un comité d'organisation pris en charge par l'Institut de la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, l'initiative Streams of Knowledge et le gouvernement ougandais.

Pour plus d'informations, veuillez contacter -- Water Utility Partnership, 05 BP 2642, Abidjan 05, Côte d'Ivoire; fax : +225 21 240 063, e-mail : wup@africaonline.co.ci, http://www.wupafrica.org

Nouvelles du Conseil Consultatif de l'Eau et de l'Assainissement

Programme d'action Iguaçu: un Plaidoyer pour la VISION 21

Une campagne renforcée a été lancée en vue de réduire le taux de mortalité effarant due aux maladies diarrhéiques dans les pays en développement, et d'améliorer les conditions de vie déplorables de milliards de pauvres dans le monde. Une meilleure hygiène, plus d'installations sanitaires et plus de points d'eau potable, voilà les objectifs du Iguaçu Action Programme (IAP) sur lesquels se sont mis d'accord quelques 250 « ambassadeurs » pour la VISION 21: De l'eau pour les populations. Après six jours de discussions, des experts pour l'eau et l'assainissement de plus de 70 pays ont conclu le Forum mondial du Conseil Consultatif de l'Eau et de l'Assainissement (CCEA) par l'adoption d'un programme d'action à quatre volets, réparti sur sept régions englobant tous les pays en développement.

Chacun des 1100 membres du CCEA est chargé de porter le message d'espoir d'une réduction de la pauvreté et de la réalisation du développement durable, par une approche à échelle humaine, reconnaissant le droit fondamental de chaque être humain à l'accès à des services d'eau et d'assainissement adéquats. Un des éléments clé du Programme d'action Iguaçu est le plaidoyer à tous les

Réalités quotidiennes de la gestion communautaire de l'approvisionnement en eau

Jaqueline, secrétaire du Comité de femmes de l'eau à Nkouondja, au Cameroun :

« Nous avons vraiment besoin d'une femme pour le gardiennage. Lors d'une panne, nous achetons le matériel et demandons au gardien d'effectuer la réparation, mais il n'a pas toujours le temps de venir. En attendant nous n'avons pas d'eau. Or, si nous avions les compétences, nous pourrions faire les réparations nous-mêmes. Ce qu'il nous faut vraiment, c'est une gardienne et une formation. »

Extrait du documentaire vidéo IRC « Une autre gestion l'eau » sur la gestion communautaire de l'eau à Nkouondja au Cameroun.

échelons, de la collectivité locale au gouvernement national. On fera aussi appel aux entreprises internationales et à leur sens civique: un fabricant de savon sera par exemple sollicité de soutenir une campagne pour le lavage des mains, un geste tout simple, mais qui peu sauver des milliers de vies tous les ans. The Global Water Supply and Sanitation Assessment 2000, un rapport de l'OMS et de l'UNICEF faisant le point sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement dans le monde en 2000 présenté pendant le forum, estime à 2,4 milliards le nombre de personnes dans le monde n'ayant toujours pas accès à des services d'assainissement acceptables et à 1,1 milliards le nombre de personnes ne bénéficiant pas d'un approvisionnement en eau suffisant.

Selon le président de la commission du programme, Monsieur Piers Cross, « Le CCEA est un organisme unique en son genre, dont l'influence s'exerce à travers les partenariats dans le secteur. Ce n'est ni une agence de mise en œuvre, ni un bailleur de fond, ni même un intermédiaire financier. Il cherche plutôt à diriger et à influencer les opérations du secteur, en utilisant judicieusement des capitaux initiaux dans ses organismes affiliés régionaux et nationaux. »

Le volet le plus important du IAP auquel se consacreront les membres du Conseil et le secrétariat sera le plaidoyer et la communication. Les membres, qui sont experts dans le domaine de l'eau, de l'assainissement, de l'hygiène et de l'information technique, reconnaissent cependant ne pas avoir réussi à coordonner leurs ressources efficacement. Ils se proposent donc de joindre tous leurs efforts pour donner un coup de collier vigoureux à la sensibilisation à échelle mondiale au problème de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène pour les plus démunis.

L'IAP affirme que « l'objectif principal est la réalisation de la VISION 21 et chaque membre devra porter l'étendard de cette cause. » Et Monsieur Richard Jolly, président du CCEA d'observer : « La VISION 21 est le seul document du secteur s'approchant d'un mandat global pour aborder les problèmes. C'est le moment où jamais pour les individus et les agences de se réunir afin de concrétiser cette vision, et c'est notre devoir de les convaincre de cette nécessité ». L'IAP ajoute: « Dans ces temps de possibilités et de moyens de communications sans précédent, nous devons diffuser nos connaissances à un public beaucoup plus large. » Profitant de la vague d'intérêt suscité dans les médias par le rapport sur l'état de l'eau et de l'assainissement dans le monde en 2000, le CCEA prendra la relève pour défendre la cause de ce secteur à échelle mondiale. Pour l'IAP il faut « cibler les politiciens, les preneurs de décision nationaux et internationaux, tant dans le secteur qu'en dehors, et notamment ceux qui s'occupent de la gestion intégrée des ressources en eau, du soulagement de la pauvreté, de l'environnement, de la santé, des infrastructures, du genre, des droits humains et du développement économique. »

Mettre en valeur l'hygiène et l'assainissement de l'environnement

L'IAP souligne l'importance de la promotion de l'hygiène comme facteur pouvant diminuer la mortalité. Parmi les activités prévues dans ce domaine, citons l'inventaire des politiques nationales sur la promotion de l'hygiène, des cours de formation et du matériel pédagogique en rapport avec l'hygiène et l'assainissement de l'environnement. L'IAP a également insisté sur la nécessité de changer la perception de l'assainissement et l'évacuation des déchets, et d'encourager les parties prenantes à élaborer des approches tenant compte des facteurs pauvreté et écologie.

Promouvoir des cadres institutionnels, des partenariats public-privé, des principes éthiques et les droits fondamentaux

Pour mettre en œuvre les principes de la VISION 21, un changement radical des structures de gestion existantes est incontournable. Dans ce contexte, l'IAP préconise la création de cadres légaux efficaces et de partenariats public-privé. La VISION 21 repose sur l'engagement et l'imagination d'individus, il s'agira donc de mettre à contribution autant que possible les ménages et les collectivités dans une approche communautaire. Dans le prolongement d'une ébauche de principes éthiques rédigés par des membres du CCEA, le forum recommande la présence plus assidue du Conseil dans les réunions internationales traitant de droits fondamentaux, du genre, de la mondialisation, du commerce international et d'autres questions pressantes ayant une incidence sur le secteur de l'eau et de l'assainissement.

Le suivi pour mesurer les progrès de la VISION 21
L'IAP propose d'utiliser le suivi comme un des outils de base dans le programme du CCEA des 4 années à venir. Il faudra évaluer l'impact de la VISION 21 et des discussions à thème sur les Objectifs, les Indicateurs et le Suivi. Le secrétariat œuvrera, de concert avec les intervenants régionaux et nationaux ainsi que d'autres parties prenantes, à définir, à tester et à valider une série d'indicateurs pour mesurer la VISION 21, et s'attachera à obtenir un consensus pour des systèmes communs de collecte de données et d'analyse.

Renforcement des réseaux régionaux et nationaux

Les sept programmes régionaux préparés pendant le cinquième Forum mondial seront intégré au IAP. Lors de la mise en œuvre de ces projets au cours des cinq années à venir, les membres du Conseil devront axer leurs activités de plaidoyer, de suivi et d'agrandissement de leur réseau sur les quatre thèmes prioritaires définis dans l'IAP. Le Conseil développera une stratégie de coordination aux niveaux régionaux et nationaux, en accordant une attention particulière aux régions sous-représentées au Conseil.

Nouvelles de l'IRC, Centre International de l'Eau et de l'Assainissement

Six équipes nationales préparent un plan de recherche sur les habitudes d'hygiène

Des équipes de six pays ont élaboré un plan de recherche visant à analyser les facteurs qui permettent d'implanter de manière durable les comportements « hygiéniques » dans le monde en développement. Les plans ont été discutés lors d'un atelier organisé par l'IRC du 5 au 16 février 2001 aux Pays-Bas.

Cette réunion a lancé un programme de trois ans financé conjointement par la Comission Européenne et le gouvernement néerlandais. Ont participé deux membres de chacune des agences partenaires suivantes :

- Community Water Supply Agency (Ghana)
- COSI Foundation for Technical Cooperation (Sri Lanka)
- Nepal Water and Health (NEWAH) (Nepal)
- NETWAS International (Kenya)
- SEU-Foundation (India)
- WaterAid (Uganda).

Des membres du personnel du London School of Hygiene and Tropical Medecine (LSHTM), Grande Bretagne, et de la Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ , Allemagne, agence de soutien technique) ont joué le rôle de facilitateur.

Le groupe a choisi trois comportements clés sur lesquels porteront leurs recherches pendant les trois années à venir : i) le maniement hygiénique de l'eau, ii) la construction et l'utilisation de latrines, et iii) le lavage des mains. Ils ont commencé à avancer des idées sur les facteurs qui pourraient influencer favorablement la durabilité de nouvelles habitudes en matière d'hygiène. Un plan d'étude et une liste d'outils pour la collecte de données ont également été dressés.
En avril et en mai les équipes comptent tester et rajuster les outils. Une première opération de collecte de données est prévue pour l'été et un bilan intermédiaire est attendu pour le début de l'année prochaine.
Pour plus d'informations, veuillez contacter Eveline Bolt.

Atelier national sur la gestion communautaire de l'eau au Cameroun

Les communautés rurales ont le potentiel pour prendre en charge eux-mêmes la gestion de leurs ressources en eau. Or, il arrive souvent que la gestion communautaire ne tienne pas la route à long terme car le manque de capacités, les conflits locaux, l'abus de biens, le refus des utilisateurs de payer ou une mauvaise communication peuvent saper les structures de gestion et leurs réglementations. Les communautés ont besoin non seulement d'une aide initiale pour mettre sur pied de bonnes pratiques de gestion, mais aussi d'un appui soutenu à long terme pour maintenir le fonctionnement de leur système de gestion et donc de leur système d'approvisionnement en eau.

C'est le bilan des expériences d'une quarantaine de représentants du secteur de l'eau du Cameroun qui se sont réunis le 29 et 30 mars 2001 pour discuter des possibilités et des problèmes de la gestion communautaire durable de l'eau. Cet atelier national a été animé par le ministère camerounais des Mines, de l'Eau et de l'Energie (MINMEE) – qui s'occupe de l'approvisionnement en eau en zone rurale – et organisé par l'agence de consultants pour l'eau et l'assainissement, Water and Sanitation Management Consultants (WSMC) au Cameroun et l'IRC. Il s'est déroulé dans le cadre du projet de vulgarisation MANAGE.

L'atelier a débouché sur plusieurs recommandations pour soutenir la gestion communautaire de l'eau. Elles soulignent le rôle clé que doit jouer le ministère MINMEE dans la coopération entre les parties concernées du secteur, les ministères et les ONG internationales. Les participants se sont plaint du manque de communication, voire de la méfiance entre le gouvernement et les intéressés non gouvernementaux. Une des recommandations propose d'ajouter une réglementation nette et précise aux politiques et aux lois concernant l'eau en zone rurale afin de mieux guider les utilisateurs, entrepreneurs et institutions au niveau du district. Par ailleurs, un renforcement des capacités dans le secteur à tous les échelons, de l'utilisateur au directeur et au preneur de décision, permettrait d'améliorer les services d'eau des populations en milieu rural en tenant compte de leurs besoins à eux. Selon les recommandations, les organismes de support intermédiaires, notamment les conseils municipaux ou communaux, peuvent jouer un rôle important. Elles préconisent également un meilleur accès aux banques d'informations et de données, une meilleure communication et la diffusion de bonnes pratiques et de projets réussis.

L'équipe de vulgarisation MANAGE à l'IRC attend vos réactions avec intérêt à l'e-mail: manage@irc.nl ainsi que Andrew Tayong de WSMC, partenaire de l'IRC au Cameroun, e-mail: mtayong@yahoo.com

COLOPHON
Rédaction: Dick de Jong
Mise en page: Lauren Houttuin
Avec contributions de: Teun Bastemeijer, Eveline Bolt, Darren Saywell
Traduction: Sophie Welsing
IRC International Water and Sanitation Centre
PO Box 2869, 2601 Delft, Pays-Bas
Tel. +31-15 2192939, fax +31-15 2190955
E-mail: jong@irc.nl, Internet: http://www.irc.nl